ARCHÉOLOGIE INDUSTRIELLE AU QUÉBEC - UN APERÇU

Domaine de recherche relativement récent, l'archéologie industrielle a su reconnaître, dès sa naissance, l'importance de réunir et de traiter, dans une approche d'ensemble, toutes les composantes qui concourent à apprivoiser et communiquer les connaissances et les valeurs d'un lieu industriel. Le mouvement pour l'étude et la conservation du patrimoine industriel s'est développé dans l'ensemble des pays industrialisés depuis environ une cinquantaine d'années, sa principale contribution étant la valorisation des lieux industriels et la volonté de développer une vision globale de la ressource.



Les traces industrielles au Québec débutent avec l'arrivée des Européens sur les côtes du Québec au 16e siècle. De nombreuses communautés maritimes exploiteront les bancs de morues de l'Atlantique nord-ouest : Picards, Normands, Bretons, Vendéens, Rochelais, Bordelais, Portugais, et plus tardivement Anglais. Sur les côtes sud et ouest de Terre Neuve, de l'Acadie et du Saint-Laurent, pendant près de quatre siècles, ces groupes s'adonneront à la pêche " sédentaire ", c'est-à-dire que la morue est capturée près des côtes, et salée puis séchée à terre, et à la pêche " errante " ou à la " morue verte ", uniquement salée, spécialité des ports de Normandie ou du Poitou. On pêchera la morue non seulement pour sa chair, mais pour l'huile extraite des foies et qui était, avec l'huile de baleine, le lubrifiant et l'huile à lampe les plus utilisés à l'époque (Dickinson et Young, 1992 : 28-30).

Les Basques des provinces du Labourd, de Guipuzkoa et de Biscaye pratiqueront cette pêche en même temps que la chasse à la baleine. L'exploitation de ces mammifères marins, plus précisément des baleines boréales (Balaena mysticetus) et des baleines noires de l'Atlantique Nord (Eubalaena glacialis), prendra des dimensions de plus grande échelle dans le détroit de Belle-Isle au milieu du 16e siècle (Niellon, 1984). Jusqu'au 18e siècle au moins, des navires baleiniers seront armés parallèlement aux morutiers.

La présence de ces premiers Européens au Québec est attestée par des vestiges de sites saisonniers, des restes de fours pour fondre les graisses et des artefacts retrouvés au Bas-Saint-Laurent, au Saguenay, sur la Côte-Nord et sur les côtes de la Gaspésie. Les Basques seront parmi les plus assidus à revenir chaque année à leurs sites de dépeçage. Ils y dresseront des échafaudages pour le séchage de la morue et des fourneaux de pierre pour l'extraction de l'huile de baleine, denrée prisée en Europe. Samuel de Champlain constatera à plusieurs reprises, dans ses récits, la présence des Basques au Canada. Quoique diverses raisons mèneront à l'abandon de la pêche à la baleine et à la morue par les Basques, la plus importante est la ratification du traité d'Utrecht en 1713 qui leur interdit l'accès aux eaux de la Nouvelle-France.

L'arrivée de l'intendant Jean Talon marque un progrès certain sur le côté industriel. L'intendant mettra sur pied de nombreux établissements : une brasserie ; une tannerie ; des fabriques d'étoffes, de chapeaux et de souliers. Il entreprendra la construction navale, la manufacture de goudron et de potasse et débutera l'exploration minière. Visionnaire, il fondera également les premières entreprises verticales regroupant sous une seule autorité les divers stades de production et de distribution concernant un type de produits.

Bien que le poisson et la fourrure demeurent les produits moteurs de la colonie, des percées industrielles se feront du côté de l'industrie minière, les matériaux de constructions, l'exploitation des forêts, la construction navale, le goudron et la potasse, les industries alimentaires, les tanneries, les textiles et les vêtements. Mais l'appui du roi sera chose éphémère, car la colonie rapporte peu à la métropole pour laquelle elle reste un fardeau.

Le pêcheur à la nigogue

Ainsi, au pied de la tour centrale de la façade repose une fontaine au-dessus de laquelle un pêcheur amérindien, Le pêcheur à la nigogue (1891), s'apprête à harponner sa proie.

" La halte dans la forêt ", devant la façade du Parlement

Devant l’entrée principale, les quatre membres d'une famille amérindienne de la nation abénaquise font " halte dans la forêt " (1889), au temps de la chasse.





Sceau de la Compagnie de la Nouvelle-France dit des Cents Associés et contre sceau (droite)

Le sceau de cette compagnie montre la figure allégorique d'une femme debout sur les flots, tenant de sa main gauche un lys de jardin et de sa main droite une croix latine, le tout sur un champ semé de fleurs de lys entouré de l'inscription " ME DONAVIT LVDOVICUS DECIMUS TERTIUS 1627 " (Louis Treize m'a donnée 1627). Le contre-sceau porte un navire voguant sur les flots et l'inscription : " IN MARI VIAE TUAE " (C'est sur la mer qu'est ta voie).

La Compagnie des Cent-Associés ou Compagnie de la Nouvelle-France, est l'une des sociétés auxquelles le roi de France a confié le développement, la découverte et l'exploitation de la Nouvelle-France. Créée en 1627 par le cardinal de Richelieu, cette société regroupe alors une centaine d'associés qui promettent de peupler la Nouvelle-France en y envoyant, en 15 ans, 4 000 colons exclusivement recrutés parmi la population française catholique. La compagnie qui détient le monopole de la traite, ne réalise pas cette promesse. En 1645, elle transfère son monopole de traite en Amérique du Nord (à l'exception de l'Acadie), à la Communauté (ou Compagnie) des Habitants. La Compagnie des Cent-Associés a été dissoute le 24 février 1663.



HUDSON'S BAY COMPANY

Vers 1665, les explorateurs Radisson et Des Groseilliers projettent d'ouvrir des postes de traite sur le littoral de la baie d'Hudson. Ne recevant aucun appui de la France, ils se tournent vers les Anglais, qui créent, en 1670, la Compagnie de la Baie d'Hudson. Henry Hudson (vers 1550-1611) qui fut le premier explorateur anglais à s'y aventurer, en 1610. Navigateur expérimenté et renommé, il est chargé par un groupe de promoteurs anglais de chercher une route vers la Chine par le nord. Initialement décidé à s'engager dans le détroit de Davis, au nord de l'île de Baffin, Hudson se trouve aux prises avec une forte marée qui entraîne le Discovery au sud de cette île, dans des eaux encombrées de glace. N'osant rebrousser chemin à cause des tensions au sein de l'équipage, on navigue pendant six semaines, notant des points de repère de part et d'autre du détroit, pour entrer dans ce qui est devenu la baie d'Hudson. De ce premier contact, les Anglais, sur recommandation des Cris, décident de s'établir à l'embouchure de la Rivière Rupert avec la promesse que les chasseurs reviendraient avec des fourrures au printemps. Ce voyage s'avéra un franc succès sur le plan commercial. C'est ainsi que fut fondé le premier comptoir commercial de la Compagnie de la Baie d'Hudson dans le monde et la «capitale» de la Colonie de la Terre de Rupert, confirmant la place de l'Angleterre dans la course aux richesses de l'expansionnisme européen. En 1713, par le Traité d'Utrecht, la France reconnaît les droits de l'Angleterre sur la baie d'Hudson. Après la Conquête, les marchands anglo-américains (yankees ou bostonnais), anglais et écossais des Highlands supplantent les bourgeois canadiens et les agents des marchands français à Montréal. Avec l'arrivée de la Confédération canadienne en 1867, elle cède alors tous ses droits de propriété en Amérique du Nord au Dominion britannique tout en gardant l'exploitation commerciale des postes de traite. Des négociations menées avec le Ministère des Colonies après 1867, avec le gouvernement canadien mènent à la vente de la Terre de Rupert au Canada en 1870. Le commerce des fourrures et les activités immobilières de la CBH débouchent naturellement sur l'exploitation des ressources naturelles. En 1926, la CBH est la cofondatrice de la société pétrolière Hudson's Bay Oil and Gas (HBOG) et, en 1973, elle fait l'acquisition de 35 p. 100 des parts de Siebens Oil and Gas. En 1979, la CBH vend ses parts de Seibens Oil and Gas et achète la majorité des actions Roxy Petroleum en 1980. En 1982, les parts de la HBOG sont vendues à Dome Petroleum. À la fin de l'exercice 2003, la CBH compte près de 70 000 employés et ses produits d'exploitation se chiffrent à 7,4 milliards de dollars pour un total de l'actif de 4,1 milliards de dollars. Ses opérations incluent La Baie (estimation de 34,7 p. 100 des revenus), Zellers (59,7 p. 100), les services financiers (4,5 p. 100) et les autres opérations. Au total, la CBH compte 562 magasins pour l'exercice 2003. Les 99 magasins La Baie constituent la facette traditionnelle la mieux connue de la CBH. Ils visent à offrir une gamme complète de produits et services qui sont d'ordinaire associés aux grands magasins et aux marques de fabrique. Le segment des services financiers fait fonction principalement du service de crédit de la CBH et compte quelque 3,1 millions de détenteurs des cartes de crédit La Baie et Zellers à titre de clients. En 2003, la CBH a une part de marché estimée à 35 p. 100 parmi tous les marchandiseurs de masse et les grands magasins au Canada, elle se classe quatrième parmi tous les détaillants dans ce qui est une industrie hautement fragmentée.



Résistance à l'attaque de l'armée du général Arnold, à Québec en 1775. Gravure F. H. Wellington, d'après Sydney Adamson, non datée. Bibliothèque et Archives Canada

L'industrie de la construction

La construction des fortifications de Québec représente le plus important projet d'ingénierie et de construction en Amérique autant sous le régime français qu'anglais. C'est en 1745 que s'amorce véritablement la construction des fortifications telles qu'on les connaît aujourd'hui, d'après une planification établie dès 1716 par l'ingénieur chef de Nouvelle-France Gaspard-Joseph Chaussegros de Léry). Le chantier est presque terminé lors du siège de Québec en 1759, la bataille ayant toutefois lieu à l'extérieur des fortifications, sur les plaines d'Abraham. Ce sont les Anglais, et particulièrement les ingénieurs William Twiss et Gother Mann qui complèteront les fortifications de la ville, ajoutant des portes, des ouvrages extérieurs et quatre tours Martello comme avant-postes.



La tour Martello no 1 en 1904 © Doughty, A.G. / The Fortress of Québec 1608-1903 Dussault & Proulx, Quebec / 1904.

Le troisième siège de Québec est conduit par les révolutionnaires américains. En 1774, les Treize Colonies britanniques d'Amérique - qui constitueront plus tard les États-Unis - décident de conquérir la province de Québec par la force. Quelques mois auparavant, elles ont invité les Canadiens à réclamer davantage de l'Angleterre et à s'associer à elles pour faire front commun dans leurs revendications auprès de la métropole pour plus d'autonomie. Toutefois, rien ne progresse de ce côté. L'année suivante, le mot d'ordre est lancé : sous le commandement de Benedict Arnold et du général Richard Montgomery, il est convenu de prendre le contrôle de la province et d'en évincer les autorités coloniales britanniques. Des troupes assiègent d'abord Montréal et Trois-Rivières. À Montréal, l'administrateur colonial Guy Carleton doit capituler, fuir la ville avec ses troupes et se rendre à Québec.
Un peu partout où elles passent ou s'installent, les troupes révolutionnaires obtiennent un certain appui des habitants francophones de la province. Ceux-ci leur vendent des vivres et différentes marchandises de ravitaillement contre de l'argent sonnant. Par contre, ces gens prennent bien soin de rester à l'écart du conflit. Par la suite, leur appui décroît rapidement, plus particulièrement à Montréal où les occupants procèdent à des arrestations arbitraires.

Les premiers assiégeants atteignent la région de Québec le 14 novembre. Les forces sont nettement inégales : 1 000 miliciens vont tenter de s'emparer d'une ville fortifiée et défendue par quelque 3 500 soldats britanniques permanents et miliciens canadiens…

Peu avant de passer à l'action, Montgomery s'adresse par lettre aux assiégés. Son message est lu partout à travers la ville :

"Mes frères et amis, la malheureuse nécessité de déloger les troupes ministérielles me force à faire le siège de votre ville maintenant. C'est avec une extrême douleur que je me vois réduit à des mesures qui peuvent vous être très funestes […] Nous faisons profession de venir chez vous pour y déraciner la tyrannie, pour y donner la liberté et la jouissance paisible de ses biens à cette province opprimée, ayant toujours respecté, comme sacrée parmi nous, la propriété des particuliers. Vous avez ci-incluse ma lettre au général Carleton [commandant les troupes britanniques postées dans la ville] parce qu'il a toujours adroitement évité de vous laisser prendre aucune connaissance qui fut propre à vous ouvrir les yeux sur vos véritables intérêts [en tant que colons britanniques, ils pouvaient revendiquer notamment l'implantation du parlementarisme dans la province de Québec]. S'il s'obstine et si vous le laissez persister à vous envelopper dans une ruine qu'il désire peut-être pour couvrir sa honte, ma conscience même ne me reprochera pas d'avoir manqué à vous avertir de votre danger."

Richard Montgomery, général

Au départ, Montgomery est desservi par des circonstances défavorables dont le fait que l'engagement de ses soldats devait prendre fin au tournant de la nouvelle année et que les assiégeants ne disposent d'aucun soutien naval. Néanmoins, le général ordonne à ses hommes de prendre la ville le 31 décembre.

Les stratégies de combat mènent… à la défaite

Tandis que les troupes d'occupation font mine de s'installer sur les plaines d'Abraham, Arnold et Montgomery planifient une attaque concertée contre la basse-ville dans l'espoir de pouvoir atteindre la haute-ville le jour même.

Arnold commande une première manœuvre au pied de la falaise que surplombe la porte du Palais. Il dispose d'environ 600 hommes qui se dirigent immédiatement vers la basse-ville, longent les berges et se heurtent à une première barricade, rue du Sault-au-Matelot. La plupart parviennent à la traverser en dépit du harcèlement continu des miliciens canadiens et des soldats britanniques, mais Arnold est blessé et ne peut poursuivre l'attaque. Un peu plus loin, ses hommes se retrouvent coincés entre la première barricade et une seconde placée au pied de la falaise, rue de la Barricade. Une majorité d'entre eux acceptent de se rendre.

Parallèlement, Montgomery et quelque 300 hommes se rendent au pied du bastion du cap aux Diamants, avançant eux aussi le long du fleuve. En route vers la basse-ville, ils sont défaits avant d'y arriver. Montgomery est blessé mortellement. Ses hommes rebroussent chemin.

Carleton tient à mettre un terme au siège et à prévenir d'autres attaques contre la ville. Il ordonne à ses hommes d'incendier les faubourgs Saint-Nicolas et Saint-Roch et d'en chasser les révolutionnaires. Malgré les victoires des Canadiens et des Britanniques, et la confusion des assiégeants, le siège de Québec dure jusqu'en mai 1776. Les habitants vivent alors parmi les combats qui perdurent et les dommages qui en résultent.

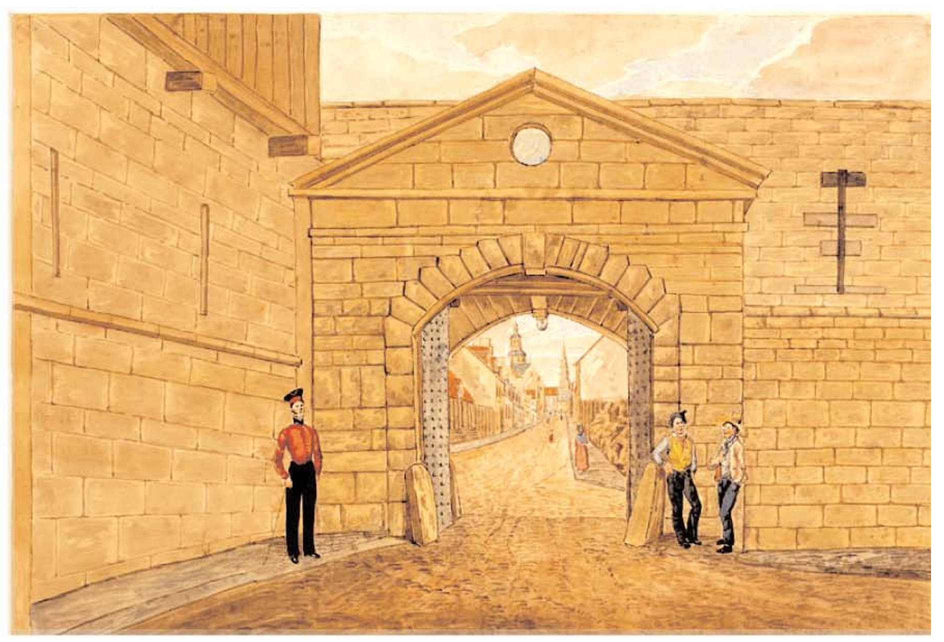
Les assiégeants quittent bientôt la région de Québec. Avec le temps, la vie reprend son cours à Québec, Trois-Rivières et Montréal. La ville maritime est plus fortifiée que jamais. Lors du siège de Québec en 1775-1776, les autorités coloniales britanniques constatent l'efficacité limitée des défenses de la ville, soit le bastion du cap aux Diamants, les portes Saint-Louis, Saint-Jean et du Palais. Le siège terminé, elles ordonnent la construction de nouveaux remparts en pierre entre 1786 et 1812. Par la suite, on ajoute au système défensif les portes Hope et Prescott construites en 1786 et en 1797. De 1819 à 1832, ont lieu les travaux de construction de la citadelle



.La porte Saint-Jean vue de l'extérieur, Québec, QC, 1867



Porte du Palais, 16 juillet 1829 par James Pattison Cockburn. Crédit: Bibliothèque et Archives Canada, no d'acc R9266-118 Collection de Canadiana Peter Winkworth.



La porte Hope, Québec, 3 juillet 1829 (James Pattison Cockburn, Collection de Canadiana Peter Winkworth, R9266-5-0-E, Bibliothèque et Archives Canada) - http://www.collectionscanada.gc.ca/

La construction de la citadelle est achevée seulement lors de la guerre de 1812. Les fortifications en forme d'étoile qui peuvent être vues de nos jours sont construites entre 1820 et 1831 sous la direction du lieutenant-colonel et ingénieur royal britannique Elias Walker Durnford et incorporent une section du mur défensif français de 1745. Celles-ci devaient servir à sécuriser les hauteurs du Cap Diamant contre une éventuelle invasion des États-Unis et de refuge aux troupes britanniques.

Le dernier élément du plan de défense de Mann sera réalisé, entre 1819 et 1832, avec la construction, par Elias Waker Durnford, de la Citadelle de Québec, sur les hauteurs du Cap-aux-Diamants. La Citadelle se développe sur un pentagone irrégulier avec deux côtés situés sur le bord de l'escarpement, deux vis-à-vis la Haute-Ville et le dernier, à l'ouest, du côté de la campagne. Les deux fronts du côté de la ville sont renforcés par l'ajout de ravelins au-devant des courtines alors que le front ouest est protégé d'un ravelin et de deux contre-gardes. Le rempart du côté de la ville comprend aussi des casemates. L'ingénieur Durnford a donc intégré une portion de l'enceinte de 1745 à sa citadelle. De fait, les seuls fronts véritablement nouveaux sont ceux qui font face à la ville, ce qui confirme que la citadelle devrait jouer le rôle de dernier refuge pour la garnison advenant la prise de la ville ou le soulèvement des habitants. Il faut, en effet, signaler que la construction de la Citadelle a lieu à une époque où les militaires se méfient de la population et où les difficultés politiques s'accentuent.



La citadelle de Québec
Source : http://www.lacitadelle.qc.ca/fr/

Ville maritime fortifiée, Québec a préservé ses murs au fil des siècles. On considère aujourd'hui qu'il s'agit là de joyaux du patrimoine architectural, mémoire d'une ville au caractère unique en Amérique du Nord.



Ville de Québec - Capitale nationale

L'industrie des chantiers navals



C'est incontestablement la ville de Québec qui sert le siège de la construction navale. De 1723 à 1758, plus d'une cinquantaine de vaisseaux de divers tonnages seront bâtis sur les chantiers de Québec.



1920 - Le chantier FX Drolet à Québec.(Source: Bilan du siècle)

Une tragédie pour plusieurs, les guerres napoléoniennes, dès 1806, sont pour le quartier Saint-Roch (ville de Québec) une vraie bénédiction. L'Empereur français Napoléon, dominant l'Europe, impose un blocus à l'Angleterre, la forçant à se tourner vers ses colonies pour sa subsistance. Québec se met à l'heure de l'industrie navale. Le quartier Saint-Roch héberge dès 1733 le chantier naval Saint-Nicolas face au palais de l'Intendant. Avec le blocus, toute la rive nord, de Cap-Rouge jusqu'à Beauport, se couvre d'installations portuaires. Québec devient un gigantesque port, l'un des plus importants au monde.



Le port de Québec vers 1890.Nous avons sous les yeux l'une des plus belles photographies de l'époque où Québec était vraiment une ville maritime. Elle représente le marché Champlain dans les années 1890. C'était par le fleuve que les cultivateurs pouvaient se rendre le plus rapidement aux divers marchés de la ville de Québec dans des bateaux à vapeur pour vendre leurs produits. Justement, nous voyons neuf de ces navires à aubes amarrés côte-à-côte : ces bateaux à aubes que l'on désignait parfois sous deux appellations, les Taxis et Bateaux Mouches du fleuve Saint-Laurent. Ils desservaient les paroisses en amont et en aval du fleuve. (Site Internet: photojrad.shost.ca | Photo source: Société historique de Québec | (Armand Therrien) Tiré du Calendrier des vues anciennes de Québec, Août 2000 | Photographie : J.E. Livernois, BAnQ)

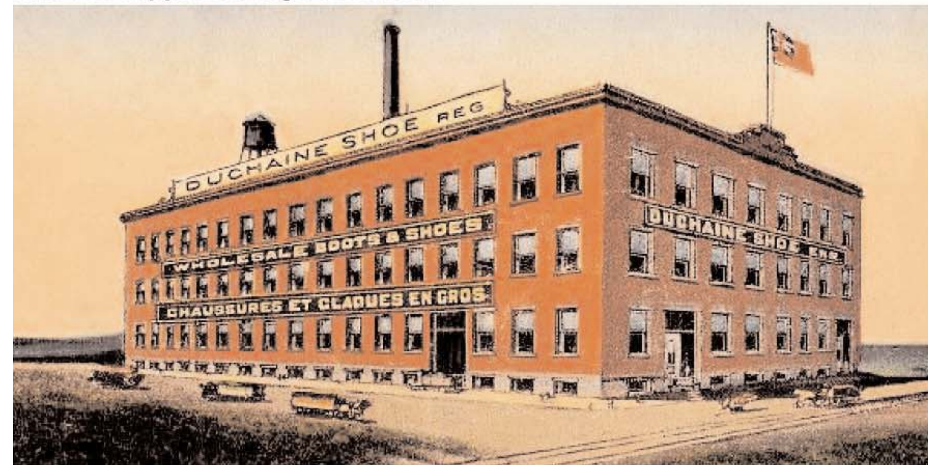


Ouvrier du chantier Davie face à Québec sur la rive sud du St-Laurent (1944)



Des tanneries sous le régime français

La première tannerie sur le territoire de la ville de Québec est établie à St-Roch dès 1725. Elle s'installe le long de la rue Saint-Vallier, au pied de la falaise, d'où jaillit l'eau nécessaire aux travaux de tannerie. Un petit secteur proto-industriel composé de cordonniers et de tanneurs s'y agglutine. Les odeurs qui en émanent tiennent le développement résidentiel à bonne distance. En 1745, l'ingénieur militaire Chaussegros de Léry exproprie la première agglomération du faubourg Saint-Jean vers Saint-Roch. "C'est là qu'une grande partie des artisans de la ville se sont logés, ce qui a débarrassé la ville", déclare-t-il. Le destin de Saint-Roch est scellé. Les artisans sont divisés en apprentis, compagnons et maîtres. Le maître est une personne d'expérience qui travaille dans un atelier. Il engage des compagnons pour l'aider. Il prend aussi en charge les apprentis en leur offrant gite, nourriture et l'apprentissage du métier.



Duchaine Chaussures et Claques en gros, 29 Avenue Renaud, Québec.(Site web: photojrad.shost.ca | Photo source: Capauxdiamants | Carte postale)Photo restaurée par Alain Dupuis | photojrad.shost.ca





Trempage du cuir.

Dans un premier temps, les peaux sont triées, estampées et découpées avec des couteaux ou des ciseaux. On les fait ensuite tremper pendant plusieurs heures dans des cuves ou des tonneaux remplis d'eau salée pour les assouplir à nouveau Ces récipients sont souvent équipés de palettes rotatives pour améliorer le trempage. On utilise parfois de l'acide formique, de l'acide lactique ou de l'acide sulfurique pour le trempage. Elles sont alors placées dans des tambours rotatifs pour enlever l'excédent d'eau.



Office du film du Québec

Les écharneurs séparent ensuite la fourrure du dessous de la peau avec des machines à lames de rasoir circulaires. Les peaux peuvent également être retournées et découpées à la main avec des couteaux. Cette opération consiste à détacher du dessous de la peau les tissus conjonctifs mous. Le but est d'éliminer dans toute la mesure possible les tissus qui ne contribuent pas à fixer la fourrure, cela afin d'alléger et d'assouplir la peau.



Avant d'en faire des vêtements, les peaux doivent être découpées puis étirées. On y pratique des incisions rapprochées, en diagonale ou en V, puis elles sont étirées jusqu'à la longueur et à la largeur nécessaires. Elles sont ensuite assemblées. Les fourrures sont alors humidifiées, étendues et fixées sur des tables suivant un patron tracé à la craie, mises à sécher et cousues ensemble. Enfin, le vêtement est doublé et soumis à d'autres opérations de finissage.



Machine à coudre
Métal, acier
American Shoe Machinery & Tool Company
États-Unis, Saint-Louis, vers 1935
Musées de la civilisation, don de Marcel Bérubé, 1998-421
Photographe : André Kedl

C'est en 1864 que Guillaume Bresse, Georges et Louis Côté, 3 Canadiens-français, arrivent du Massachussetts, États-Unis. Ces "petits Américains" introduisent la cordonnerie mécanique dans un marché dominé par les manufactures anglaises. En 1871 ils construisent une usine, faisant entrer Québec dans l'ère industrielle. Deux ans plus tard, ils emploient 250 ouvriers et ouvrières. Ils produisent 1000 paires de chaussures par jour. La cordonnerie, dont les outils restent sensiblement les mêmes depuis le 17e siècle, est mûre pour la révolution industrielle. Elle s'étendra à tous les secteurs: la fabrication des meubles, la métallurgie sidérurgie, l'imprimerie, la confection.

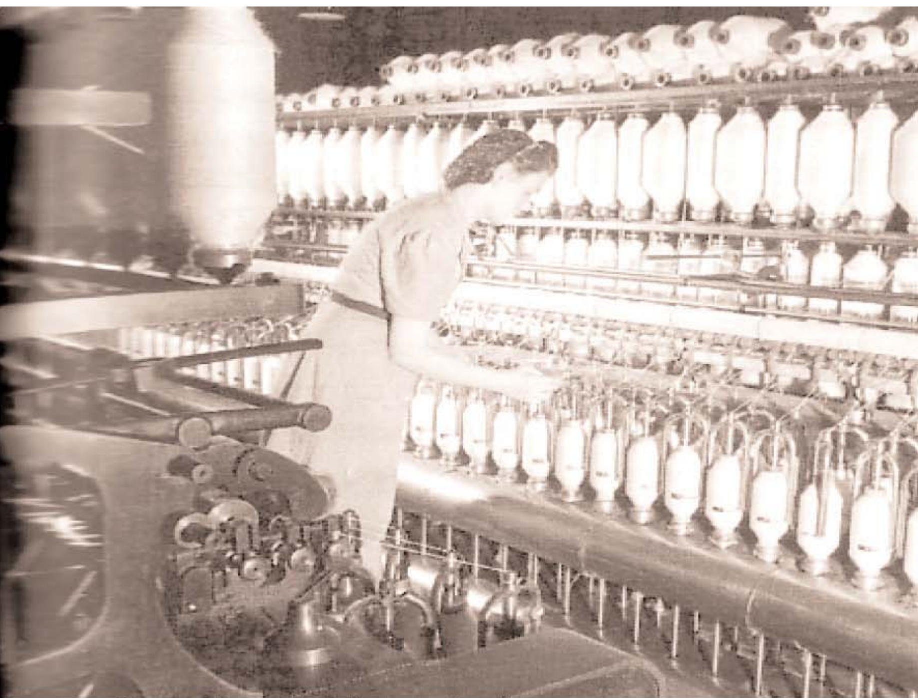
En 1871, les 42 tanneries de Québec emploient 260 ouvriers. L'adoption de lois favorisant les tanneries, la mise en place de nouveaux procédés industriels, la mécanisation dans la fabrication des chaussures et l'augmentation de la production qui s'ensuit font de la ville l'un des plus grands centres de tannage du Canada. De 1896 à 1940, l'industrie du cuir occupe le premier rang de l'activité manufacturière de la ville et est toujours concentrée dans le faubourg Saint-Roch.

En 1936, Québec occupe la première place dans ce secteur manufacturier parmi les villes canadiennes, avec une production annuelle de 2 800 000 paires de chaussures. Cette machine à coudre, peut-être utilisée à l'origine dans une manufacture, provient d'une cordonnerie familiale de L'Ancienne-Lorette, en activité de 1949 à 1997.

L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE



.Ouvrières - Dominion Corset
Fondée par Georges-Élie Amyot en 1888 à Québec - Bibliothèque et Archives nationales du Québec.



Une travailleuse du textile à l'œuvre © nd
Auteur: Nicholas Morant
Référence: Archives nationales du Canada
Numéro d'image: 3115



Les immigrants arrivent au Québec pour travailler dans le service d'aide domestique, vers 1911.
http://www.encyclopediecanadienne.ca/fr/article/quebec-depuis-la-confederation/



Ouvrières du tabac
Auteur: inconnu
Référence: Rothmans
ndhttp://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/photos/2472.html
Numéro d'image: 2472

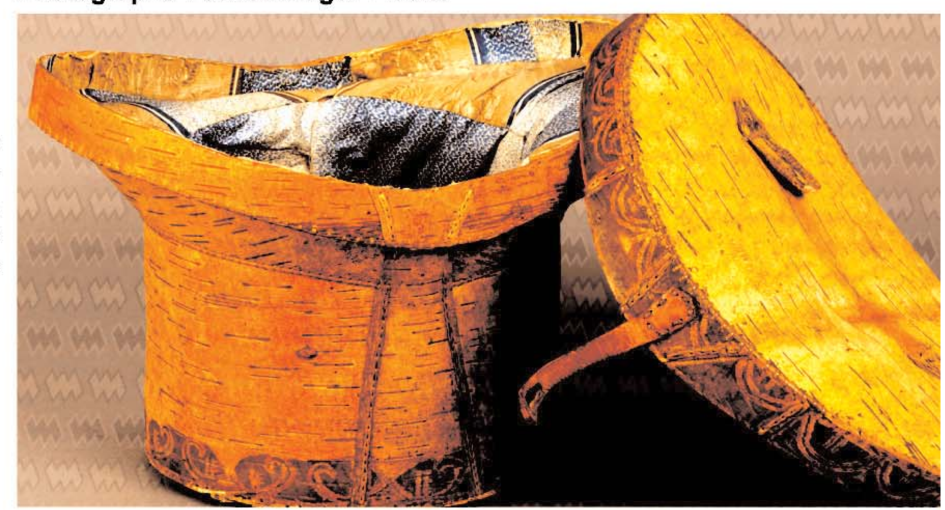


Canotier
Chapeaux Lucienne
830, rue Sainte-Catherine Ouest, Montréal
Paille, plumes et tulle
Milieu du 20e siècle
Musées de la civilisation, 92-841
Photographe : Julien Auger - Icône

Popularisé par les adeptes du canotage à partir de la deuxième moitié du 19e siècle, le canotier est d'abord porté par les hommes, puis adopté par les femmes. Il se porte penché vers l'avant et incliné de côté sur l'oreille. Alors qu'il demeure sobre pour les hommes, celui des femmes peut être orné, entre autres choses, de plumes, de tulle, de velours, de ruban et de fleurs.



Chapeau
Musées de la civilisation, don de l'honorable Serge Joyal, c.p., o.c., 87-1257-1
Photographe : Julien Auger - Icône



Cette boîte à chapeau d'une confection très soignée a servi à ranger un haut-de-forme en fourrure de castor, de la période comprise entre 1780 et 1820. De style européen, elle est fabriquée en écorce de bouleau cousue avec de la racine d'épinette et décorée de motifs traditionnels. Cette pièce est assez inusitée, en raison de son ancienneté et de son style, mais aussi parce qu'il s'agit de l'un des rares objets de ce genre dans les collections muséales. D'une façon éloquente, cette boîte témoigne du métissage culturel qui résulte des échanges entre Européens et les premiers habitants du continent.


Usine Dominion Corset / Christophe-Hubert Joncas 2013, © Association québécoise pour le patrimoine industriel

L'usine Dominion Corset est un ancien complexe industriel spécialisé dans le domaine du cuir et du textile situé dans le quadrilatère délimité par le boulevard Charest, la rue Dorchester, la rue Sainte-Hélène et la rue de la Couronne, dans le quartier Saint-Roch. Son nom lui vient de son principal occupant, l'entreprise de dessous féminins Dominion Corset, fondée en 1886 sous le nom de D. and A. Corset. Le site où l'usine est implantée a été le lieu d'activités industrielles à compter de 1871, et ce, jusqu'à la fermeture définitive de l'usine en 1988. Propriété de la Ville de Québec depuis 1990, elle a été reconvertie en 1993 en édifice multifonctionnel.

Bien que ses sections les plus anciennes datent de 1871, l'usine a été érigée en majeure partie en 1911, à la suite d'un incendie. Initialement construite selon un plan en " U ", organisée autour d'une cour intérieure donnant sur la rue Sainte-Hélène, l'usine reprend maintenant la forme d'un trapèze. La cour intérieure a été comblée en 1949 à la suite de la construction d'un nouveau bâtiment. Comptant de quatre et cinq étages, l'usine occupe une surface totale de 15 300 mètres carrés.

L'usine Dominion Corset se caractérise notamment par sa tour cornière ornée d'une horloge et par son entrée principale en pierre de taille surplombée par une tour centrale carrée de 15 mètres de hauteur, dont le parapet crénelé, rappelant une forteresse médiévale, intégrait le château d'eau. L'usine laisse deviner sa qualité d'exécution et de décoration par les types de matériaux employés, l'utilisation de brique rouge et de brique réfractaire blanche, les détails dans la maçonnerie de briques et les choix d'ornements (pilastres ornés de fleurs de lys, faux mâchicoulis en brique blanche, voussoirs soutenus par des clefs de voûte, etc.). On remarque son caractère industriel davantage associé au XIXe siècle dans la disposition uniforme des ouvertures, l'utilisation de fenêtres en arc semi-circulaire et l'aménagement d'espaces intérieurs fonctionnels et adaptables.


Usine Macdonald Tobacco / Christophe-Hubert Joncas 2013, © Association québécoise pour le patrimoine industriel

L'usine Macdonald Tobacco est un ensemble industriel fabriquant divers produits du tabac et dont les activités ont débuté en 1876. L'ensemble occupe tout le quadrilatère formé par les rues Ontario Est, d'Iberville, Larivière et Dufresne (à l'est de l'arrondissement Ville-Marie). Il est constitué du bâtiment d'origine en brique, rue Ontario et de bâtiments moins intéressants aux façades aveugles et aux murs recouverts de plaques de métal ondulé qui se situent à l'arrière de l'édifice principal. Aujourd'hui, le complexe est constitué d'une vingtaine d'édifices et on peut noter le passage de la ligne de chemin de fer en arrière du site.

Les façades sont rythmées par la symétrie et la régularité des fenêtres et des pilastres, dans un style d'inspiration néo-renaissance. La façade s'articule autour de la tour carrée centrale, en saillie du bâtiment, qui abrite les escaliers intérieurs. Seule partie dont la façade d'origine en brique est encore apparente, elle montre un certain raffinement architectural et permet d'observer les détails décoratifs disparus sur le reste de la façade tels que la corniche et la frise en brique jaune.

L'industrie de la boulangerie

En 1854, la ville de Québec compte de nombreuses petites boulangeries surtout établies dans les quartiers ouvriers de la basse-ville et du faubourg St-Jean-Baptiste. Ce sont donc des boulangeries de quartiers desservant une clientèle vivant à proximité de l'établissement. Les fours sont au rez-de-chaussée ou annexés à la résidence familiale. Ces boulangers - artisans fabriquent de gros pains bis (pain gris ou brun) vendus non tranchés et non emballés. La farine provient des minoteries de Montréal ou de l'Ontario. Au tournant des années 1900, le pain blanc de farine enrichie dit «pain de boulanger» remplace le pain dit « de ménage» Progressivement, le boulanger adopte la livraison à domicile pour faire face à la concurrence.

Au début de la Seconde Guerre mondiale, les vieilles boulangeries poursuivent leurs activités avec des méthodes de travail qui ont peu changé depuis un siècle. Suite à un incendie majeur, la boulangerie Vaillancourt de Québec décide de construire un édifice moderne doté d'équipement à la fine pointe de la technologie alors en vogue aux États-Unis; apparaît aussi le pain à hot-dogs et hamburgers. La boulangerie entre dans l'ère de la mécanisation sans réduction de prix pour le consommateur. À la fin des années 1940, les boulangeries industrielles commencent à vendre surtout du pain tranché et vers 1950, les boulangers imitant le laitier adoptent la camionnette de livraison et mettent au point un système paiement par bons d'achat.

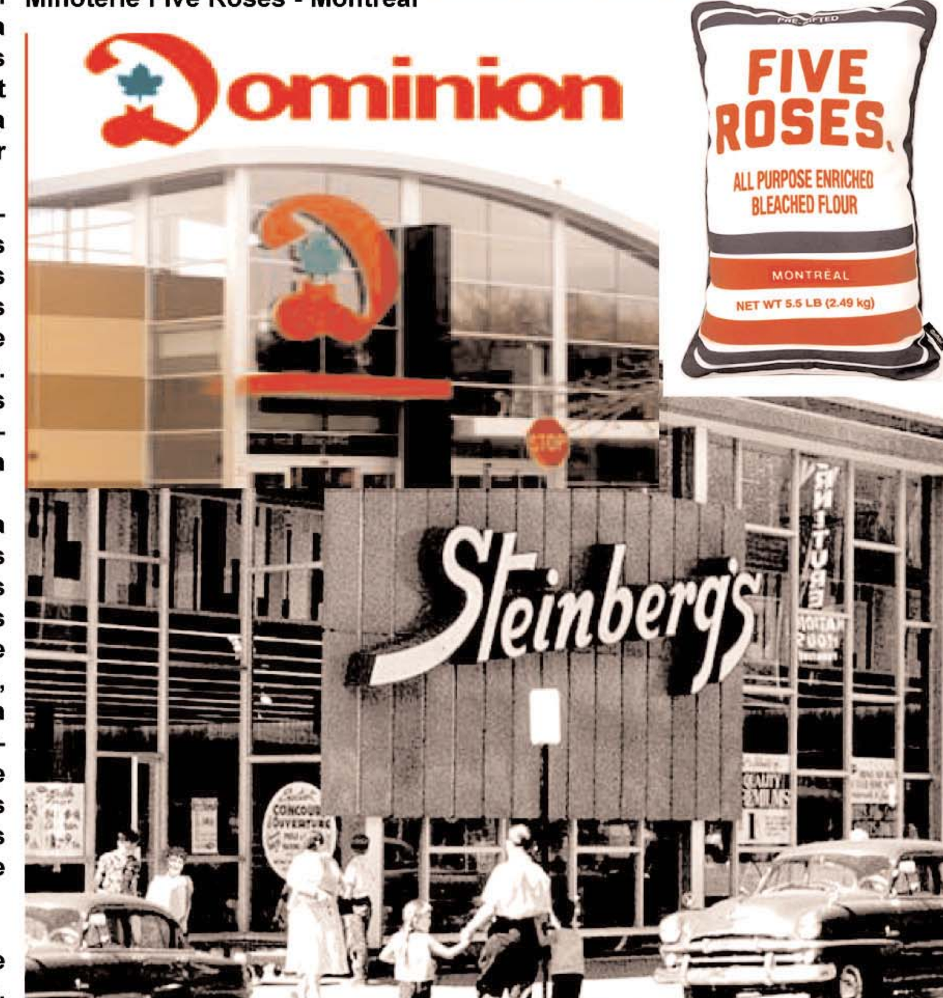
Au tournant des années 1970, le milieu de la boulagerie traditionnelle traverse une crise majeure suite au «dumping» (solde à rabais) des grandes chaînes d'alimentation Dominion et Steinberg de Montréal. Puis les autres supermarchés en région entrent dans la danse en vendant à perte les pains que leur fournissent les grandes boulangeries industrielles de Montréal. Le pain devient le produit-vedette des pages de publicité dans les quotidiens. Plusieurs boulangeries artisanales éteignent leurs fours. L'association des patrons boulangers de Québec demande l'aide de l'État et obtient finalement en juin 1973 une loi provinciale interdisant de couper les prix du pain et toute publicité au sujet du prix.

À compter de la moitié des années 1970, le pain tranché blanc perd de sa popularité et ne compte plus que que pour 66% du pain vendu. Les pains de blé et de divers grains intéressent de plus en plus de consommateurs soucieux de leur santé. C'est le retour du pain artisanal et des petites boulangeries de quartier entraînant une diversification suivant l'origine ethnique des boulangers. Avec plus de 100 communautés culturelles, Montréal est devenu le «carrefour des pains». D'abord consommé au sein de la communauté d'origine le pain français, belge, italien, allemand, portugais, le pain azime (juif), le pain pita (grec), le pain naan (indien) et même la bannique amérindienne éveillent la curiosité et trouvent leur chemin vers la table des Québécois toutes origines confondus. Les supermarchés répliquent en créant des comp toirs de pain-maison imitant la boulangerie artisanale dans leurs établissement de grande surface.

Source : Lebel, Jean-Marie, 150 ans de boulangerie à Québec, Le pain, Une grande histoire, Revue Cap-aux Diamants. No :78, été 2004.



Minoterie Five Roses - Montréal



La boulangerie artisanale Léo Paquet - St-Sauveur - Ville de Québec

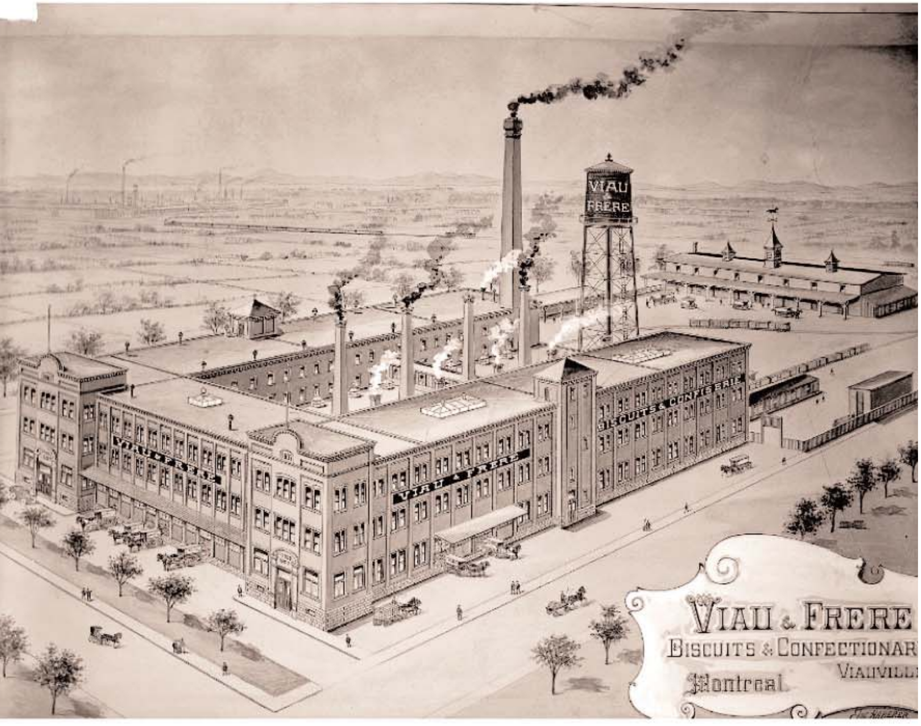


Située dans le quartier Saint-Sauveur à Québec, au coin des rues Bayard et Hermine, la boulangerie Paquet représente l'une des dernières boulangeries au Québec où l'on boulangeait le pain de façon artisanale. La boulangerie Paquet est parvenue jusqu'à nous pratiquement sous sa forme originelle. La technologie utilisée pour la cuisson du pain correspond à celle du XIXe siècle, soit le four en brique de forme ovale à chauffage indirect. Cette technique consistait à séparer la chambre de cuisson du foyer. Le four était chauffé au bois. Plus tard, afin d'augmenter la performance et réduire la consommation de bois, on a utilisé un lance-flammes à l'huile, ce qui permettait de chauffer plus rapidement la chambre de cuisson. De plus, afin de répondre à la demande, la boulangerie Paquet a apporté des améliorations à l'étape du pétrissage de la pâte en ajoutant un pétrin mécanique, une trancheuse et une emballeuse à pain. Vers 1940, chaque paroisse de Québec accueillait en son sein une ou deux boulangeries artisanales, chaque quartier, trois ou quatre.

Soudain, c'est le déclin.

Le pain blanc tranché industriel vient sonner le glas du métier d'artisan. L'industrie alimentaire nord-américaine apprit rapidement à domestiquer un bon nombre de produits chimiques émulsifiants et d'agents de conservation capables de décupler la durée de vie du pain. La mécanisation a fait le reste en permettant la production de masse. Le boulanger devient surveillant de machine. Les usines à pain fonctionnent selon un mouvement perpétuel où, du début à la fin, tout tourne et avance : mouvement giratoire des pales du pétrin, pétrissage de la pâte entre deux courroies sur tapis roulant et enfournement dans un four-tunnel où tout est cuit en quelques minutes. Pour résister à tout ce tohu-bohu machiniste, la pâte, élément fragile s'il en est, a besoin d'un fortifiant appelé "la poudre à pain", mélange de sulfate de calcium et chlorure d'ammonium, qui lui permettra de passer au travers de ce processus traumatisant sans se dégonfler. Aujourd'hui, le pain nutritif et savoureux refait surface. Ce retour aux sources du bon goût se permet des fantaisies. Le pain se fait croustillant, brun, nourrissant, de seigle, aux cinq céréales, au levain, parfumé aux graines aromatiques. L'artisan boulanger redécouvre le plaisir de l'innovation tout en perpétuant la mémoire et les gestes quotidiens des artisans d'antan.

La boulangerie industrielle - Boulangerie - Patisserie - Viau - Montréal



Viau inc. est une entreprise canadienne dans le domaine de l'alimentation fondée en 1867 par Charles-Théodore Viau. Né à Longueuil le 17 mars 1843, Viau quitte sa famille à 15 ans pour devenir commis chez un épicier en gros de la rue des Commissaires, à Montréal, Joseph Poupart. Quelques années après avoir été initié au commerce et au monde des affaires auprès de Poupart, Viau s'associe en 1866 à un dénommé Toussaint Dufresne et acquiert le commerce de son patron. Viau et Dufresne abandonnent le commerce de produits d'épicerie et se spécialisent dans la vente de farine. L'année suivante, en 1867, les associés se lancent dans le commerce du pain et ouvrent une boulangerie rue Sainte-Marie (Notre-Dame), entre les rues Amherst et Wolfe. Pour rentabiliser l'usage des fours, Viau fabrique également des biscuits.Un feu détruit une partie de la fabrique en 1875, mais un nouveau bâtiment est rapidement reconstruit et Viau ajoute du chocolat et des bonbons à sa gamme de produits. Dans les années 1880, il acquiert de vastes terres en bordure du fleuve, dans les villages de Maisonneuve et de Longue-Pointe. Il devient l'un des plus importants propriétaires fonciers de Montréal. Il abandonne la fabrication de pain en 1890, pour se consacrer uniquement aux biscuits et aux bonbons. L'entreprise poursuit sa croissance et en 1894, elle a un chiffre d'affaires de plus de 300 000 dollars et compte 125 employés.La compagnie est expropriée en 1906 pour faire place à l'agrandissement des installations du Canadien Pacifique. La production reprend en août 1907 dans un nouveau bâtimen. Viau et Frère devient en 1925 La Corporation des biscuits Viau. L'année suivante, elle devient la deuxième entreprise canadienne-française à entrer à la Bourse de Montréal.



Chariot à bière de la Brasserie Molson, Montréal, QC, vers 1908 - Musée McCord



Équipement / © Archives Molson 1930







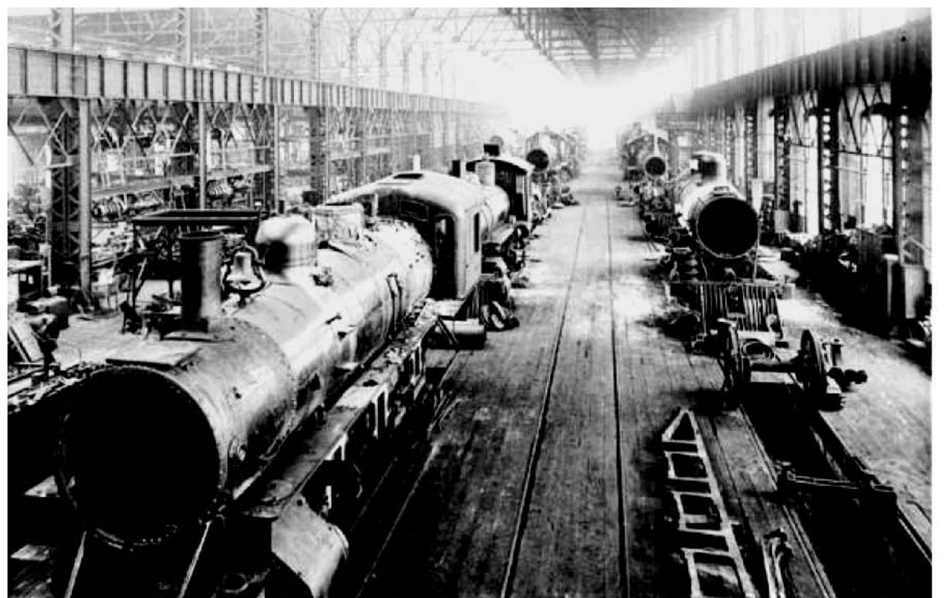


L'industrie de la bière

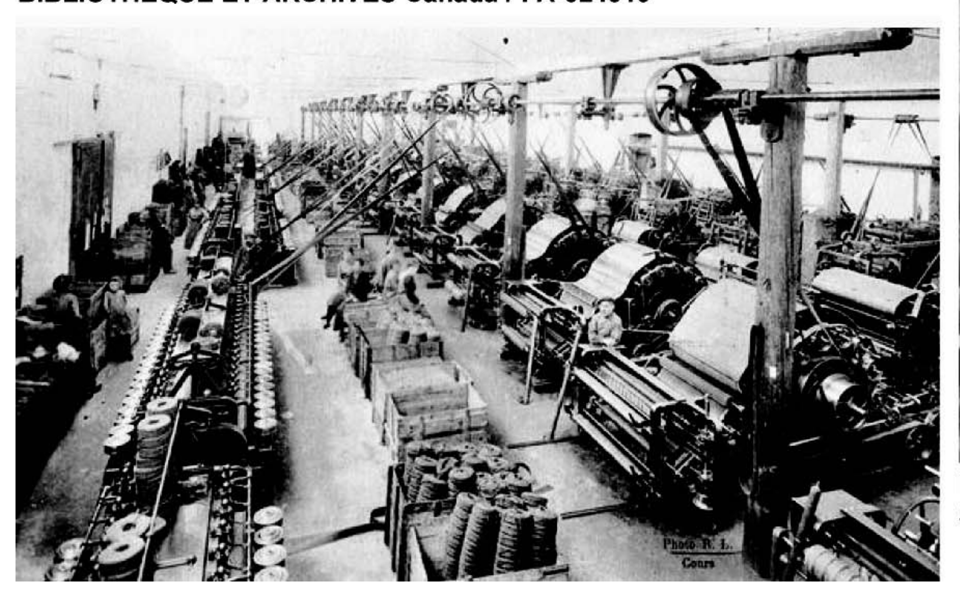
La bière est la boisson alcoolique la plus consommée au Canada et au Québec. Boire de la bière est une tradition qui a pris racine au temps de la Nouvelle-France; le métier de brasseur est donc l'un des plus anciens pratiqués sur les rives du fleuve Saint-Laurent. Les conditions d'exercice de ce métier, ainsi que la popularité de la bière, se transforment cependant sous l'impulsion britannique, quand l'industrie de la bière prend véritablement son envol avec la fondation de la première grande brasserie de l'ère moderne, la brasserie Molson. Les premiers brasseurs de la colonie sont les récollets, puis les jésuites, qui établissent des brasseries dès le premier tiers du XVIIe siècle. En 1668, l'intendant Jean Talon décide d'inciter la population de la colonie à délaisser le vin et l'eau-de-vie importés de France, qui coûtent très cher, au profit de cette boisson produite localement. Néanmoins, au gré des décennies, plusieurs dizaines de brasseurs établis à Québec, Trois-Rivières et Montréal produisent de la bière, cette boisson devenant particulièrement populaire lorsque les guerres compliquent l'approvisionnement en boissons européennes. Né en Angleterre, Molson fonde sa brasserie à Montréal en 1786. Il est également impliqué dans la construction de bateaux à vapeur et les chemins de fer, notamment, contribuant à ouvrir de nouveaux marchés pour les produits canadiens. Cependant, l'apport majeur de John Molson réside dans la production et, plus encore, dans la commercialisation de la bière. On doit à la compagnie Molson l'introduction des premières bouteilles de verre en 1844, du commerce de détail direct et de l'utilisation des pint bottles en 1859, puis, dès le début du XXe siècle, du remplacement des machines à vapeur par des machines fonctionnant à l'électricité. Elle est également pionnière dans l'utilisation de systèmes réfrigérants et de nouvelles méthodes d'étiquetage, d'emballage et d'expédition. Dans la décennie 1910, alors que Molson produit plus de 2 000 000 gallons de bière par année, la compagnie acquiert de nouvelles machines permettant d'embouteiller automatiquement la bière ainsi que des véhicules à moteur pour livrer les cargaisons du breuvage houblonné. Il est à noter que Molson innove aussi d'un point de vue social en employant des femmes pour l'embouteillage de la bière dès les années 1870 !

L'ensemble de la brasserie Molson longe le fleuve Saint-Laurent et la rue Notre-Dame, et est délimitée à l'est par l'avenue Papineau et à l'ouest par la rue Montcalm. Un immeuble de bureau datant de 1954 se situe au nord de la rue Notre-Dame, alors que l'ensemble de la brasserie se situe au sud. Le complexe est aujourd'hui composé d'un ensemble hétéroclite de bâtiments de formes et matériaux divers qui laissent deviner les différentes périodes de construction. À l'arrière, s'élève l'impressionnant bloc de briques aux murs aveugles, construit en 1963, où se trouve la monumentale inscription " MOLSON " sur la façade rue Notre-Dame ainsi que l'immense horloge sur la façade ouest.





L'usine du Canadien Pacific à Montréal, 1914-1918] © Auteur inconnu / BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES Canada / PA-024510







Employés de la brasserie Dawes, début du XXe siècle
Source : Archives du Musée de Lachine, V2d-5_3,8

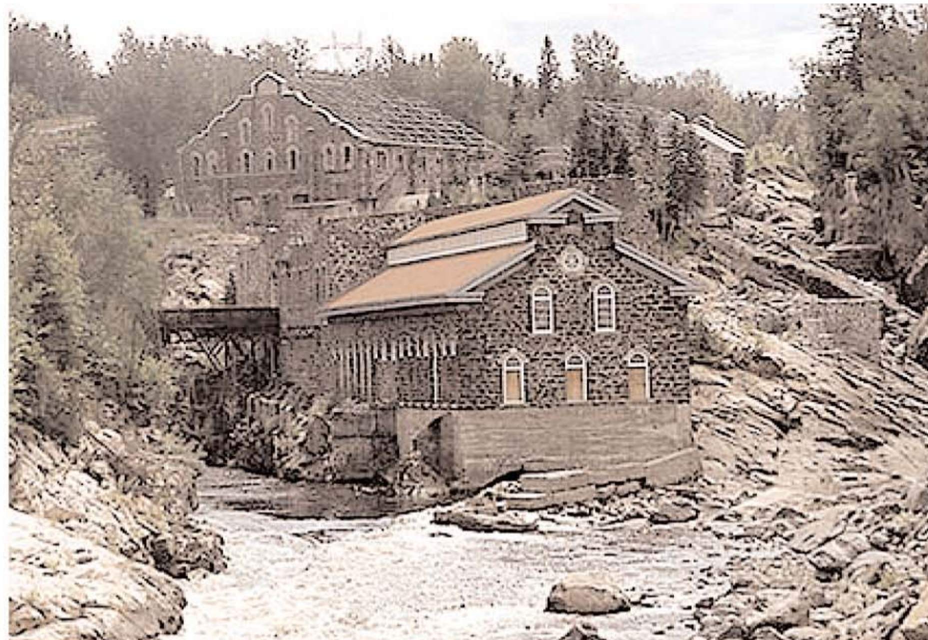
L’industrie des ressources naturelles
Le secteur du fer et de l'acier, pour sa part, connaîtra ses débuts au 18e siècle avec l'exploitation systématique des richesses minérales dont disposait le sous-sol le long de la rivière Saint-Maurice et ses affluents. Ces gisements donneront lieu au premier foyer industriel de la famille des métaux. L'ouverture en 1730 des Forges du Saint-Maurice, située au nord de Trois-Rivières, marquera la naissance de la sidérurgie québécoise.



L'arrivée des commerçants anglophones après la conquête et des Loyalistes après la Révolution américaine changera la dynamique de production et de circulation des biens. Les marchands francophones conserveront leur importance dans le commerce local, mais une nouvelle élite, étroitement liée par des attaches familiales à de grands commerçants britanniques et américains, prendra la tête de la hiérarchie capitaliste (Dickinson et Young, 1992 : 68).

C'est le Saint-Laurent qui a surtout donné au Québec sa dimension et son visage : voie de pénétration au coeur du continent, axe de peuplement, grande artère commerciale, point d'ancrage de centaines d'établissement humains et site de nombreux foyers industriels. L'industrie québécoise se manifeste d'abord le long du fleuve et de ses affluents, ces derniers ayant permis l'exploitation de tout l'arrière-pays.

Quatre catégories dominent le paysage industriel à cette époque : le bois, le fer et le métal, le cuir et l'alimentation. Ensemble, ils comptent pour 70% des équipements de production du territoire laurentien (Courville, 1995 : 87). Le bois représentera, à lui seul, le quart des unités de production. Au cours de la deuxième moitié du 19e siècle, la demande grandissante du marché américain. En Outaouais, au Saguenay et en Mauricie, les moulins à scie contribueront de façon marquante à l'éveil de ces régions. De toutes les activités industrielles, c'est sans conteste le sciage qui fera office de pilier central de l'économie rurale non agricole, et la région de Québec en sera le coeur, retenant près de la moitié de la main-d'oeuvre du sciage dans l'axe laurentien (Courville, 1995 : 91). Sur la rive droite du Saguenay, la ville de Chicoutimi est née de l'industrie du bois lorsque le métis Montagnais Peter McCleod installa, en 1842, une scierie à la rivière du Moulin.



La pulperie de Chicoutimi, un site du patrimoine industriel québécois.

La présence de la ville de Trois-Rivières, au confluent de la rivière Saint-Maurice et du fleuve, fut stratégique, tant pour l'exportation de ses richesses minières et forestières que pour la défense de la colonie. Les établissements nécessitant une main-d'oeuvre nombreuse et certains types d'industries manufacturières, comme le matériel de transport, les fonderies, les distilleries et les autres secteurs de l'industrie de l'alimentation, sont nettement des phénomènes urbains.

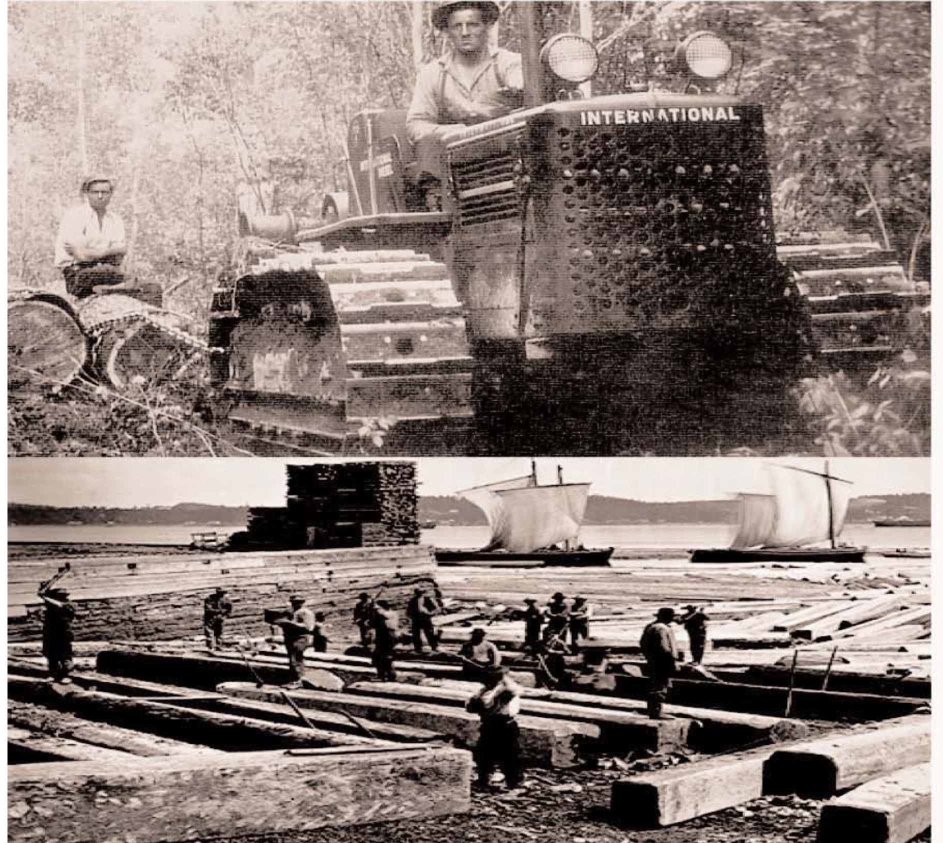
Et peut-on imaginer un meilleur exemple que Montréal : en position de carrefour, à mi-chemin entre l'Atlantique et les Grands-Lacs, avec accès au réseau fluvial du Saint-Laurent et de l'Outaouais. Les routes maritimes seront fondamentales au développement commercial et économique du Québec jusqu'à l'établissement des autres systèmes de transport, à savoir les routes terrestres et le réseau ferroviaire.

Ce rapport traduit l'importance industrielle et ouvrière de Montréal, dont la population passera de 10 000 habitants en 1815 à 57 715 en 1851 (Dickinson et Young, 1992 :136). La supériorité industrielle de Montréal coïncide d'ailleurs avec l'établissement de sièges sociaux de grandes entreprises industrielles, financières et de transport et une croissance démographique fulgurante qui atteint 140 747 habitants en 1881 (Dickinson et Young, 1992 : 127, 136.

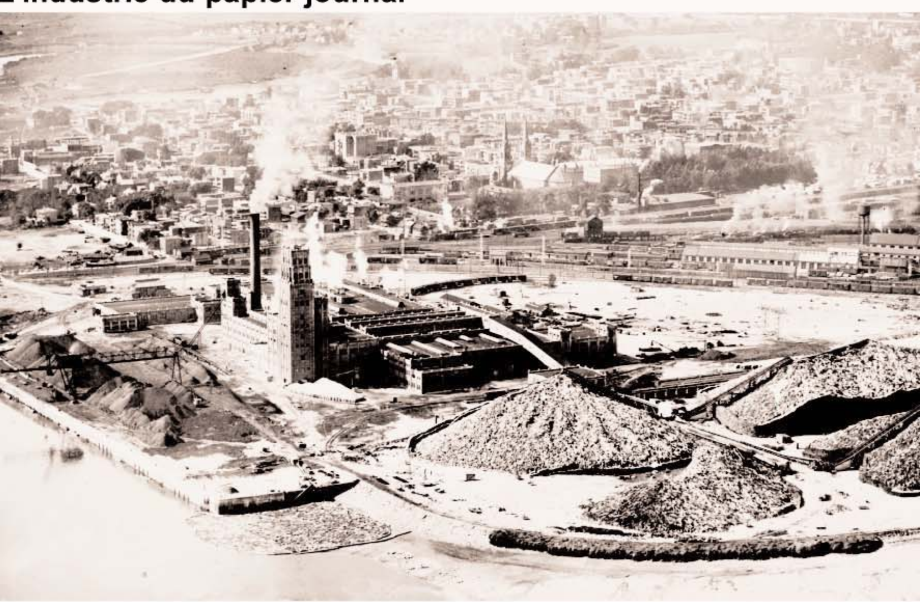
L'industrie du bois



Vue panoramique de la chute Montmorency et de la scierie vers 1887. En 1811, Peter Patterson acheta une scierie nouvellement construite qui devint plus tard la plus grosse scierie de l'époque (800 000 pieds de bois par jour, plus de 60 scies, les employés travaillaient six jours par semaine et douze heures par jour) (Texte: sepaq.com). © Musée McCord) Photo restaurée par Alain Dupuis | photojrad.shost.ca



L'industrie du papier journal



Usine Anglo Pulp - Limoilou - Québec

C'est en 1927 que naît l'usine de papier de Limoilou, avec la construction par l'Anglo Canadian Pulp and Paper d'un moulin à papier près de l'endroit où la rivière Saint-Charles se jette dans le Saint-Laurent. Un an plus tard, l'Anglo se dote d'un club de hockey, les As de Québec, dont le nom est dérivé d'Anglo Canadian Employees (ACES). Les affaires vont bien pour l'Anglo Canadian Pulp and Paper qui devient, en 1944, le plus gros employeur privé de Québec avec 580 travailleurs. Des grands journaux de New York et de Londres sont imprimés sur du papier provenant de Québec. En 1960, l'Anglo devient une filiale de Reed International, de Londres. Quinze ans plus tard, l'usine prend le nom de Reed Paper Ltd. En 1987 et 1988, une usine de pâte thermomécanique est cons-truite et la Reed passe aux mains de la japonaise Daishowa. Une usine de désencrage est ajoutée aux installations en 1992. Au début de 2001, le courtier en énergie Enron, le même qui fera faillite quelques mois plus tard après le dévoilement de nombreuses fraudes, acquiert les installations. L'usine de Québec ne portera cependant jamais le nom d'Enron et devient plutôt Papiers Stadacona.

Dans les mois qui suivent la chute d'Enron, Papiers Stadacona, l'une des usines de papier journal les plus performantes en Amérique du Nord, est mise à l'encan. Finalement, en novembre 2003, un homme d'affaires américain, Peter Brant, remporte la mise pour 205 millions $US, soit 156 millions de moins que ce qu'Enron avait déboursé. Brant possède, entre autres, la White Birch Paper Company, qui donnera son nom à l'usine de Québec. Au moment de la transaction, l'usine compte plus de 1100 employés. Toutefois, dès 2004, on annonce des coupes progressives dans la main-d'oeuvre. Aujourd'hui, environ 600 personnes travaillent dans les installations de Limoilou.



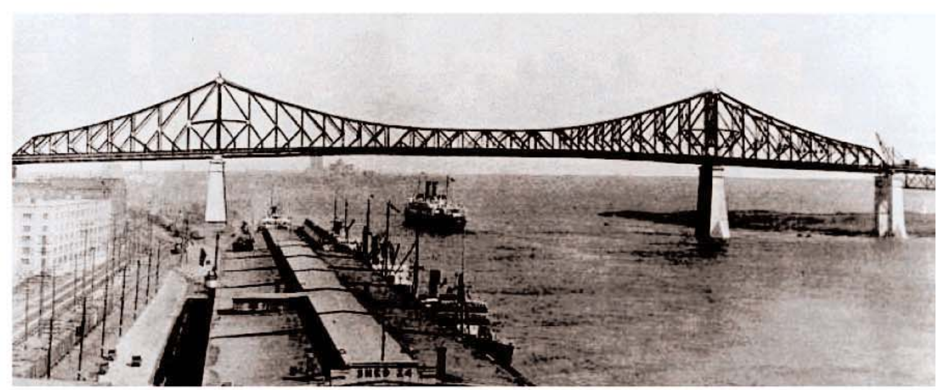
Ateliers ferroviaires du Grand Tronc. Vue avant / Christophe-Hubert Joncas 2013, © Association québécoise pour le patrimoine industriel

Montréal, devenue le terminus ferroviaire des réseaux international et continental du Grand-Tronc, du Canadien Pacifique, du Vermont Central et du Delaware and Hudson (Dickinson et Young, 1992 : 136). En 1881, 2 904 employés travaillent à la compagnie du Grand-Tronc et quelque 14 000 personnes à Montréal dépendent directement des activités du chemin de fer (Hamelin et Roby, 1971 : 267).

Au Québec, cet essor industriel émerge au tournant du 19e siècle alors qu'on assiste aux débuts d'une transformation des conditions de production, lesquelles ont été accélérées, entre autres, par des facteurs tels que les inventions techniques, les investissements en capital, l'augmentation de la production, le développement des marchés et la concentration de la maind'oeuvre. On observe, également, un lien étroit entre ces facteurs et l'essor de l'industrie manufacturière qui, pour certains auteurs, équivaut au début d'une réelle industrialisation du pays. Ce passage débutera vraiment au Québec vers 1850 avec l'adoption de méthodes manufacturières incluant une plus grande mécanisation, une rationalisation de la production et une standardisation des procédés et des produits finis. On assiste alors à la naissance d'une société industrielle en puissance.



Construit à la fin des années 1920, le pont Jacques-Cartier relie l'île de Montréal à la rive-sud, en plus de donner accès à l'île Sainte-Hélène. Sa structure est faite en acier et comporte trois courbes qui lui confèrent sa forme unique. Le pont a eu des répercussions sur l'aménagement urbain et les activités économiques de Sainte-Marie. Il constitue une marque physique qui rappelle l'industrialisation et le développement de la ville au début du 20e siècle, et se révèle une œuvre architecturale iconique de Montréal.



Le pont Jacques-Cartier, 1929. Compagnie Dominion Bridge, Bibliothèque et Archives Canada

L'usine Dominion Bridge Company est un important ensemble industriel spécialisé dans la production de structures diverses en acier puis de différents métaux, dont les activités à Lachine ont débuté en 1885. On y a produit une très grande quantité et variété de structures, utilisées notamment dans la construction de ponts et d'édifices, et dont les commandes provenaient des secteurs autant civil, qu'industriel ou militaire.



Usine Dominion Bridge Company / © Association québécoise pour le patrimoine industriel 2011



La gare du Palais. Ville de Québec
En 1958, la gare du Palais accueillait toujours des trains de marchandises, et non pas seulement les voyageurs. Trois grandes compagnies utilisaient les rails pour le triage, dont le défunt Chemin de fer Québec central. L'histoire raconte que plusieurs citoyens se plaignaient du vacarme causé par les activités de la gare. L'espace occupé par les nombreuses voies ferrées a laissé place, notamment, à l'actuel palais de justice de Québec. (Site Internet: photojrad.shost.ca | Photo source: La Presse.ca/Le Soleil | Photo archives de la Ville de Québec, numéro de négatif N004174)

L'idée de relier le lac Saint-Jean à Québec par chemin de fer est apparue dans la communauté d'affaires de Québec au début des années 1850. Après plusieurs tentatives, à travers différentes compagnies et autant d'échecs, la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean voit le jour en février 1875, sous la direction des industriels américains H.J. Beemer et J.G. Scott. Le 18 février 1887, un premier convoi de voyageurs arrivait à Québec. La ligne sera officiellement inaugurée le 29 août suivant par le premier ministre Honoré Mercier.



Ateliers ferroviaires du Grand Tronc. Vue avant / Christophe-Hubert Joncas 2013, © Association québécoise pour le patrimoine industriel

Montréal, devenue le terminus ferroviaire des réseaux international et continental du Grand-Tronc, du Canadien Pacifique, du Vermont Central et du Delaware and Hudson (Dickinson et Young, 1992 : 136). En 1881, 2 904 employés travaillent à la compagnie du Grand-Tronc et quelque 14 000 personnes à Montréal dépendent directement des activités du chemin de fer (Hamelin et Roby, 1971 : 267).

Au Québec, cet essor industriel émerge au tournant du 19e siècle alors qu'on assiste aux débuts d'une transformation des conditions de production, lesquelles ont été accélérées, entre autres, par des facteurs tels que les inventions techniques, les investissements en capital, l'augmentation de la production, le développement des marchés et la concentration de la maind'oeuvre. On observe, également, un lien étroit entre ces facteurs et l'essor de l'industrie manufacturière qui, pour certains auteurs, équivaut au début d'une réelle industrialisation du pays. Ce passage débutera vraiment au Québec vers 1850 avec l'adoption de méthodes manufacturières incluant une plus grande mécanisation, une rationalisation de la production et une standardisation des procédés et des produits finis. On assiste alors à la naissance d'une société industrielle en puissance.

(Source: Société historique de Québec / Photographie : Locomotive Col. M.W. Baby, Quebec & Lake St. John Ry, vers 1890, Bibliothèque et Archives Canada, Collection, Merrilees)



Les installations d'Arvida, un des fleurons de l'empire Alcan
© Bibliothèque nationale du Québec
Auteur: Inconnu.
Commanditaire: Compagnie de chemin de fer C.N.R.
Référence: Site Internet de la Bibliothèque nationale du Québec. Collection de cartes postales. (http://www2.biblinat.gouv.qc.ca/carpos/accueil.htm)
Numéro d'image: 559

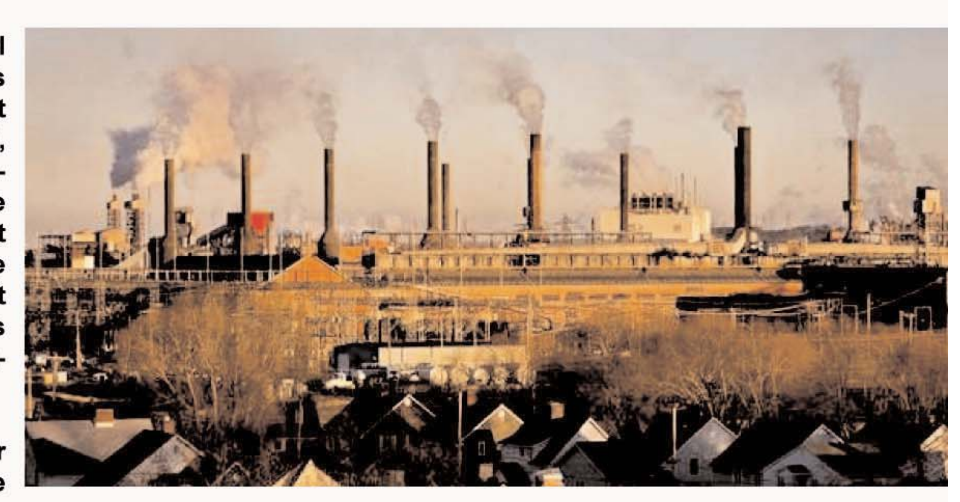
Le complexe d'aluminium d'Arvida est un important ensemble industriel spécialisé dans la production d'alumine et d'aluminium, ainsi que de ses dérivés, dont les activités à Saguenay, arrondissement Jonquière, ont débuté en 1926. Propriété de la multinationale Rio Tinto Alcan depuis 2007, le complexe a été érigé en différentes phases entre 1926 - date de construction de l'usine initiale - et 2013. Le complexe comprend une usine d'alumine (usine Vaudreuil), divisée en deux unités d'exploitation (usine d'alumine et usine de produits chimiques hydrates), une usine d'aluminium (usine Arvida), un centre technologique (AP60) ainsi qu'un centre de recherche et de développement. Le site comprend aussi d'importantes infrastructures de transport et d'entreposage. Le complexe emploie environ 1 500 travailleurs.

Pour produire de l'aluminium, il faut d'abord de l'alumine produite à partir de la bauxite, l'un des minéraux les plus abondants sur la terre. La bauxite utilisée à l'usine Vaudreuil, inaugurée en 1936, provient de plusieurs pays dont le Brésil, la Guinée et le Ghana. D'abord transportée par bateau jusqu'aux installations portuaires de Rio Tinto Alcan situées dans le secteur de Port-Alfred à Saguenay, elle est ensuite acheminée par train par l'intermédiaire du réseau de la Compagnie de chemin de fer Roberval-Saguenay, également propriété de la compagnie. La bauxite est ensuite transformée en hydrate d'alumine par affinage à l'usine Vaudreuil. Presque toute la production d'hydrate d'alumine est transformée en alumine métallurgique. La production restante est transformée en hydrates commerciaux dans les autres unités d'exploitation de l'usine Vaudreuil. Jusqu'en 2013, une partie de la production d'hydrate d'alumine était également transformée en fluorure d'aluminium, de sorte que l'usine Vaudreuil en était le seul lieu de fabrication en Amérique du Nord.

L'alumine métallurgique est ensuite transformée en aluminium par l'électrolyse à l'usine Arvida, inaugurée en 1926. Cette opération s'effectue dans les 812 grandes cuves précuites en acier d'électrolyse regroupées dans six salles. Rio Tinto a toutefois annoncé le remplacement des cuves précuites par la technologie AP-60 pour des raisons environnementales.

Un courant continu passe de l'anode de carbone (électrode positive), par un mélange alumine-cryolithe, jusqu'au revêtement de la cuve, soit la cathode de carbone (électrode négative). L'alumine réagit avec l'anode pour former l'aluminium. L'aluminium fondu se dépose au fond de la cuve. Il est ensuite siphonné et transféré de la cuve à un four d'attente avant d'être coulé en différents produits, notamment en lingots.

Jusqu'en 2012, l'entreprise produisait sur place les cathodes qui devaient être périodiquement remplacées. Le complexe comprend encore l'usine d'anodes dont les bâtiments originaux datant de 1927 sont encore présents sur le site. Le travail des cuvistes, soit le nom donné aux ouvriers spécialisés dans la production d'anodes, est un métier difficile notamment en raison de l'importante chaleur dégagée dans l'usine par la transformation du coke en carbone.



Afin de combler les importants besoins en électricité requis pour la production de l'aluminium dans le processus d'électrolyse, le complexe d'Arvida est alimenté en énergie par un réseau de six centrales appartenant à Rio Tinto Alcan (Chute-à-la-Savane, Chute-du-Diable, Chute-des-Passes, L'Isle-Maligne, Shipshaw et Chute-à-Caron).



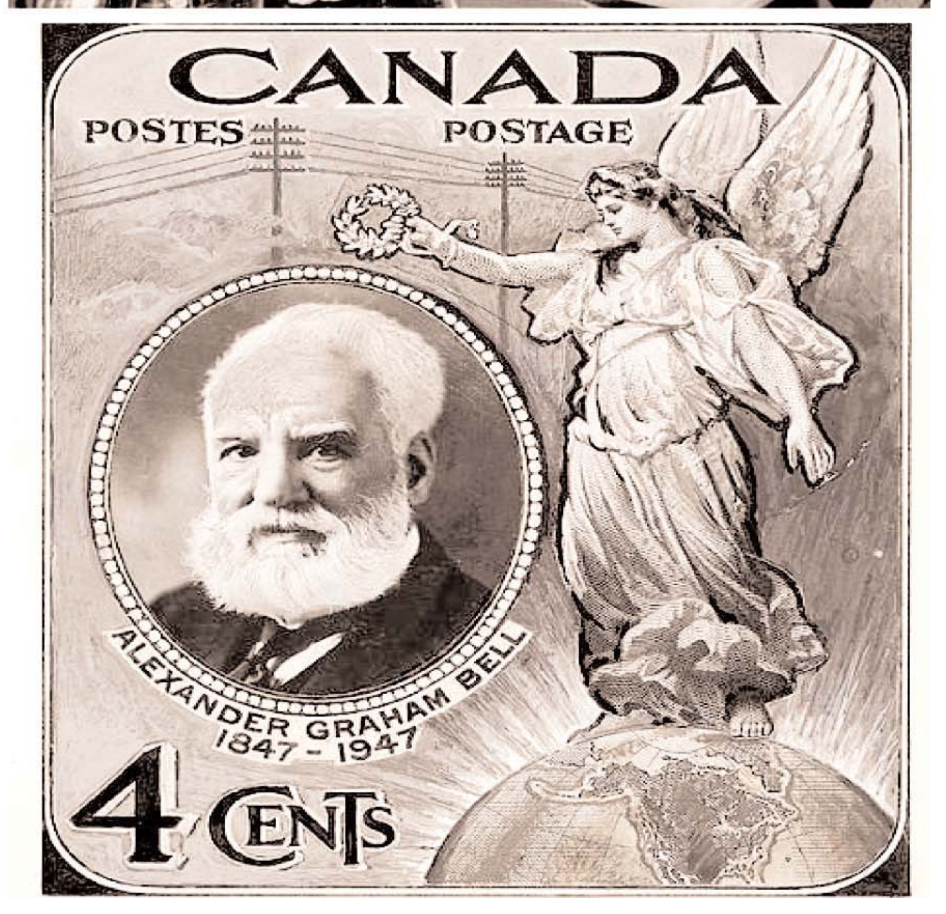
Premier véhicule automobile de Bell Canada.



Au chapitre des nombreuses inventions de Cyrille Duquet, horloger et orfèvre de profession, le combiné téléphonique (1877) demeure certainement la plus sensationnelle de toutes; en combinant l'émetteur et le récepteur, Duquet a ainsi sensiblement amélioré l'appareil d'Alexander Graham Bell (1876).
(Site web: photojrad.shost.ca | Photo source: Archive Bell Canada)

En 1878, à peu près en même temps que Graham Bell, l'horloger-joaillier inventeur Cyrille Duquet réussit à transmettre une conversation et même une audition de chant entre ses magasins de la rue Saint-Joseph et de la rue de la Fabrique. Précurseur, il établit une ligne téléphonique entre sa boutique et le couvent Jésus-Marie de Sillery, où étudie une de ses filles. On lui doit l'invention du combiné téléphonique qui réunit émetteur et récepteur. Duquet va céder ses brevets à la compagnie Bell Telephone of Canada qui, en 1880, ouvre un bureau à Québec et compte 79 abonnés.







Vue d'ensemble du secteur Saint-Malo au début des années 1940 / © Parcs Canada, Direction des sciences culturelles

L'usine Goodyear est complexe industriel, comprenant des bâtiments datant de 1913, qui a abrité une industrie spécialisée dans le caoutchouc dont les activités dans le parc industriel Saint-Malo à Québec ont débuté en 1947, pour cesser en 2012. Certaines parties de l'usine ont été utilisées à partir de 1913 pour l'entretien et la réparation de matériel roulant, puis pour la fabrication de cartouches. À partir de 1947, on y a produit, entre autres, des semelles et des talons pour chaussures ainsi que des pièces moulées pour l'industrie de l'automobile.

L'usine Goodyear occupe un peu plus de dix bâtiments de différentes superficies, jouxtés les uns aux autres. L'ensemble forme un " L " et les bâtiments couvrent environ 22 500 m2 de terrain (150 m x 150 m). Au fil des agrandissements, les constructeurs ont respecté les gabarits des constructions déjà en place et ont utilisé sensiblement les mêmes matériaux. Construits en briques rouges, les différents bâtiments ont tous des toits plats. Sur toutes les faces et aux différentes élévations des bâtiments, la majorité des grandes fenêtres ont été obstruées par un matériau contrastant, parfois opaque, d'autres fois semi-transparent, ce qui permet d'identifier les ouvertures originales. Au rez-de-chaussée, sauf pour de rares exceptions, de petites fenêtres ont été percées dans le matériau. Même si les nombreuses fenêtres, placées de façon symétrique, créent une illusion d'étages multiples, en réalité l'usine n'a qu'un étage, le plafond étant surélevé dans les aires de production. Trois grandes portes ont été aménagées pour la réception et l'expédition de la marchandise, l'une du côté ouest et les deux autres, du côté nord. Toutes les ouvertures sont numérotées de 1 à 14, le bureau étant le numéro 1.



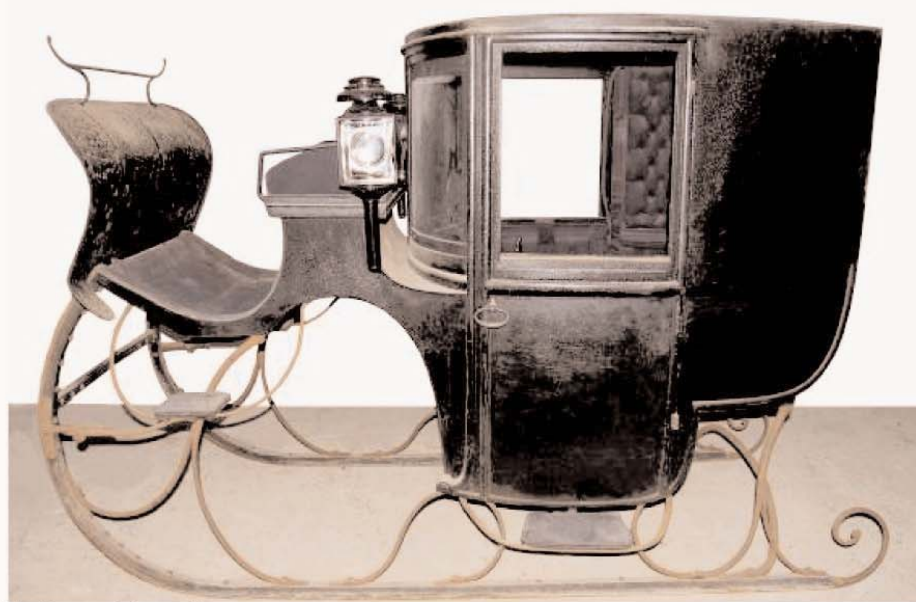
Omnibus à capucine
Bois, métal, verre, cuir, textile
Fabriqué par Larivière
Montréal, Québec, début du 20e siècle
Musées de la civilisation, collection Paul-Bienvenu, 2010-1450
Photographe : Denis Déziel

À la fois sobre et bien adapté au climat québécois, ce véhicule était destiné au transport public et privé. Il a été conçu pour Sir Hugh Paton (1852-1942), riche industriel qui possédait depuis 1880 un grand domaine foncier sur une île dans la rivière des Prairies qui porte aujourd'hui son nom. Monsieur Paton est considéré comme le premier collectionneur de véhicules hippomobiles en Amérique du Nord. Si certains riches propriétaires de chevaux ont quelques belles voitures, le collectionneur en possède plus de 75 en 1890. Pour éviter leur disparition, Monsieur Paton regroupe les plus beaux véhicules qui circulent alors à Montréal. Après sa mort, l'île Paton est vendue avec les voitures à Angélina Berthiaum-Du Tremblay, femme d'affaires et épouse de Pamphile-Réal Du Tremblay, propriétaire du journal La Presse qui en devient l'ultime dépositaire. La collection Bienvenu compte six voitures hippomobiles qui proviennent de la collection initiale de Sir Hugh Paton.



Montréal, Québec, début du 20e siècle
Musées de la civilisation, collection Paul-Bienvenu, 2010-1450
Photographe : Denis Déziel

Ce remarquable phaéton à trois bancs provient de la collection d'Herb J. O'Connell, l'un des plus importants collectionneurs de voitures au Canada. Monsieur Bienvenu a acheté plusieurs de ses voitures. Monsieur O'Connell l'avait acquis, il y a plusieurs décennies, directement de Ludger Gravel, un commerçant montréalais spécialisé dans les pièces de voitures hippomobiles. Le phaéton avait été commandé au manufacturier Bruno Ledoux.



Traîneau Brougham
Bois, métal, verre, cuir, textile, bakélite
Fabriqué par The Ledoux Carriage Co. (Bruno Ledoux)
Montréal, Québec, fin du 19e siècle
Musées de la civilisation, collection Paul-Bienvenu, 2010-1633
Photographe : Denis Déziel

Cette voiture unique est un véritable mystère qui entoure son origine et sa propriété. Sur le plan stylistique, ce traîneau coupé d'une grande intégrité porte toutefois la signature de son fabricant : Bruno Ledoux. Le travail du train avec les patins ajourés et la qualité de fabrication de la caisse requièrent un haut degré d'habileté et de maîtrise propre à ce grand fabricant montréalais.

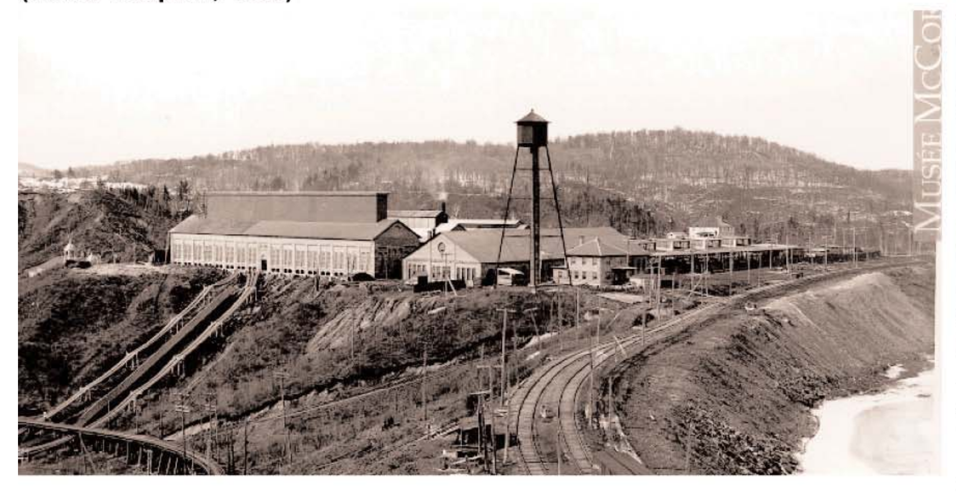
La consolidation industrielle du Québec (1896-1929)

La protection du marché canadien accordée par la Politique nationale, accompagnée d'un surpeuplement rural, provoquera, au début du 20e siècle, une croissance accélérée de la production manufacturière du Québec. Quelques indices suffisent à montrer l'ampleur des changements : entre 1900 et 1910, la production manufacturière effectue un bond de 76%, la population québécoise grimpe de 20% pour la seule décennie de 1900-1910, et enfin, la ville de Montréal, la grande gagnante, triple sa population en dix ans (Roma Dauphin,1994).

Le capital étranger viendra toujours principalement du Royaume-Uni, mais le capital américain s'imposera de plus en plus à partir des années 1880, notamment dans les secteurs manufacturiers et du transport. Ces deux pays fourniront également une bonne partie de l'expertise technologique (Dickinson et Young, 1992 : 133).

L'expansion rapide de la production industrielle, jumelée aux nouvelles formes d'énergie, surtout l'hydroélectricité, et les progrès technologiques seront les principaux facteurs de développement et de maturation du capitalisme industriel québécois. Au tournant du 20e siècle, l'industrie devient de plus en plus spécialisée et mécanisée. L'hydroélectricité en sera la plaque tournante. Le Québec fournira, au début des années 1930, presque la moitié du potentiel électrique canadien de 8 000 000 chevaux-vapeur (Dickinson et Young, 1992 : 227-228).

En 1920, les papetières, les alumineries, les centrales électriques et les mines constituent 48,7% du total de la production primaire et manufacturière, incluant la part relative encore élevée de l'agriculture (20%). " (Roma Dauphin, 1994)



Shawinigan Light & Power Co., Shawinigan Falls, QC, 1906 / Wm. Notman & Son / Musée McCord - Creative Commons 2.5 (by-nc-nd)

Le premier fut la Première Guerre mondiale va exercer une demande accrue sur les ressources naturelles du Québec. Le second, c'est le besoin en matières premières des États-Unis. En effet, la prédominance incontournable acquise par les États-Unis, avec une part de la production mondiale de 35%, se reflétera dans des besoins importants en matières premières, et celles-ci seront importées du Québec. Cette demande des États-Unis pour nos ressources s'est concrétisée par l'entrée massive de capitaux américains au Québec. De 24 millions [$] au Canada en 1896, ces capitaux ont atteint 546 millions [$] en 1913. Ce sont les Américains, par exemple, qui ont installé au Québec la première usine d'aluminium, se sont occupés de la production des pâtes et papiers, ont construit les centrales électriques et, enfin, ont creuséles mines québécoises. À partir de la décennie 1920, les États-Unis sont devenus les premiers clients du Canada; ils achètent près de 80% de la production des produits semi-transformés du Québec. " (Roma Dauphin, 1994)

En plus de l'exploitation massive des ressources naturelles, la Première Guerre mondiale favorisera la croissance industrielle du Québec dans d'autres secteurs : munitions, tentes et toiles, fer et acier, chantiers maritimes et tout ce qui se rapporte au transport. La guerre verra également l'entrée en force d'une maind'œuvre féminine dans des secteurs traditionnellement réservés aux hommes.



Femmes à l'atelier de fabrication d'obus, 1939-1945,
Fonds d'archive Dominion Bridge - Montréal

Ce phénomène, tributaire d'une pénurie d'ouvriers, comporte une valeur ajoutée pour les entreprises, car les salaires des femmes sont la moitié de ceux des hommes (Dickinson et Young, 1992 : 240). On ne peut passer sous silence, par ailleurs, la mobilisation grandissante des ouvriers afin d'améliorer les conditions des travailleurs, notamment en ce qui a trait aux

indemnisations lors d'accidents, aux abus salariaux et à l'embauche d'une main-d'oeuvre juvénile (Dickinson et Young, 1992 : 246-247).

Parmi les secteurs manufacturiers de longue tradition, l'industrie textile et les aliments et boissons (distilleries, brasseries, minoteries et raffineries de sucre) conserveront une place de choix, la distribution de leurs produits étant assurée par un réseau ferroviaire transcontinental de plus en plus étendu. Le secteur agro-alimentaire engendrera aussi la manufacture de nombreux produits secondaires, tels des sacs, des barriques, des bouteilles et des boîtes de conserve, souvent à même le complexe usinier principal (Dickinson et Young, 1992 : 231-232).

Le vêtement et notamment le prêt-à-porter seront stimulés par de nouveaux modes de travail et de consommation, en jonction avec la présence de magasins à grande surface, des points de vente par catalogue et une diversification des produits. Des frais d'équipement abordables et des opérations décentralisées permettront à ce secteur de garder le cap. C'est aussi un des rares qui conservera le " putting-out system ". L'industrie du tabac est marquée par d'importants changements au cours de la Première Guerre mondiale. La popularité du tabac à chiquer et du tabac à pipe commencent à décliner alors que la cigarette s'implante de plus en plus solidement sur le marché. À la même époque, une nouvelle méthode de séchage sera développée qui permet d'obtenir un tabac idéal pour la cigarette.



Un ouvrier consigne une donnée à l'intérieur de l'usine de la Shawinigan Chemicals and Defence Industries, juillet 1941
Source : Collection de l'Office national du film du Canada, Bibliothèque et Archives Canada, e000760601

De la Grande dépression à l'après-guerre (1929 à 1951)

La Bourse de Montréal s'effondre en octobre 1929, dans le sillage de la chute de celle de New York. Dès l'année suivante, des sommes d'argent seront octroyées aux municipalités pour servir à la mise en chantier de travaux publics, ce qui permettra de soulager temporairement le problème du chômage, conséquence du ralentissement de l'économie nord-américaine. Certains secteurs industriels, notamment le fer et l'acier, profiteront de cette manne provenant des fonds publics, alors que d'autres, par exemple l'industrie du papier journal, se verront acculés à la faillite. La crise atteindra son creux en 1933 alors que le taux de chômage dépassera 25% de la population, notamment dans les grandes villes. Dans certaines régions, près des deux tiers de la main-d'oeuvre perdront leur emploi.

Lorsque débute la Seconde Guerre mondiale, les industries canadiennes subissent encore les contrecoups de la Grande Dépression et se débattent sur la voie d'une reprise économique sporadique et encore incertaine. La structuration des industries " de guerre " viendra rectifier cette situation. La création d'un front industriel durant la guerre sera certes tout à fait révolutionnaire et produira, en parallèle, des changements importants dans lesconditions de travail des employés de ces industries. Les industries canadiennes fabriqueront du matériel pour le Canada, les États-Unis, la Grande-Bretagne et d'autres pays alliés. La valeur totale de la production de guerre du Canada s'élèvera à près de 10 milliards [$].

Des sommes considérables seront investies dans l'agrandissement et la rénovation technologique des usines et dans la construction de nouvelles usines, et les industriels feront des pieds et des mains pour adapter l'espace et la technologie aux besoins de la production du temps de guerre. Quatre secteurs, à peine existants en 1930, feront une percée fulgurante durant la guerre, occupant ensemble en 1950 plus de 20% de la production manufacturière : les industries chimiques, le matériel de transport (avions et navires), les produits électriques et les produits métalliques.

De 1939 à 1945, le nombre d'emplois manufacturiers passe de 220 000 à 437 000 au Québec. Un acteur important dans le secteur de l'aluminium, Arvida, verra sa population doubler entre 1941 et 1951, et le nombre de travailleurs dans l'industrie chimique grimpera de 5 823 en 1939 à 46 553 en 1943 (Dumas, 1975 : 20; cité par Dickinson et Young, 1992 : 292-293).

La Deuxième Guerre est suivie de près par celle de la Corée (1951-1953), qui crée à son tour d'importants débouchés pour les ressources naturelles du Québec, notamment le minerai de fer, l'aluminium et l'amiante. Un autre phénomène viendra marquer le paysage industriel d'après-guerre : un accroissement des exportations de ressources naturelles fera passer de 41,1% en 1940 à 53,6% en 1950 la part des exportations du Canada allant aux États- Unis.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les différentes phases de l'industrialisation du Québec sont encore clairement visibles dans sa structure industrielle. Les plus anciennes industries, comme le vêtement, le textile, le cuir, le bois et le tabac, continuent à être des piliers importants de l'économie et dépendent toujours d'une main-d'oeuvre immigrante et rurale à bon marché. Ces industries emploient 54,2% des ouvriers québécois et comptent pour 48,6% de la valeur totale de la production industrielle en 1950 (Bernier et Boily, 1986; cité dans Dickinson et Young, 1992 : 294).

Du syndicalisme catholique au syndicalisme laïque et militant



L'essor du syndicalisme permet des gains dans les conditions de travail. L'imposition de mesures d'hygiène publique (filtration de l'eau, pasteurisation du lait, vaccination des enfants) fait reculer la mortalité. Les nouveaux logements sont dotés du confort moderne. Il subsiste néanmoins de fortes inégalités et les ouvriers peu qualifiés vivent souvent dans la précarité. Les organismes de charité associés aux Églises continuent à porter le fardeau de l'aide aux démunis et il faut attendre 1921 pour que le gouvernement commence à leur accorder un appui financier.

Par ailleurs, l'urbanisation favorise l'essor des services et la multiplication des emplois de commis de bureaux et de magasins, de comptables, d'agents d'assurance ou de petits commerçants. Parmi ces cols blancs émerge une nouvelle classe moyenne, mais se développent aussi des couches d'emplois à bas salaires, notamment occupés par les jeunes femmes. Celles-ci sont de plus en plus présentes sur le marché du travail, aussi bien dans l'industrie que dans les services, jusqu'au moment de leur mariage, et elles reçoivent un salaire nettement inférieur à celui des hommes.

De nombreuses grèves, surtout la Grève de l'amiante en 1949, ont un retentissement considérable. On assiste aussi à des changements au sein du monde syndical : les syndicats catholiques se laïcisent et se radicalisent



Certaines des institutions de la société québécoise (notamment le système d'éducation, les services sociaux et la fonction publique) sont de plus en plus inadaptées aux nouvelles réalités de l'après-guerre. La mort de Duplessis, en 1959, marque le début d'une nouvelle ère, celle de la Révolution tranquille, qui dure de 1960 à 1966. L'héritage politique et idéologique du duplessisme est rapidement éliminé, ce qui indique à quel point il était peu adapté à la réalité socio-économique.



Campagne pour l'adhésion des téléphonistes de Bell au syndicat des communications (SCEP-FTQ), 1980] © Archives de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)



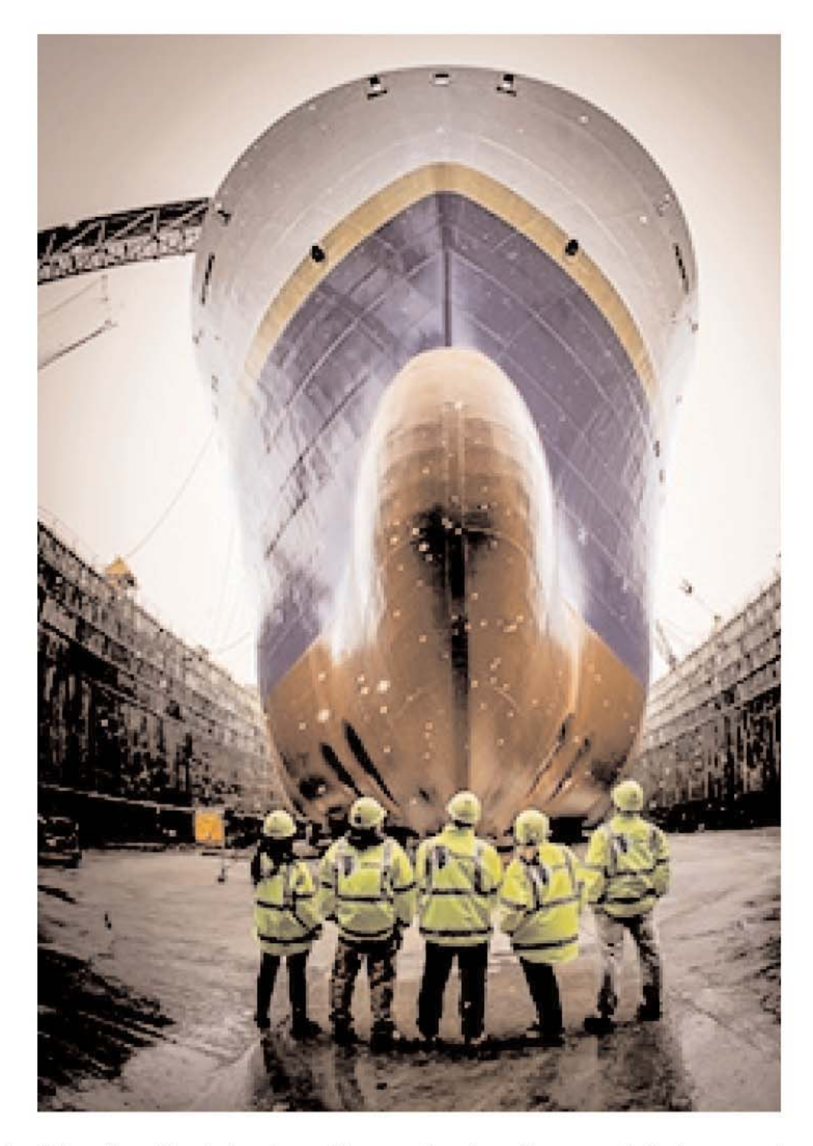
Des grévistes entourent le ministre du Travail lors d'un Colloque national de la FTQ, 1978] © Archives de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

Avec la Révolution tranquille, la société québécoise effectue une importante rupture : elle se déléricalise rapidement, mettant ainsi fin à une longue tradition. L'Église catholique perd son emprise sur l'éducation et les services sociaux et voit son pouvoir politique décliner. Plus grave pour elle, elle perd son emprise sur les fidèles, malgré le renouvellement du concile Vatican II. La pratique religieuse décline, les rangs du clergé s'amenuisent et les évêques n'ont plus d'influence sur les mentalités. Le Québec est durement affecté par la récession de 1981-1982. La reprise est lente, mais elle finit par entraîner une forte croissance dans la seconde moitié de la décennie. L'euphorie prend fin abruptement avec la crise du début des années 90, et il faut attendre le milieu de la décennie pour voir l'économie reprendre de la vigueur.

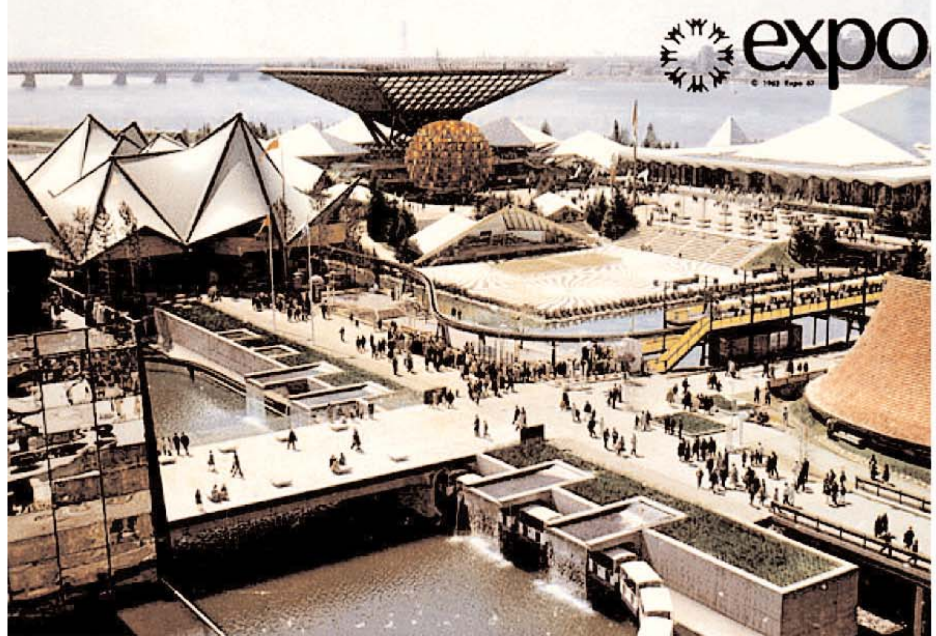
Aux effets de ces crises cycliques s'ajoutent ceux de la restructuration en profondeur de l'économie, amorcée avant 1980, et qui se font maintenant pleinement sentir. Les industries manufacturières traditionnelles, reposant sur l'emploi d'une main-d'œuvre peu qualifiée et faiblement rémunérée, sont lourdement affectées par la nouvelle concurrence internationale. Un grand nombre de vieilles usines ferment leurs portes, le chômage s'accroît de façon dramatique et des centaines de milliers de personnes sont réduites à l'aide sociale. Il y a toutefois des signes d'espoir à mesure que la nouvelle économie, s'appuyant sur des technologies de pointe, s'implante dans le secteur manufacturier et celui des services et alimente la croissance. Le processus d'adaptation est cependant douloureux, car les travailleurs mis à pied ne peuvent pas facilement se trouver de l'emploi dans un marché du travail reposant sur des qualifications élevées.

En 1980, les syndicats québécois sont plus puissants qu'en 1905, surtout parce qu'ils ont plus de membres. En effet, environ 37 % des travailleurs sont syndiqués en 1980, comparé à 17 % en 1921. Plusieurs des nouveaux syndiqués sont des employés du gouvernement et militent activement pour améliorer leurs conditions de travail. En plus d'obtenir de meilleures conditions de travail pour leurs membres, les syndicats québécois ont participé à l'amélioration des lois du travail, ce qui a eu une influence sur tous les travailleurs.

Malgré ces problèmes, la société québécoise bénéficie après 1980 des politiques économiques, éducatives et linguistiques adoptées au cours des deux décennies précédentes. L'émergence de nouvelles générations hautement qualifiées transforme les conditions de vie. La participation des femmes à la main-d'œuvre devient beaucoup plus significative et elles s'insèrent dans des secteurs d'emplois auparavant dominés par les hommes. En général, les francophones améliorent leur situation. Dans les grandes entreprises canadiennes ou américaines, où ils ont longtemps été confinés aux échelons inférieurs, ils atteignent rapidement des positions de premier plan. Les entreprises privées possédées par des francophones deviennent beaucoup plus nombreuses et puissantes; quelques-unes telles Bombardier et Cascades se hissent même au rang des multinationales.



Archive Syndicat des travailleurs du chantier naval de Lauzon inc.



Le pavillon du gouvernement canadien à Expo 67 à Montréal, carte postale. Image: Bibliothèque et Archives Canada/1982-131 PIC. Bibliothèque et Archives Canada

Le Québec des années 1960 et 1970 est témoin d'importantes luttes pour le pouvoir, entre anciennes et nouvelles élites et entre francophones et anglophones. Ces luttes sont surtout menées sur trois fronts : la langue, l'économie et la politique.

La bataille de la langue vise à donner au français, qui est la langue de la majorité, une reconnaissance complète, un véritable statut de langue principale. Un enjeu important est celui de l'intégration à la majorité francophone des Québécois qui ne sont ni d'origine française ni d'origine britannique, et la lutte porte sur la langue d'enseignement. L'objectif de francisation est atteint par étapes, provoquant à chaque fois des résistances de la part des groupes non francophones (voir Politique linguistique du Québec).

Le conflit linguistique quitte les batailles de rues qui le caractérisent, vers la fin des années 1960, pour se retrouver à l'Assemblée nationale du Québec et, plus généralement, dans l'opinion publique. Trois lois linguistiques sont adoptées par autant de gouvernements différents entre 1969 et 1977. Elles viennent successivement accroître la pression, étendre la reconnaissance du français comme langue officielle et en rendre l'apprentissage et l'utilisation obligatoires. La dernière de ces lois, la Loi de la Charte de la langue française, communément appelée la loi 101, dépasse de beaucoup le cadre scolaire (voir aussi Politique linguistique du Québec). Elle vise non seulement à intégrer plus d'enfants à l'école française, mais également à franciser l'ensemble de la société : entreprises, services professionnels, affichage public, etc. À la fin des années 1970, le français est parlé et reconnu partout sur le territoire québécois. Les anglophones conservent néanmoins leurs institutions et les droits linguistiques qui leur sont garantis par la constitution.

La lutte pour le pouvoir se déroule également sur le plan économique. Un des objectifs est de transformer le milieu de travail afin que les Canadiens français obtiennent, dans le secteur privé, de meilleurs emplois et des possibilités de carrière. Un autre objectif est d'appuyer les hommes d'affaires canadiens-français et les entreprises qui leur appartiennent pour les aider à se développer et à obtenir une plus grande part du marché. Un troisième objectif est d'amener les grandes entreprises canadiennes ou internationales établies dans la province à mieux tenir compte des besoins spécifiques du Québec. Un dernier objectif est de faire de l'État québécois un partenaire majeur de l'entreprise privée dans le développement économique. Dans ces domaines, les francophones réalisent des progrès notables au cours des années 1960 et 1970. Les industries ayant pris un essor au début du siècle lors de l'introduction de l'hydroélectricité (métaux non ferreux, pâtes et papiers, extraction minière) maintiendront, quant à elles, un rôle dominant. Les deux derniers secteurs se démarqueront, par ailleurs, comme " moteurs de la croissance industrielle de l'après-guerre " (Dickinson et Young, 1992 : 294).

De nouveaux groupes, dont le pétrole, l'électronique et l'aéronautique, tributaires d'une montée de consommation de masse et d'une plus grande mobilité, prendront une part de plus en plus importante du marché.

Il faut souligner l'émergence de nouveaux groupes financiers francophones, mais également l'intervention accrue de l'État québécois dans l'activité économique par l'intermédiaire de nombreuses sociétés d'État telles Hydro-Québec ou la Caisse de dépôt et placement du Québec. Ces succès sont cependant contrebalancés par l'affaiblissement de la position économique du Québec dans l'ensemble du Canada, avec le déplacement vers l'ouest du centre de gravité économique. Dès 1960, Montréal perd son titre de principale métropole du Canada au profit de Toronto, et un grand nombre d'entreprises anglophones déménagent en Ontario leur siège social ou leurs activités manufacturières par peur du nationalisme francophone.



Charte de la langue française
Loi 101 (1977)

PRÉAMBULE

Langue distinctive d'un peuple majoritairement francophone, la langue française permet au peuple québécois d'exprimerson identité.

L'Assemblée nationale reconnaît la volonté des Québécois d'assurer la qualité et le rayonnement de la langue française. Elle est donc résolue à faire du français la langue de l'État et de la Loi aussi bien que la langue normale et habituelle du travail, de l'enseignement, des communications, du commerce et des affaires.

L'Assemblée nationale entend poursuivre cet objectif dans un esprit de justice et d'ouverture, dans le respect des institutions de la communauté québécoise d'expression anglaise et celui des minorités ethniques, dont elle reconnaît l'apport précieux au développement du Québec.

L'Assemblée nationale reconnaît aux Amérindiens et aux Inuit du Québec, descendants des premiers habitants du pays, le droit qu'ils ont de maintenir et de développer leur langue et culture d'origine.

Ces principes s'inscrivent dans le mouvement universel de revalorisation des cultures nationales qui confère à chaque peuple l'obligation d'apporter une contribution particulière à la communauté internationale.

La coopérative financière Desjardins, moteur du développement économique du Québec



L'histoire du Mouvement Desjardins est indissociable de celle du Québec moderne. Depuis plus d'un siècle, le développement de son réseau et la diversification de ses activités ont accompagné l'essor social et économique du Québec. Formant aujourd'hui l'un des plus importants groupes financiers au Canada, Desjardins est toujours resté fidèle à la philosophie de son fondateur : contribuer au mieux-être des individus et des collectivités.

Alphonse Desjardins, fondateur des caisses populaires, est né le 5 novembre 1854 à Lévis. Au cours de sa vie, il a été militaire, journaliste, éditeur des débats parlementaires du Québec, propriétaire de journal et sténographe français au Parlement canadien à Ottawa. S'appuyant sur ses expériences personnelles en matière d'association et de développement local à Lévis, il se met en quête d'une solution financière aux difficultés socio-économiques qu'affrontent ses compatriotes.

En se faisant le promoteur de l'idée de la coopération, il cherche à enrayer l'usure, à améliorer la condition des classes populaires et à contribuer au relèvement économique des Canadiens français. C'est à la Chambre des communes à Ottawa que Desjardins assiste, en 1897, à un débat qui lui fait prendre conscience des ravages de l'usure. Le 6 avril, Michael Quinn (1851-1903), député conservateur de Montréal-Sainte-Anne, dépose un projet de loi visant à lutter contre les pratiques usuraires. Quinn cite, à titre d'exemple, le cas d'un Montréalais condamné par la justice à payer des frais d'intérêt de 5 000 $ sur un emprunt initial de 150 $. Abasourdi, Alphonse Desjardins se met aussitôt à fouiller dans les bibliothèques en quête d'une solution. L'année suivante, il met la main sur un ouvrage intitulé People's Banks du Britannique Henry William Wolff (1840-1931), président de l'Alliance coopérative internationale. Aussitôt, il entre en contact avec l'auteur et une longue correspondance s'établit entre les 2 hommes. Wolff accepte volontiers d'introduire Alphonse Desjardins auprès de différents coopérateurs européens.

De fil en aiguille, Alphonse Desjardins ouvre une véritable enquête sur la coopération à l'échelle internationale. Sa préoccupation centrale est la question sociale au Québec. À cet égard, il constate les ravages sociaux causés par l'industrialisation, l'exode rural, le chômage et l'émigration vers les États-Unis. Selon lui, le fléau de l'usure est une illustration éloquente, parmi d'autres, de cette question sociale. Il critique l'incapacité de l'État à instaurer des réformes efficaces, alors que ni le syndicalisme ni le socialisme ne proposent de vraies solutions de remplacement. C'est l'association et le développement local qui sont à la source de la pensée de Desjardins. À cet intérêt s'ajoute une préoccupation pour la doctrine sociale de l'Église et pour l'économie sociale, dans la ligne de pensée de l'encyclique Rerum Novarum sur la condition des ouvriers (1891) du pape Léon XIII (1810-1903).

Après de longues et fructueuses recherches menées entre 1898 et 1900, Alphonse Desjardins conclut que la solution de la question sociale réside dans l'association coopérative. Son modèle de caisse populaire, dont le champ d'action se limite à la paroisse, représente la première étape de son plan d'organisation coopérative.

1844 : Les pionniers du mouvement coopératif



En décembre, 28 tisserands anglais fondent la première coopérative : la Société des équitables pionniers de Rochdale

Les 28 tisserands qui ont fondé cette petite boutique coopérative à Rochdale près de Manchester en Angleterre sont considérés comme les pionniers du mouvement coopératif mondial. Pour ce qui est des coopératives d'épargne et de crédit, ou caisses populaires, elles apparaissent en Europe au milieu du 19e siècle.

En Allemagne, Hermann Schulze fonde une première banque populaire à Delitzsch en 1850. Il est suivi par son compatriote Friedrich Wilhelm Raiffeisen qui met sur pied une caisse de crédit à Heddesdorf en 1864. L'année suivante, une banque populaire ouvre ses portes à Milan en Italie à l'initiative de Luigi Luzzatti.

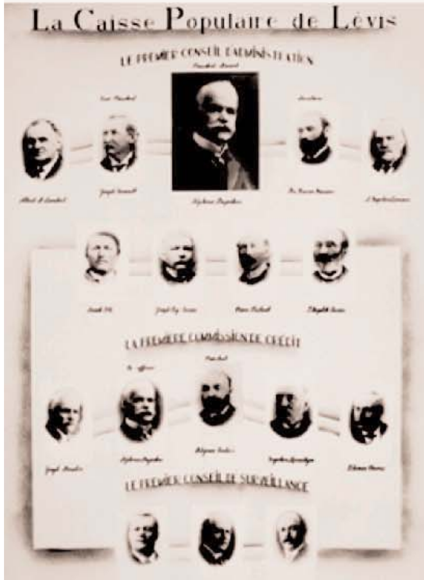
Plus encore, l'aplomb avec lequel Alphonse Desjardins adhère au projet coopératif s'explique en bonne partie par le fait qu'il observe plusieurs convergences entre l'expérience coopérative européenne et sa propre expertise acquise dans les réseaux associatifs de Lévis. Chez ses correspondants européens, il retrouve des valeurs et des principes d'organisation qu'il a déjà expérimentés dans diverses institutions lévisiennes. C'est pourquoi il parvient à apporter avec aisance des modifications aux modèles européens et à proposer une formule originale.



La Maison Alphonse-Desjardins est le berceau de la coopération qui a vu naître, à l'intérieur de ses murs, le premier groupe financier coopératif en Amérique.

Après de longues recherches, il fonde chez lui à Lévis la première caisse populaire à Lévis, le 6 décembre 1900. En bref, le modèle des caisses populaires est une synthèse originale de 4 systèmes d'épargne et de crédit populaires : la caisse d'épargne, la banque populaire Schulze, la caisse de crédit Raiffeisen et, surtout, la banque populaire Luzzatti. Pour l'essentiel, les sources d'inspiration d'Alphonse Desjardins sont donc européennes. Il tient compte également de l'expérience et de l'environnement nord-américains pour définir ce type nouveau d'institution et pour bien l'adapter au contexte québécois et canadien.

Ses visées ne consistent pas seulement à combattre le problème de l'usure; il entend donner les moyens aux classes laborieuses de se prendre en mains, de gérer elles-mêmes leur propre capital sans l'ingérence de l'État, de développer l'habitude et le goût de l'épargne et enfin, d'instaurer un crédit plus accessible.



Prenant appui sur ce réseau de relations sociales, les caisses populaires se font rapidement connaître. Dès 1909, Alphonse Desjardins est débordé par les invitations que lui font les citoyens désireux d'établir une caisse dans leur paroisse. De 1907 à 1915, il en fonde pas moins de 136 au Québec seulement. Il échange également une correspondance suivie avec plusieurs administrateurs et gérants de caisses, qu'il conseille et encourage, ce qui lui permet de superviser à distance leur organisation et leur fonctionnement.
Alphonse Desjardins abat toute cette besogne dans ses temps libres, entre les sessions parlementaires d'Ottawa, sans recevoir aucune aide financière. Il réfléchit souvent à différents scénarios lui permettant d'obtenir une subvention gouvernementale afin de financer des services de supervision et d'encadrement dont il aurait la responsabilité. Mais il y renonce toujours, car il craint par-dessus tout l'ingérence de l'État dans les affaires internes des caisses.

La réputation et la notoriété d'Alphonse Desjardins lui valent des demandes de renseignements et des invitations provenant de plusieurs provinces canadiennes, mais l'Ontario est la seule d'entre elles où il étend ses activités en personne.

1907 : La première caisse scolaire
À l'automne, Alphonse Desjardins jette les bases des premières caisses scolaires pour recueillir l'épargne des jeunes écoliers.



Des élèves se rendent au premier congrès des responsables des caisses scolaires à Saint-Hyacinthe en 1959. (FCDQ)

Dès la fondation de la première caisse populaire à Lévis, Alphonse Desjardins avait prévu la mise sur pied d'un service spécial d'épargne destiné à l'enfance. Il avait d'abord expérimenté cette activité dans une école à Lévis en 1901.

À l'automne 1907, il s'engage résolument dans cette voie en jetant les bases d'un véritable service d'épargne scolaire dans la région lévisienne. Alphonse Desjardins ne ménage pas ses efforts pour promouvoir " l'épargne du sou " qu'il considère comme un moyen de développer une génération de futurs citoyens prévoyants. Constamment à la recherche de nouvelles formules pour s'adapter aux changements qui surviennent dans son environnement social et économique, la caisse scolaire est, encore aujourd'hui, présente dans de nombreuses écoles.

Après avoir participé à la mise sur pied, en 1908, d'une caisse d'économie réservée à l'usage des fonctionnaires fédéraux, il fonde 18 caisses populaires dans des paroisses canadiennes-françaises de 1910 à 1913. Son influence est tout aussi marquante au Canada anglais, quoique davantage sur le plan intellectuel, car son expertise lui confère un statut de spécialiste. Il échange ainsi sa plus nombreuse correspondance avec George Keen (1869-1953), secrétaire-général et trésorier de la Co-operative Union of Canada, fondée en 1909.

Il en va de même aux États-Unis. De 1908 à 1912, Alphonse Desjardins y séjourne à 5 reprises. En plus de fonder une douzaine de caisses populaires et de credit unions, la grande majorité dans des paroisses franco-américaines, il exerce une profonde influence sur la législation coopérative de plusieurs États. Dans le Massachusetts, New York, le New Hampshire et la Caroline du Nord, les lois autorisant la création des credit unions s'inspirent librement du modèle des caisses populaires et de la législation québécoise en la matière.



Lieu de fondation de la première caisse populaire aux États-Unis (Pierre Goulet, FCDQ)

À compter de 1914, la maladie oblige Alphonse Desjardins à ralentir ses activités. Il est atteint d'une maladie incurable, l'urémie, qui lui impose de longues et fréquentes périodes de convalescence, entrecoupées de rémissions de courte durée. En 1917, il est forcé de quitter son emploi de sténo-

graphe français à la Chambre des communes après 25 ans de service. Confronté à une mort imminente, il songe à créer une fédération et une caisse centrale dans le but d'unir et de fortifier le réseau des caisses populaires et d'assurer ainsi la pérennité de son œuvre. Son plan d'action à ce sujet est défini depuis au moins une dizaine d'années.

S'inspirant de l'expérience coopérative européenne, il voudrait regrouper les caisses populaires locales au sein d'une fédération provinciale qui exercerait des fonctions de propagande, de surveillance et d'inspection. En outre, une caisse centrale permettrait d'administrer le surplus de liquidités des caisses locales et d'offrir des prêts à celles qui manqueraient de fonds. Jaloux de leur autonomie, les dirigeants des caisses populaires reçoivent cette proposition très froidement, d'autant plus que la fédération est au cœur d'enjeux majeurs en ce qui concerne son financement et la répartition des pouvoirs. Conscient de ces embûches, Alphonse Desjardins leur propose, le 3 juillet 1920, la tenue d'une réunion préliminaire de tous leurs représentants pour étudier son projet. Mais ses jours sont comptés.

À sa mort, survenue le 31 octobre 1920, il aura participé personnellement à la fondation de 163 caisses populaires dont 136 au Québec, 18 en Ontario et au moins 9 aux États-Unis, sans compter quelques credit unions. Il a consacré les dernières années de sa vie à la promotion et au développement de ses projets de fédération et de caisse centrale, sans toutefois pouvoir les réaliser. " L'œuvre qu'il a laissée derrière lui en fait le plus grand chef de file économique du Québec ", écrira Rodrigue Tremblay dans le journal Les Affaires du 30 septembre 2000. Cette affirmation fait écho à une prédiction faite dans l'hebdomadaire torontois The Farmers' Sun du 23 avril 1913 selon laquelle Alphonse Desjardins serait un jour connu de par le monde comme étant l'un des plus grands Canadiens.



Alphonse Desjardins en 1913 (A.G. Pittaway, FCDQ)



Les armoiries du Mouvement Desjardins dans les années 60 (FCDQ)

Au cours de la décennie 1920, des unions régionales voient le jour à Québec, à Montréal et à Gaspé. Les unions régionales sont des sociétés coopératives dont les membres sont des caisses populaires. Elles se donnent la tâche de défendre les intérêts des caisses, d'exercer sur elles une surveillance au moyen d'une inspection régulière, de promouvoir la coopération et de fonder d'autres caisses.

Au fils du temps, chaque union se dote d'une caisse régionale afin de gérer, entre autres, les surplus de liquidités des caisses affiliées et la compensation des chèques. Les unions régionales ont peu de moyens à leur début, mais leur fondation représente l'embryon du réseau des caisses Desjardins. En novembre 1979, la Fédération des caisses d'économie du Québec s'affilie à la Fédération de Québec des caisses populaires. Cette affiliation marque les débuts de la consolidation du réseau des caisses d'épargne et de crédit.

Avec l'arrivée de la Fédération des caisses d'économie dans le Mouvement Desjardins, la Fédération de Québec prend le nom de Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec, alors que les 10 unions régionales deviennent des fédérations régionales. La consolidation du réseau des caisses d'épargne et de crédit se poursuit au cours des années suivantes.

La Fédération de Montréal des caisses Desjardins qui avait quitté le Mouvement Desjardins en 1945 est réintégrée en 1982. Pour leur part, les fédérations francophones de caisses populaires de l'Ontario (1989), du Manitoba (1989) et de l'Acadie (1990) sont admises à titre de membres auxiliaires ce qui leur donne accès aux mêmes services que les membres réguliers, mais sans droit de vote ni éligibilité aux fonctions administratives. En 2004, les caisses de la Fédération des caisses de l'Ontario sont devenues membres réguliers de la Fédération des caisses Desjardins.
Le 23 décembre 2010, le Mouvement Desjardins annonce une importante transaction visant l'acquisition du Western Financial Group. Le 15 août



2011 commencent les travaux pour la construction d'un nouvel édifice dans la Cité Desjardins de la coopération à Lévis. Quant à l'acquisition du Western Financial Group, la transaction représente un investissement de 443 millions $. Il s'agit du plus important fournisseur de services d'assurance et de services financiers sur le marché de détail de l'Ouest canadien. L'entreprise compte alors 121 bureaux en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba. Un peu plus de cent ans après sa fondation Le mouvement Desjardins est devenu l'une des plus importantes coopératives financières au monde et présente dans d'imombrables pays.

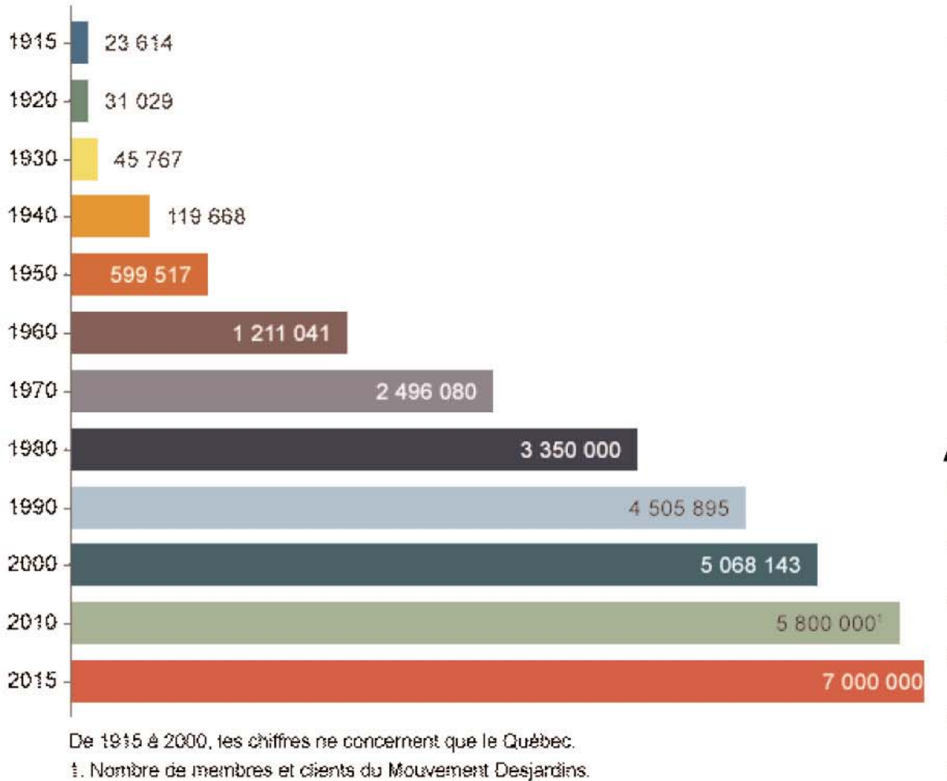
Source
https://www.desjardins.com/a-propos/desjardins/qui-nous-sommes/notre-histoire-musee/

Histoire en chiffres

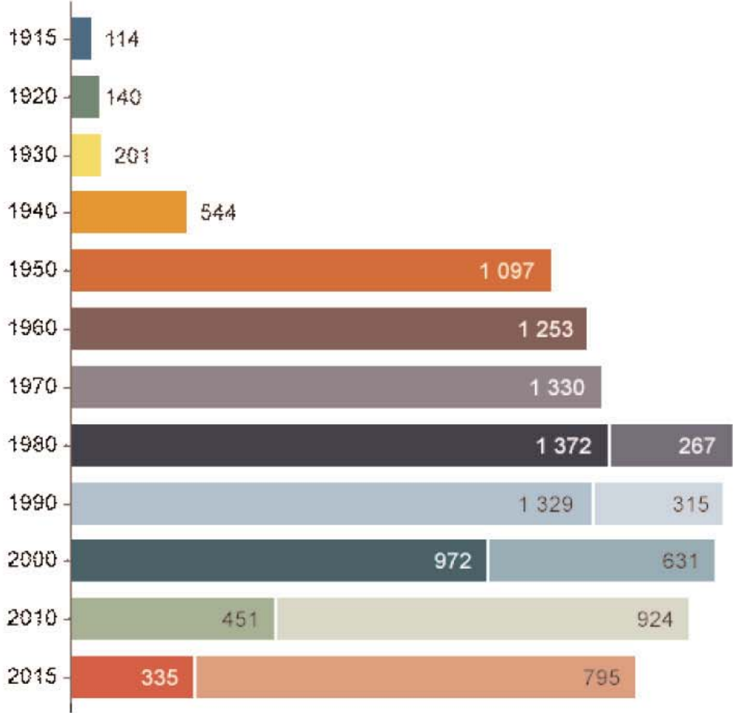
Les 3 graphiques représentent respectivement le nombre de membres, le nombre de caisses et de centres de services et l'actif. Ils illustrent les débuts modestes du projet d'Alphonse Desjardins et son expansion considérable au cours des dernières décennies.

Les chiffres de 2010 comprennent le Québec et l'Ontario, car les caisses de la Fédération des caisses populaires de l'Ontario sont devenues membres réguliers de la Fédération des caisses Desjardins en 2004.

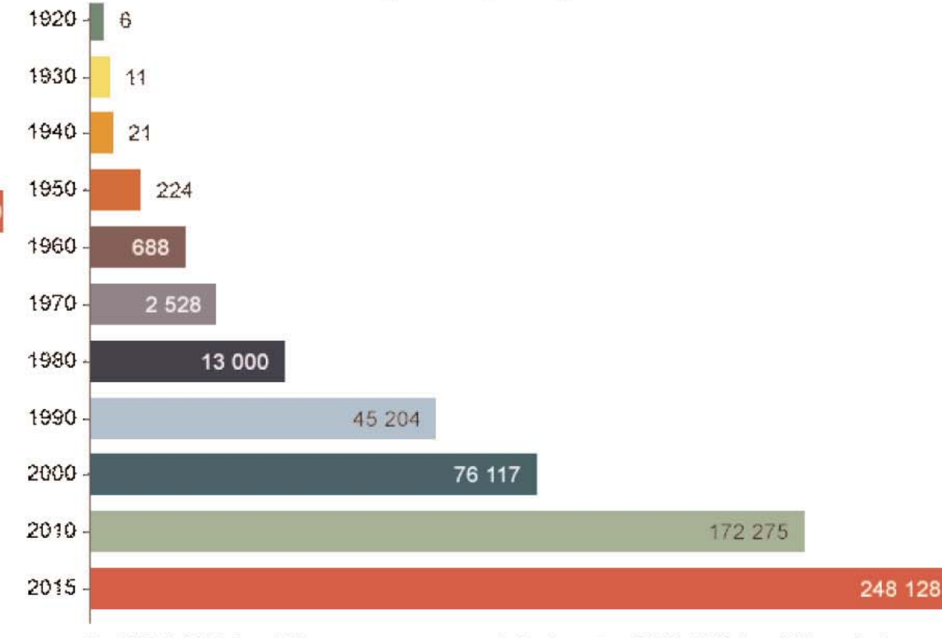
Nombre de membres du Mouvement Desjardins

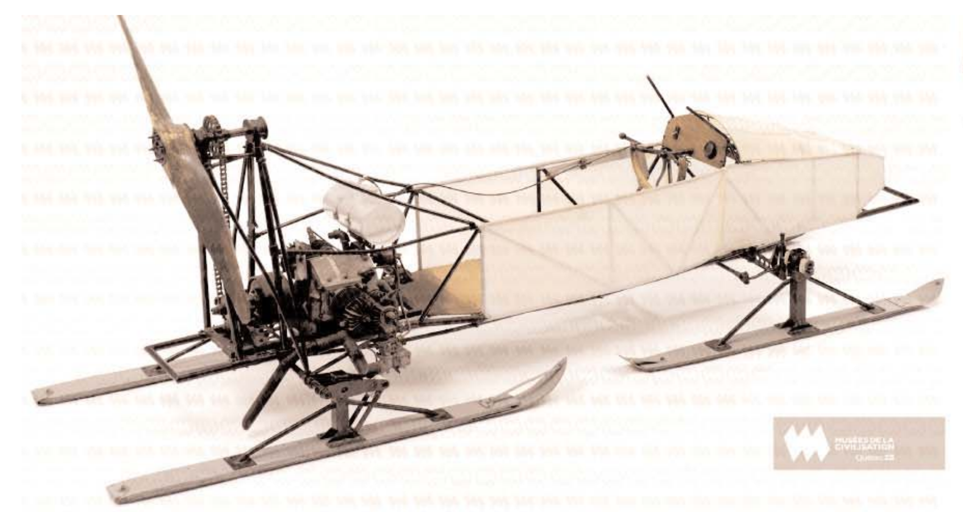


Nombre de caisses et de centres de services Desjardins



Actif total du Mouvement Desjardins (en M$)

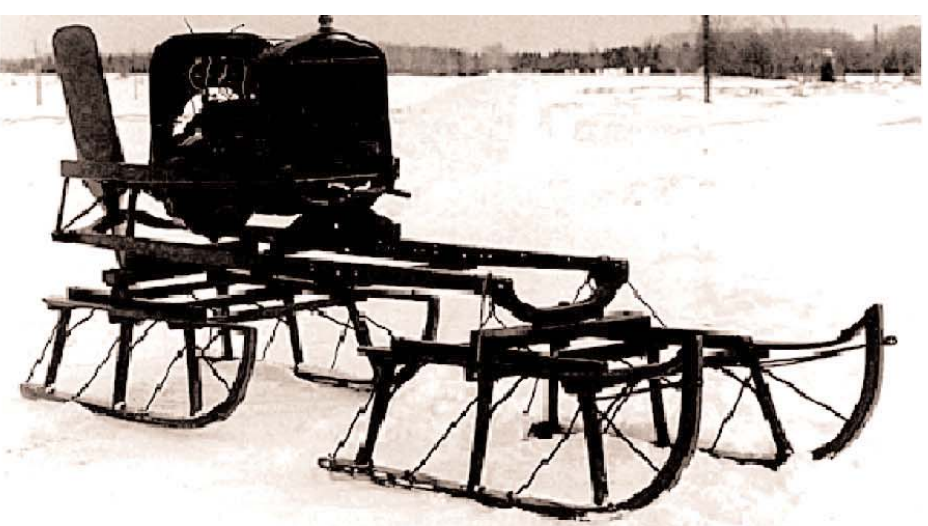




Motoneige à hélice
Métal, bois, fibre
Hauteur 180 cm, largeur 110 cm, longueur 350 cm
Edmond Fontaine
Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville, vers 1930
Musées de la civilisation, restauration effectuée par le Centre de conservation du Québec, 88-2571
Photographe : André Kedl

Le premier à concevoir et commercialiser une motoneige est l'Américain Carl Eliason du Wisconsin. En 1927, le Motor Toboggan, un traîneau muni d'un moteur entraînant par chaîne une courroie de toile retenant des bâtons de bois, est produit. Né en 1907 à Valcourt en Estrie, Joseph-Armand Bombardier conçoit son premier prototype de motoneige à 15 ans : il s'agit d'un traîneau propulsé par une hélice d'avion animée par un moteur de Ford modèle T. Si Bombardier a fait preuve d'ingéniosité en inventant sa motoneige Ski-Doo, d'autres inventeurs ont rêvé, eux aussi, de dompter l'hiver en révolutionnant les déplacements sur la neige. Cette motoneige à hélice et à skis en est un bel exemple. Ce prototype fut fabriqué par Edmond Fontaine, de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville, vers 1930. Ce dernier a collaboré par la suite avec Joseph-Armand Bombardier à la production de quelques modèles de motoneiges à hélice, qui n'ont pas été commercialisés à cause du mouvement de l'hélice, jugé trop dangereux.

La production en série de la motoneige Ski-Doo® commence à l'automne de 1959. L'appellation Ski-Doo serait le fruit d'une heureuse fausse manœuvre : le nom d'origine était Ski-Dog, mais une faute de frappe dans un document l'aurait rebaptiser Ski-Doo. Dès sa sortie, le véhicule trouve une clientèle auprès des missionnaires, des trappeurs, des prospecteurs, des arpenteurs et d'autres personnes appelées à se déplacer sur les neiges des régions isolées. Mais la petite machine de 900 dollars remporte également un grand succès auprès des sportifs et des amateurs de randonnée, ce qui lui vaudra, en fait, son immense popularité dans les années à venir.



La première motoneige inventée par Joseph-Armand Bombardier.
(Source: © Musé J-A Bombardier)

Après un départ modeste, la demande s'accentue d'année en année, à mesure que s'organisent la promotion et le réseau de vente. De 225 unités en 1959-1960, la production passe à 250 pour les modèles de 1960-1961, puis à 1200 pour ceux de 1961-1962, à 2500 pour ceux de 1962-1963 et à 8352 pour ceux de 1963-1964, entraînant de nombreux agrandissements aux installations de Valcourt.

En 1963, toujours soucieux d'assurer à son entreprise la plus grande autosuffisance possible, Joseph-Armand Bombardier crée, à Roxton Falls, près de Valcourt, une deuxième filiale, Roski Ltée, pour la fabrication des composantes en fibre de verre qui entrent dans les capots de ses motoneiges.



L'industrie des transports -- Bombardier leader mondial

Joseph-Armand Bombardier ne verra que les premiers signes du succès phénoménal de la motoneige. Il meurt en 1964 en laissant derrière lui une entreprise saine et solide financièrement. Bombardier réalise sa première acquisition hors du Canada avec l'achat de Lohnerwerke à Vienne, en Autriche, un fabricant de scooters et de tramways, et de sa filiale, le fabricant de moteurs ROTAX. Cet événement marque l'entrée de Bombardier dans le marché du rail. La crise du pétrole de 1973 force Bombardier à réduire de moitié sa production de motoneiges. Laurent Beaudoin et son équipe de direction décident alors de réorienter la production pour utiliser cette capacité excédentaire. Après avoir acquis les techniques nécessaires, la Société commence à fabriquer du matériel roulant pour le transport en commun en utilisant le savoir-faire manufacturier de Bombardier.

Train et métro



TRAIN DU MÉTRO DE MONTRÉAL SÉRIE MR 63 - Archive Bombardier

En 1974, Bombardier obtient son premier contrat dans le secteur du transport en commun : la production de 423 voitures pour le système de métro de Montréal.Un contrat capital de 1 milliard $ US pour la fourniture de 825 voitures de métro à l'autorité de transport de la ville de New York consacre Bombardier chef de file nord-américain de l'industrie du matériel de transport sur rail. En 1986, Bombardier étend ses activités à l'Europe, le plus important marché du matériel et des services de transport sur rail au monde, en faisant l'acquisition d'une participation de 45 % dans la société belge BN Constructions Ferroviaires et Métalliques S.A. En 1989, Bombardier acquiert ANF-Industrie, deuxième fabricant français de matériel ferroviaire.

En 2001, Bombardier fait l'acquisition de DaimlerChrysler Rail Systems GmbH (Adtranz), entreprise allemande filiale de DaimlerChrysler AG. Avec cette acquisition de Adtranz, Bombardier devient le chef de file mondial de la fabrication de matériel de transport sur rail et de la prestation de services connexes.Un an plus tard, Bombardier déménage le siège mondial de son groupe Transport de Montréal au Canada à Berlin en Allemagne. Ce geste renforce son aptitude à servir le marché européen, le plus important marché du transport sur rail au monde.

Bombardier renforce son leadership en transport sur rail avec d'importantes commandes de véhicules légers sur rail, de trains suburbains et de trains interurbains qu' elle reçoit respectivement d'Allemagne, de France et d'Afrique du Sud. La même année, Bombardier lance le système de maintenance prédictive ORBITA, le système de gestion de la sécurité SEKURFLO et le système de contrôle et de gestion de trains MITRAC.



En 2007 Le premier train hybride au monde entre en service commercial en France. L'AGC hybride (bi-mode bi-tension) permet de desservir des voies non électrifiées en propulsion thermique tout en empruntant des voies électrifiées en propulsion électrique. L'AGC hybride peut aussi circuler sur des réseaux constitués de lignes à deux tensions différentes (1500V ou 25kV).

L'avionique

En 1986, vingt ans après sa diversification dans le transport ferroviaire, Bombardier se lance dans l'aéronautique et achète Canadair, chef de file canadien de la construction d'avions, avec notamment les avions d'affaires à large fuselage Challenger et l'avion amphibie de lutte contre les incendies CL-215. Peu après l'acquisition, l'entreprise lance le développement, au début de 1987, de la version turbopropulsée du CL-215, le CL-215T.



Bombardier Canadair CL-215 v3.0X FSX & P3D

En 1989, Bombardier fait l'acquisition de Short Brothers plc, entreprise pionnière de l'aviation basée en Irlande du Nord. Cette acquisition permet à Bombardier de consolider ses capacités en aéronautique et de s'établir en Europe.



1991 marque le début de la production de l'avion amphibie Bombardier 415 La production de l'avion amphibie CL-415, qui prendra plus tard le nom de Bombardier 415, débute après une première commande de la France. D'autres commandes du Québec et de l'Italie suivent bientôt. Le premier vol a lieu en 1993 et l'entrée en service en 1994.

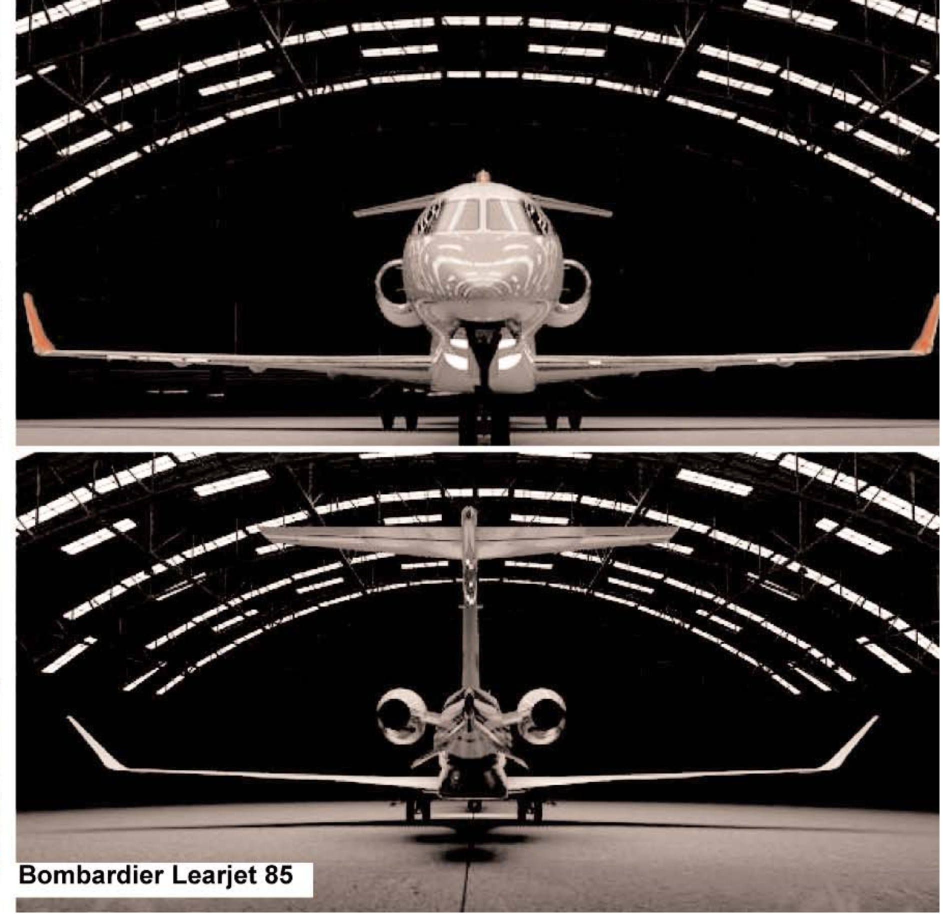
En 1992, Bombardier fait l'acquisition de de Havilland, filiale de Boeing basée au Canada. Pionnière dans le développement d'avions à décollage et atterrissage courts (ADAC), cette entreprise amène à l'entreprise les avions de ligne turbopropulsés de la série Dash 8. Bombardier devient un chef de file dans le créneau en pleine croissance des avions régionaux et le seul avionneur à offrir des avions à 50 places dans les segments d'avions à réaction et turbopropulsés.



Bombardier Dash 8 - Air Canada

En février 2002, Bombardier lance le biréacteur d'affaires de grande dimension Bombardier Global 5000. Un peu plus tard la même année, Bombardier lance l'avion d'affaires léger Learjet 40 et l'avion d'affaires super-léger Learjet 45 XR. Grâce à ces trois ajouts, Bombardier offre la gamme d'avions d'affaires la plus complète de l'industrie.
Un an plus tard, Bombardier ajoute à sa gamme le biréacteur d'affaires très long-courrier Global Express XRS, version améliorée du biréacteur d'affaires le plus raffiné au monde. Cet avion pousse encore plus loin la performance exceptionnelle de l'avion Bombardier Global Express pour offrir aux passagers et à l'équipage encore plus de confort et de technologie en cabine, tout en reliant plus de villes plus rapidement que tout autre avion d'affaires.

Bombardier lance le programme Learjet 85, qui portait à l'origine le nom Learjet NXT, le premier biréacteur d'affaires dont la structure est fabriquée principalement en matériaux composites. Cet avion entièrement nouveau vise une vitesse de croisière de Mach 0,82 et un rayon d'action transcontinental pouvant atteindre 3 000 milles marins (5 556 km). Cet avion est conçu pour offrir une cabine plus grande et plus confortable que celle de tout autre avion d'affaires intermédiaire.



Bombardier Learjet 85

Bombardier lance deux nouveaux avions d'affaires, les biréacteurs Global 7000 et Global 8000. La gamme phare des biréacteurs d'affaires Bombardier est désormais la seule à offrir quatre modèles d'avion dans la catégorie grande dimension, très long courrier avec les Global 5000, Global 6000 (anciennement nommé Global Express XRS), Global 7000 et Global 8000.





Bombardier Global 8000

Ces nouveaux avions permettront aux clients de relier plus de destinations sans escale que jamais auparavant, avec des niveaux sans précédent de performance, de souplesse et de confort. En 2012 Bombardier signe la plus importante commande d'avions d'affaires de l'histoire. VistaJet signe une commande pour un maximum de 142 avions d'affaires Global, d'une valeur de plus de 7,8 milliards $ US selon les prix courants de 2012. La commande ferme comprend 25 Global 5000, 25 Global 6000 et six Global 8000. L'entente prévoit également des options sur 40 Global 5000, 40 Global 6000 et six Global 8000.

En 2013, l'avion C Series de Bombardier effectue un vol inaugural historique. L'avion C Series, une étape importante de son programme de développement tant attendu proposera aux exploitants une gamme d'avions de ligne entièrement nouveaux spécialement conçus pour le segment de marché des appareils de 100 à 149 places. Le vol inaugural marque le début du programme d'essais en vol des avions C Series, qui mènera à la première livraison Dans des conditions météo parfaites, Bombardier Aéronautique a célébré le vol inaugural réussi de sà un client, et constituait également le premier vol du nouveau moteur Geared TurbofanMC PurePower de Pratt & Whitney dans le cadre d'un programme d'homologation d'un avion.

En parlant d'un possible CS500 dans le Wall Street Journal le 21 mai dernier (2016), le président de Bombardier Aéronautique a procédé au lancement non officiel du CS500. En le faisant à peine trois semaines avant Le Bourget, il s'est assuré que le CS500 serait un sujet de conversation pendant le plus célèbre des salons aéronautiques.



L'électricité, un enjeu politique
Source texte et photos :http://www.hydroquebec.com/histoire-electricite-au-quebec/chronologie/consolidation-grandes-entreprises.html

En 1878, à l'Exposition universelle de Paris, le monde découvre un nouveau mode d'éclairage : l'éclairage électrique. Dès lors, au Québec comme partout dans le monde, la concurrence est vive entre le gaz et l'électricité. Les diverses entreprises d'électricité en viennent à se disputer les contrats d'éclairage de rues, question de rentabiliser rapidement la mise en place d'un réseau de distribution. En raison de l'abondance de la ressource, l'hydroélectricité s'impose. Ce choix a un effet déterminant sur l'industrialisation du territoire et sur la mise en valeur des ressources forestières et minières du Québec. La société américaine Royal Electric Company jette les bases de son empire à Montréal. À force d'intrigues et de manœuvres douteuses, elle finit pas évincer totalement le gaz comme mode d'éclairage des rues. Ainsi, à compter de 1889, l'éclairage électrique s'étend à toute la ville. Devenue un monopole, la Royal Electric Company impose des conditions qui en font rapidement une entreprise très prospère, mais détestée du public.



L'éclairage des rues est l'une des premières activités des compagnies d'électricité. Cette escouade de l'éclairage de la Gatineau Power Co., entre 1900 et 1930, est une habituée des rues des villes. Un camion à tourelle est utilisé pour nettoyer les lampes, remplacer les ampoules ou réparer un mécanisme. Source : Archives d'Hydro-Québec



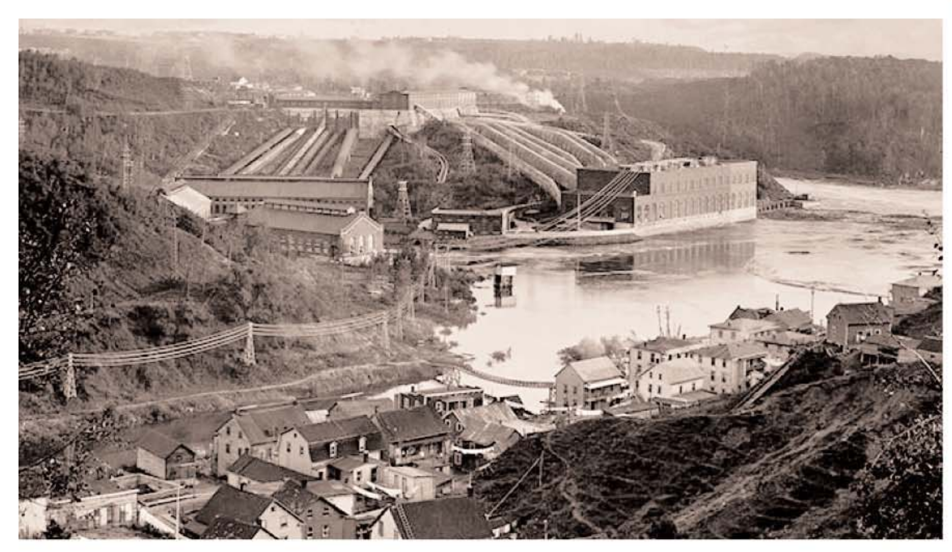
Profession : allumeur de lampadaires. Cet employé de la Montreal Light, Heat and Power Company avait pour tâche d'allumer les lampadaires au gaz. Source : Archives d'Hydro-Québec

Les débuts de l'électrification ont été marqués par une vive concurrence entre fournisseurs d'électricité et fournisseurs de gaz. À Montréal, la Royal Electric Company s'impose rapidement et obtient le contrat d'éclairage public pour toute la ville en 1889.

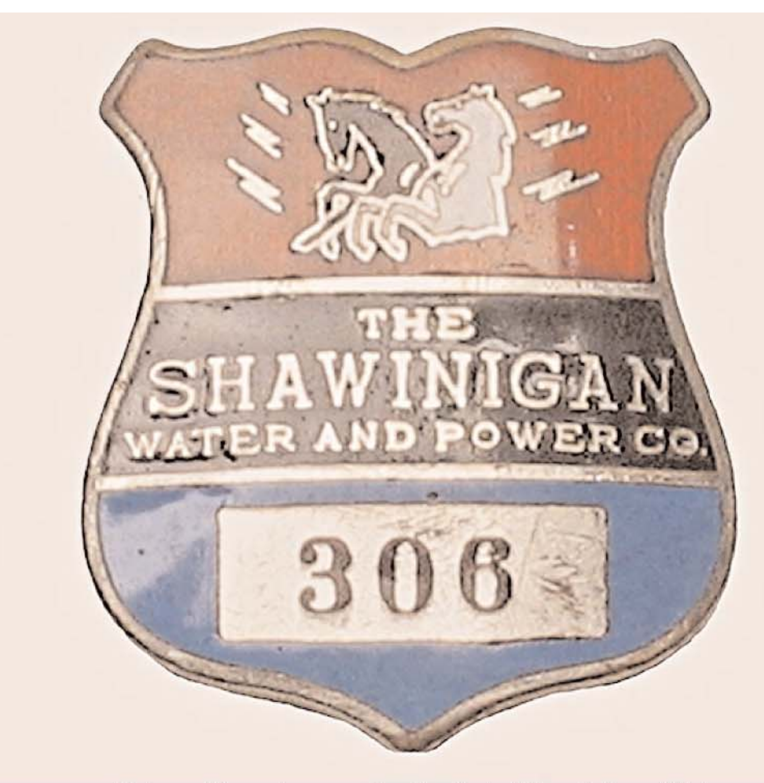
.



Cette photo montre l'usine d'appareillage électrique de la rue Dowd, vers 1895. Source : Archives d'Hydro-Québec



Vue du complexe hydroélectrique de Shawinigan sur la rivière Saint-Maurice, en 1911. À gauche, la centrale de Shawinigan-1, mise en service en 1901, démantelée dans les années 1950. En face, masquant partiellement celle-ci, on aperçoit la petite centrale de la Northern Aluminium Company, mise en service en 1901. Le bâtiment a été restauré au début des années 1990. À droite, la centrale de Shawinigan-2, mise en service en 1911, puis agrandie en 1922. - Source : Archives d'Hydro-Québec



Insigne en métal porté par les employés de la Shawinigan Water and Power Company dans les années 1950. Collection historique d'Hydro-Québec 2005.0114

Les entreprises d'électricité sont prospères, mais leur image auprès du public n'est pas très reluisante. Des chefs de file du monde politique et des milieux universitaires dénoncent avec force les abus dont elles se rendent coupables : tarifs élevés, service de piètre qualité, profits exorbitants, pratiques comptables douteuses, refus de desservir adéquatement les milieux ruraux, arrogance face aux tentatives du gouvernement pour réglementer le commerce de l'électricité. Dans un geste des plus courageux, le premier ministre, Adélard Godbout, décide d'exproprier les actifs électriques et gaziers du puissant monopole que constitue la Montreal Light, Heat and Power. Il en confie la gestion à une société d'État : la Commission hydroélectrique de Québec. Le 14 avril 1944, on assiste à la naissance d'Hydro-Québec.




DOMINION OF CANADA

PROVINCE OF QUEBEC

Nº 36387

-100- SHARES

INCORPORATED A.D.1901 BY ACT OF THE LEGISLATURE OF THE PROVINCE OF QUEBEC

THE MONTREAL LIGHT, HEAT AND POWER COMPANY.

THIS CERTIFIES THAT

A. H. Paradis

is the registered owner of ... fully paid up shares of the par value of One Hundred Dollars each in the Capital Stock of The Montreal Light, Heat and Power Company, transferable only on the books of the Company in person or by Attorney and upon surrender of this Certificate.

This Certificate will not become valid until countersigned by the Transfer Agent and Registrar.

In Witness Whereof the said Company has caused this Certificate to be signed by its President and Secretary at Montreal, this MAR 8 - 1943

CANCELLED

CANCELLED

SHARES $100 EACH

Certificat d'actions de la Montreal Light, Heat and Power Consolidated. La Commission hydroélectrique de Québec a fait une offre d'achat aux actionnaires de l'entreprise lors de la nationalisation, en 1944.
Source : Archives d'Hydro-Québec

La croissance de la demande d'électricité est stimulée par la prospérité de l'après-guerre. Hydro-Québec améliore la fiabilité de son réseau de transport et de distribution, laissé en piètre état par la Montreal Light, Heat and Power. Elle poursuit l'aménagement de la centrale de Beauharnois et se tourne vers son premier chantier éloigné : l'aménagement de la rivière Betsiamites, sur la Côte-Nord. C'est l'occasion pour Hydro-Québec de parfaire son expertise et de montrer qu'elle peut transporter l'énergie sur de longues distances à une tension record pour l'époque : 315 kV. Elle entreprend enfin la construction de la centrale de Carillon, dans la partie sud de l'Outaouais. Tout au long de cette période, Hydro-Québec étend graduellement son champ d'action au-delà de la région de Montréal, à la demande du premier ministre, Maurice Duplessis. Par ailleurs, c'est à l'Office de l'électrification rurale que ce dernier confie l'électrification des régions rurales du Québec.
Dès son arrivée au pouvoir en juin 1960, le gouvernement libéral de Jean Lesage confie à Hydro-Québec le mandat exclusif d'aménager et d'exploiter les rivières non encore concédées à des intérêts privés. C'est à compter du 1er mai 1963, toutefois, qu'Hydro-Québec atteint une dimension panquébécoise alors que le gouvernement l'autorise à acquérir, de gré à gré, les distributeurs privés d'électricité. C'est la seconde phase de la nationalisation de l'électricité. Comment répondre à cette demande d'électricité qui s'accroît à un rythme d'environ 7 % par année ? La société d'État doit doubler sa capacité de production tous les dix ans. Voilà pourquoi Hydro-Québec construit, l'un après l'autre, trois grands complexes hydroélectriques : Manic-Outardes, sur la Côte-Nord ; Hamilton Falls (rebaptisées Churchill Falls), au Labrador ; et, enfin, le complexe La Grande, à la Baie-James. En arrière-plan de ce développement accéléré, se profile l'ombre de l'option nucléaire qui bénéficie, à compter du milieu des années 1960, d'un engouement sans précédent dans le monde entier. La Commission hydroélectrique de Québec mise plutôt sur l'hydroélectricité.

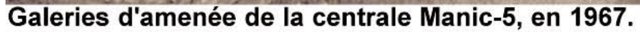


Construction du barrage Manic-5, rebaptisé en l'honneur du premier ministre du Québec Daniel Johnson, qui est décédé sur les lieux la veille de l'inauguration de l'ouvrage. Source : Archives d'Hydro-Québec

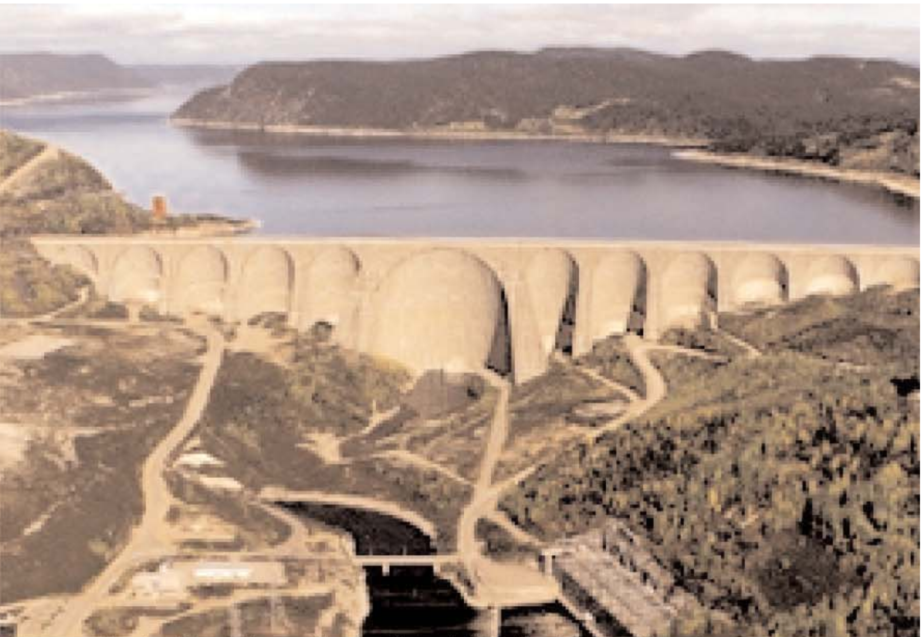


Vue sur l'intérieur d'un groupe turbine-alternateur en construction, en 1969. La construction du barrage Manic-5 a fait les manchettes tant au pays qu'à l'étranger en raison du caractère gigantesque du chantier. L'ouvrage, qui a pris le nom de Daniel Johnson, demeure aujourd'hui le plus grand barrage à voûtes multiples et à contreforts du monde. Source : Archives d'Hydro-Québec





Galeries d'amenée de la centrale Manic-5, en 1967.
Source : Archives d'Hydro-Québec



Barrage hydroélectrique Manic-5 (crédit : Hydro-Québec)



Machinerie lourde utilisée lors de la construction de l'aménagement La Grande-2 (aujourd'hui Robert-Bourassa), dans les années 1970. Source : Archives d'Hydro-Québec

La Baie James, le plus grand complexe hydroélectrique du monde

Un chantier de la démesure - Un territoire qui s'étale sur quelque 350 000 km2, soit les deux tiers de la France. Située à 1 000 kilomètres au nord de Montréal, en plein cœur de la taïga, la Grande Rivière s'étire, d'est en ouest, sur plus de 800 kilomètres. Un véritable puzzle sur le plan logistique : comment acheminer, en temps voulu, l'équipement, le matériel et les denrées nécessaires à la réalisation d'un projet aussi vaste ? Comment assurer le minimum de confort aux travailleurs ? Et il faut vaincre les rigueurs du climat car, à la Baie-James, les hivers sont longs et rigoureux. Par sa démesure, le chantier pose des défis sur tous les plans : le financement, l'environnement, les techniques de construction en milieu hostile, les conditions de vie des travailleurs, les relations avec les peuples autochtones, etc. C'est le premier ministre Robert Bourassa qui donne son coup d'envoi au " projet du siècle ", en avril 1971.

SOURCE GÉNÉRALE

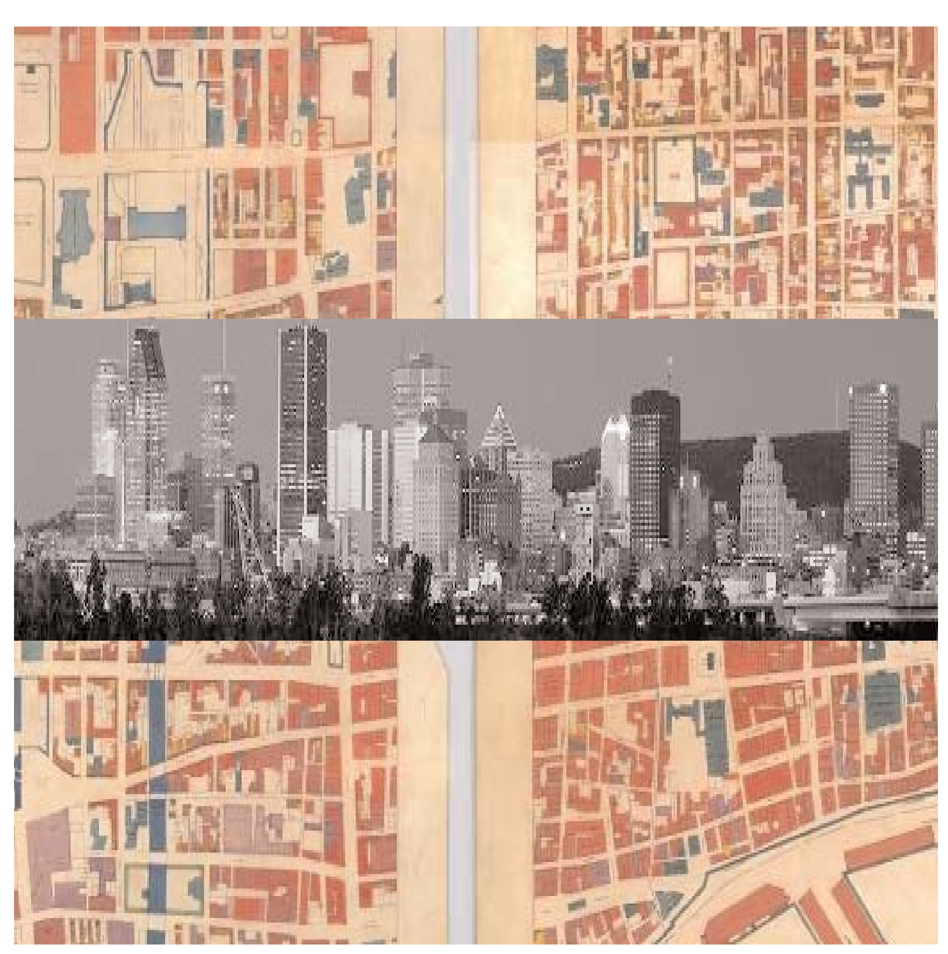
Texte
Gisèle Piedalue, Le patrimoine archéologique du Québec, Ministère de la culture des communications et de la condition féminine, mars 2009
https://www.mcc.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/publications/patrimoine/archeologie/patrimoine_industriel_archeologique_Quebec.pdf

Photo
http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/rechercheImmobilier.do?methode=afficherResultat

http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detailInventaire.do?methode=consulter&id=293&type=inv#.WBnyFNIzWUk

[http://bilan.usherbrooke.ca

http://saint-roch.blogspot.ca/p/la-vie-ouvriere.html



Vue aérospatiale de Montréal - NASA

CHRONOLOGIE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DU QUÉBEC AU 20e SIÈCLE

Quelques faits saillants industriels illustrant la diversité des entreprises implantées au Québec au 20e siècle (tirés du Bilan du siècle -Source : http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/collaborations/2776.html].

Le développement économique du Québec de 1900 à 2000

1900 Ouverture de la première Caisse Populaire Desjardins à Lévis. La coopérative financière Desjardins deviendra le leader économique du Québec et l'une des plus prospère coopérative financière au monde.
La Montreal Light, Heat & Power Co . naît de la fusion de plusieurs sociétés de distribution de gaz et d'électricité; en 1903 elle achètera son principal concurrent, la Lachine Rapids Hydraulic & Land Company .

1901 Création de la Northern Aluminum Co . Établissement d'une usine de Standard Chemical, spécialisée dans la transformation de produits chimiques à Cookshire dans les Cantons de l'Est. Ouverture de la Price-Porritt Pulp and Paper dans la région du lac Saint-Jean.

1902 Début de la production d'aluminium aux chutes de Shawinigan.
1903 Développement de la zone minière de Cobalt en Abitibi-Témiscamingue. Inauguration du chemin de fer Grand Nord reliant Montréal à Shawinigan Falls.

1904 Établissement de l'Empire Tobacco à Granby, à la suite de l'incendie qui détruit ses installations montréalaises.

1904 Création de la Dominion Textile Co, qui regroupe Dominion Cotton Mills , Merchants Manufacturing, Montmorency Cotton Mills et la Colonial Bleaching andPrinting.

1905 Incorporation de la Quebec, Montreal and Southern Railway Co . Découverte de la première mine d'or au Témiscamingue.

1906 Ouverture d'une usine de fabrication de pâte à papier chimique, à East Angus dans les Cantons de l'Est.

1907 Établissement d'une manufacture de produits plastiques (nitrate de cellulose) à Granby.
Ouverture de l'usine de papier kraft Brompton Pulp and Paper à East Angus; la région des Cantons de l'Est sera la pionnière dans ce type de fabrication.

1908 Ouverture de l'usine de caoutchouc S.H.C. Miner Rubber à Granby, une usine spécialisée dans la fabrication de chaussures de caoutchouc.
Début des travaux de construction du chemin de fer National Transcontinental en Abitibi-Témiscamingue.

1909 Ouverture des deux premières fabriques de fromage et de beurre en Abitibi-Témiscamingue. Inauguration d'une ligne de tramways à Longueuil.
1910 Fondation de la brasserie Frontenac à Montréal.

1911 Création de l'Asbestos Corporation of Canada . Ouverture des chantiers maritimes de Maisonneuve par la compagnie Vickers. 1912 Création de la Southern Canada Power Co ., qui exploitera un réseau de distribution d'électricité dans plusieurs villes du sud-est du Québec.

1913 Établissement de la scierie Makamik Sawmill de Boisclair en Abitibi, voisine de la Pontiac Pulp and Lumber , une scierie propriété des frères Rouleau. Création du ministère de la Voirie du Québec.

1914 Ouverture d'une usine de fabrication de bas de soie, la compagnie américaine Julius Kayser, à Sherbrooke. Construction d'une usine de pâtes et papier par Abitibi Paper and Power Co . sur les bords du lac Abitibi.

1915 Création de la compagnie Johns-Manville pour exploiter la mine Jeffrey à Asbestos.

1918 -1923 Création du réseau ferroviaire Canadien National, composé des avoirs résiduels de 221 compagnies ferroviaires différentes, et dont le siège social sera à Montréal.

1919 Inauguration du pont de Québec, le plus long pont cantilever au monde, permettant de relier les deux rives du Saint-Laurent.

1923 Création de la Quinze Power Corporation pour aménager une centrale sur la rivière Quinze.

1924 Fondation de la Distillers Corporation Limited à Montréal. Ouverture de l'usine de papier d'amiante Canadian Johns-Manville à Asbestos.

1925 Établissement d'une usine de la Canadian International Paper en Outaouais. Début de la construction d'une usine d'aluminium à Arvida pour le compte de Arthur Vining Davis de la compagnie Alcan.
Création de l'Asbestos Corporation, regroupant onze entreprises impliquées dans la production de l'amiante.

1926 Fondation de la Regina Shoe, première usine implantée à Sainte- Marie-de-Beauce, et dont la production sera destinée aux marchés de Montréal et Toronto. Création de la Gatineau Power Corporation .

1927 Fermeture de l'usine de pâtes et papiers de Val-Jalbert due à une surproduction à l'échelle mondiale, entraînant la fermeture du village.
Ouverture de la mine Horne dans le canton de Rouyn.

1928 Établissement de la papetière l'Anglo Pulp and Paper à Québec, dans le quartier Limoilou.

1928 Inauguration de la Saint-Georges Woolen Mills , spécialisée dans letis-

sage des laines, à Saint-Georges-de-Beauce.

1929 Fondation de la Compagnie de transport maritime du Bas Saint-Laurent. Ouverture de la mine Siscoe sur la rivière Harricana en Abitibi.

1931 Faillite de Abitibi Power and Paper Company .

1932 Ouverture de la compagnie Duchesse Shoe à Richmond. Fondation de l'entreprise Valley Shoe inc . à Vallée-Jonction, en Beauce. Fondation de Lamarque Gold Mines Ltd dans la région de Val-d'Or.

1937 Création de Marine Industries qui se verra confier la construction de navires d'escorte et de débarquement pour les opérations de la Deuxième Guerre mondiale.

1938 Établissement d'une usine de lait concentré à Sherbrooke. Création de la Coopérative agricole du canton de Granby, réunissant 88 agriculteurs.

1941 Ouverture officielle de l'aéroport international de Dorval.

1944 Création de la Commission hydroélectrique de Québec, le début d'Hydro-Québec.

1945 Entrée en vigueur de la Loi de l'électrification rurale afin de favoriser la création et le développement de coopératives d'électricité.

1946 Construction de la centrale hydroélectrique de Beauharnois. Octroi d'un permis d'exploitation à la Hollinger North Shore Exploration Co . sur un territoire de 300 milles carrés au Nouveau-Québec.

1947 Achat de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated par Hydro-Québec.

1948 Création de l'entreprise Quebec Iron and Titanium - Fer et Titane inc., première compagnie québécoise à extraire et transformer le minerai au Québec, au Lac Tio. Construction du chemin de fer de 42 kilomètres reliant Havre Saint-Pierre à la mine Tio.

1949 Création de la Iron Ore of Canada dans la région de Schefferville. 1950 Relance de l'exploitation minière à Chibougamau, suite à l'ouverture d'une route permanente dans la région.

1950 -1954 Construction d'un des plus grands chantiers au Québec à cette époque : une voie ferrée de 573 kilomètres reliant Sept-Îles à Schefferville, des installations minières à Schefferville, deux barrages hydroélectriques, l'un à Sept-Îles et l'autre à Schefferville, des installations portuaires à Sept-Îles, et finalement la construction des villes de Schefferville et de Sept-Îles.

1951 - Ouverture d'un premier restaurant Saint-Hubert à Montréal
Hélène Léger et son mari René ouvrent une première rôtisserie sur la rue Saint-Hubert, à Montréal. Grâce à sa spécialité, le poulet, la chaîne Saint-Hubert deviendra au fil des ans une des plus importantes entreprises québécoises dans le domaine de la restauration.

9 mars 1951 - Approbation par le gouvernement fédéral de la constitution de la Trans-Canada Pipe Lines Limited. Le gouvernement libéral de Louis-Saint Laurent approuve la constitution en corporation de la Trans-Canada Pipe Lines Limited.

27 mai 1951 - Début des travaux de construction à Manicouagan
Les coûts de cette centrale électrique, qui sera construite dans le nord du Québec, sont évalués à environ 15 millions de dollars.

1952 - Fondation de Hewitt Équipment Ltée. Cette entreprise fondée par Robert Hewitt fait la distribution et l'entretien d'équipements utilisés sur les chantiers du Québec (camions de chantier, pelles hydrauliques, moteurs, etc.).

25 septembre 1952 - Annonce de la construction d'une centrale hydroélectrique à Bersimis. Le premier ministre du Québec, Maurice Duplessis , annonce la construction d'une centrale hydroélectrique à Bersimis. Les coûts de construction sont évalués à 100 000 $.

1 janvier 1953 - Création de la compagnie Québecair
Québecair naît de la fusion de Air Rimouski, fondé en 1946, et de Aviation du Golfe. Cette compagnie dessert les régions périphériques du Québec.

8 septembre 1953 - Tenue d'une conférence inter-provinciale sur l'agriculture à Québec. Une conférence inter-provinciale se tient à Québec pour passer en revue la condition de l'agriculture au Québec. Le premier ministre du Québec, Maurice Duplessis, dresse un bilan positif de ce secteur pour la dernière année. Il soutient que l'aide gouvernementale est suffisante et que "les cultivateurs rencontrent leurs obligations".

1954 - Fondation de la fromagerie Saputo
À Montréal, Lino Saputo ouvre une fromagerie avec l'aide de sa mère Maria et de son père, le maître-fromager Giuseppe Saputo. Ensemble, ils développent la production de mozzarella.

1954 - Fondation de la compagnie Lake Asbestos
Propriété de l'American Smelting and Refining co., la compagnie Lake Asbestos gravira rapidement les échelons. Elle deviendra en 1978 le deuxième producteur d'amiante au pays, devançant l'Asbestos Corp.

14 décembre 1955 - Dépôt d'un projet de loi sur la production, la vente et la distribution du papier journal. Le gouvernement unioniste de Maurice Duplessis présente un projet de loi visant à contrôler la production, la vente et la distribution du papier journal manufacturé à même le bois coupé au Québec.

1956 - Début des opérations de la Canadian British Aluminium (Reynolds) à Baie-Comeau. La Canadian British Aluminium s'installe à proximité des ressources hydroélectriques excédentaires de la Quebec North Shore, à Baie-Comeau. En 1958, elle débutera la transformation de l'alumine.

1957 - Création de la compagnie Hamel Transport Ltée
La compagnie de transport Émile Hamel et fils change de nom et devient Hamel Transport Ltée. Elle obtient les premiers contrats de transport de matériaux en vue de la construction des deux premières mines de Chibougamau.

1957 - Annonce d'investissements dans l'industrie minière au Nouveau-Québec. Après cinq année de prospection, le géant américain United Steel investit via sa filiale canadienne, Quebec Cartier Mining, dans l'ouverture d'une mine de fer à Gagnon, au Nouveau-Québec.

1957 - Arrivée de la Québec Cartier Mining à Port-Cartier sur la Côte-Nord
L'arrivée de la Québec Cartier Mining à Port-Cartier, sur la Côte-Nord, entraîne le développement de cette petite localité d'à peine 2 000 habitants. En plus d'un nouveau quai, la compagnie investira dans la construction du chemin de fer ainsi que dans l'érection de nouveaux quartiers. La Québec Cartier Mining permettra également à la ville de Port-Cartier d'éviter l'accroissement de son taux de chômage.

1957 - Fondation du Fashion Group International de Montréal
Regroupant des femmes recrutées parmi les dirigeantes d'entreprises, cet organisme à but non lucratif fait la promotion des femmes cadres oeuvrant dans les différents secteurs de la mode et du design. Tous les profits sont versés à des oeuvres humanitaires ou sont offerts sous forme de bourses pour les futurs designers.

14 décembre 1957 - Ouverture officielle du nouvel aérogare de l'Ancienne-Lorette. Le maire de Québec, Wilfrid Hamel, le ministre fédéral des Transports, George Hees, et d'autres dignitaires assistent à l'inauguration du nouvel aérogare de l'Ancienne-Lorette, près de Québec.

1958 - Fermeture de la mine d'amiante de la Quebec Asbestos à East Broughton, en Beauce. Après 60 ans d'exploitation, la mine d'amiante de la Quebec Asbestos à East Broughton, en Beauce, ferme ses portes. Au fil des ans, elle a donné du travail à des centaines de travailleurs de la région.

16 octobre 1958 - Inauguration d'une mine d'amiante à Black Lake
Le premier ministre du Québec, Maurice Duplessis , inaugure une nouvelle mine d'amiante à Black Lake, près de Thetford-Mines. Son coût est évalué à environ 36 millions de dollars.

1959 - Invention de la motoneige
Vingt-sept ans après la mise au point d'un prototype de motoneige à hélice, Joseph-Armand Bombardier perfectionne un nouveau modèle de motoneige. Cette invention stimulera le développement de toute une industrie dont profitera la compagnie Bombardier, fondée par l'inventeur en 1942.

26 juin 1959 - Inauguration officielle de la voie maritime du Saint-Laurent
Près de cinq ans après le début des travaux, la voie maritime du Saint-Laurent est officiellement inaugurée. De nombreux dignitaires assistent à la cérémonie, dont la reine Elisabeth II, le président américain, Dwight Eisenhower, et le premier ministre du Canada, John Diefenbaker . Tout le long de la voie fluviale, une foule de 20 000 personnes assiste au passage du Britannia.

1960 - Acquisition des actifs de deux compagnies forestières régionales par la Domtar. La compagnie Domtar aquiert les actifs détenus par la Brompton Pulp and Paper Company ainsi que ceux de la Canada Paper, deux entreprises régionales oeuvrant dans le domaine des pâtes et papiers.

1960 - Installation de deux multinationales du domaine céréalier à Baie-Comeau. La multinationale Cargill Grain procède à l'installation d'un quai et à l'érection d'un ensemble de silos capables d'entreposer plus de 400 000 tonnes de céréales à Baie-Comeau.

1960 - Création de l'usine Les Aciers Canam à Saint-Gédéon de Beauce
Cette usine, propriété de Canam Manac, transforme à ses débuts 3 000 tonnes d'acier en poutrelles destinées principalement au marché américain.

Janvier 1960 - Nomination d'une première Femme du mois par la revue "Commerce". La récipiendaire de cet honneur, Louise de Gaspé Beaubien, est la présidente de l'hôpital Sainte-Justine depuis sa fondation, en 1907.

23 janvier 1960 - Ouverture du boulevard Métropolitain à la circulation automobile. Une section du boulevard Métropolitain située entre le boulevard Pix IX et un point un peu à l'ouest de l'autoroute des Laurentides, est ouverte à la circulation automobile.

Mars 1960 - Annonce de la construction d'une nouvelle usine à Tracy
La British Titan Product Ltd annonce qu'elle commencera dès le printemps 1960 la construction d'une usine de 15 millions de dollars.

9 mars 1960 - Annonce d'un investissement de 50 millions de dollars de la Matagami Lake Mines. Le premier ministre du Québec, Antonio Barrette , annonce que le gouvernement investira quatre millions de dollars pour construire une route qui va rejoindre l'exploitation minière du lac Matagami.

18 mars 1960 - Entrée en vigueur d'une loi pour aider à l'organisation et à l'amélioration des fermes. Cette loi, que fait adopter le gouvernement unioniste dirigé par Antonio Barrette , a pour objet de fournir des prêts aux cultivateurs pour l'achat d'animaux et d'instruments aratoires, ainsi que pour le défrichement, le drainage et la construction de bâtiments. À cet égard, elle ressemble sur plusieurs points à la loi fédérale de 1944.

Avril 1960 - Annonce par le Commissariat industriel de Jonquière-Kénogami de l'ouverture d'une industrie d'aluminium. Cette compagnie s'établira dans les environs de l'Alcan et nécessitera une mise de fonds de 100 000 $. Elle produira du bardeau d'aluminium pour le revêtement extérieur des maisons. Le

début de la production est prévu pour juillet 1960.

Avril 1960 - Augmentation du nombre de faillites au Canada
Selon les statistiques, le nombre de faillites canadiennes aurait augmenté de 13 % au cours de la dernière année. En mars 1959, 127 faillites eurent lieu contre 186 en mars 1960.

3 juin 1960 - Annonce de la création de la Quebec South Shore Corporation
Le premier ministre du Québec, Antonio Barrette, a réussi à convaincre un groupe de financiers canadiens-français d'insvestir dans un projet de construction d'une acierie à Varennes. Celle-ci emploiera au départ 250 personnes.

Septembre 1960 - Annonce de la construction d'une usine dans une raffinerie de l'Est de Montréal. Cette usine servira à l'extraction d'hydrocarbure cyclique. Il s'agit d'un investissement de 2,5 millions de dollars par la British American Oil Co. qui emploiera 200 personnes dès hiver 1961.

23 septembre 1960 - Annonce de l'établissement d'une raffinerie de titane à Baie Saint-Paul. La maison Bienvenue Ltée a émis 500 000 $ d'obligations pour la Continental Titanium Corporation dans le but de défrayer une partie des coûts de construction.

Octobre 1960 - Réorganisation du ministère de l'Industrie et du Commerce
Le ministre de l'Industrie et du Commerce, André Rousseau, réaménage de fond en comble son ministère. Il se propose de préconiser l'expansion du secteur secondaire par le biais de la décentralisation et de la diversification.

14 octobre 1960 - Dévoilement de statistiques sur la situation de l'industrie papetière au Québec. Lors de la Journée nationale de la pulpe et du papier qui s'est déroulée en septembre, on a célébré l'importance de l'industrie du papier pour la province. [détails]

1961 - Convocation d'un comité d'étude par le ministère de l'Agriculture
Le ministre de l'Agriculture de de la Colonisation du gouvernement québécois, Alcide Courcy, convoque le Comité d'étude sur l'enseignement agricole et agronomique.

1961 - Création du Conseil d'orientation économique du Québec
Le gouvernement libéral dirigé par Jean Lesage remet sur pied le Conseil d'orientation économique du Québec (COEQ), une structure que l'Union nationale avait aboli en 1944. Son mandat consiste à planifier et à aider au redressement de l'économie québécoise.

1961 - Ouverture d'une mine de fer à Labrador City
Dans la foulée de la prospection minière amorcée au Québec depuis une quinzaine d'années, la compagnie Wabush Mines ouvre une mine près de Labrador City.

22 janvier 1961 - Début des travaux de la Wabush Iron Ore Company
La Wabush Iron Ore Company, une filiale de la United States Steel, entreprendra des travaux de l'ordre de 300 millions de dollars au Lac Wabush, dans l'Ungava, et à la Pointe-Noire, sur la côte nord du fleuve Saint-Laurent.

Mars 1961 - Annonce de l'ouverture d'un vaste territoire dans l'Ungava pour la prospection minière. Par cette mesure, le ministre provincial des Mines, Paul Earl, veut encourager l'initiative québécoise dans ce domaine.

3 mars 1961 - Dévoilement de statistiques sur le chômage
Le Canada compte 693 000 chômeurs en 1961. Géographiquement, leur répartition se fait de la façon suivante : 84 000 dans les provinces atlantiques, 249 000 au Québec, 202 000 en Ontario, 81 000 dans les Prairies et 77 000 en Colombie-Britannique.

Août 1961 - Annonce de plusieurs investissements d'envergure dans la province de Québec. De nombreux projets sont en marche, notamment l'établissement d'une raffinerie de zinc, d'une banque de financement, de nouveaux aménagements hydrauliques sur la rivière Saint-Maurice, d'une industrie pétrochimique à Varennes et d'une centrale thermique à Tracy.

24 octobre 1961 - Annonce de la construction d'une usine d'acier inoxydable à Tracy. Le premier ministre du Québec, Jean Lesage , annonce que la compagnie Atlas Steel commence à Tracy la construction de la première usine d'acier inoxydable de la province. [détails]

3 novembre 1961 - Annonce de l'établissement d'une usine minière à Sainte-Cécile. Le premier ministre du Québec, Jean Lesage , annonce qu'un consortium de cinq grandes sociétés minières établira à Sainte-Cécile, près de Valleyfield, une grande usine minière.

17 novembre 1961 - Ouverture d'un premier centre d'achats à Sherbrooke
Le Centre d'achats Sherbrooke ouvre ses portes sur la rue King, à Sherbrooke. C'est le premier centre commercial de ce genre à être construit dans la ville reine des Cantons de l'Est.

12 janvier 1962 - Annonce d'une étude sur un projet de sidérurgie québécoise. Le gouvernement libéral de Jean Lesage donne mission à l'Institut de recherche de la sidérurgie, un organisme français, d'étudier la faisabilité d'un projet de sidérurgie québécoise.

12 février 1962 - Discours du ministre des Richesses naturelles du Québec dans le cadre de la Semaine nationale de l'électricité. Le ministre des Richesses naturelles du Québec, le libéral René Lévesque , profite du goûter d'ouverture de la Semaine nationale de l'électricité pour exposer ses vues sur l'intégration du réseau québécois. Ce discours provoquera un long débat entre le gouvernement et les producteurs privés d'électricité.

Mai 1962 - Annonce d'un investissement d'un million à Joliette par la Scapa Dryers Ltd. Cet investissement permettrait la création de 100 emplois dans la région. La construction débutera en juin et la mise en marche est prévue pour le milieu de 1963.

Mai 1962 - Annonce de la création de RoyNat Ltée, une institution de financement. Mise sur pied par deux banques rivales, la Banque royale du Canada et la Banque canadienne nationale, ainsi qu'avec le concours du Montreal Trust et du Trust du Canada, la RoyNat a pour objectif de financer à court et à moyen terme les petites et moyennes entreprises par des prêts de 25 000 $ et plus.

Mai 1962 - Annonce de ventes de 8 millions de dollars par les érablières du Québec. La majorité de ces ventes se font à l'étranger, surtout aux États-Unis. Dans ce secteur, le Québec est responsable à lui seul de 87,8 % de la production canadienne.

4 mai 1962 - Dépréciation du dollar canadien
Le dollar canadien est dévalué à 92,5 cents par rapport au dollar américain. Cette dépréciation entraîne une vive réaction dans les divers secteurs économiques, financiers, politiques et syndicaux.

23 mai 1962 - Début des travaux de construction du métro de Montréal
Après deux années d'étude, on entreprend les travaux de construction des deux premières lignes du métro de Montréal. Éventuellement, on ajoutera un troisième tronçon en direction de l'île Sainte-Hélène et Longueuil, en vue de l'Exposition universelle prévue pour 1967.

Juin 1962 - Dévoilement de statistiques sur les pêcheries au Québec
En 1958, les pêcheurs du Québec ont pris 119,7 millions de livres de poissons, alors qu'en 1960 ce nombre a chuté à 95,8 millions de livres.

Juin 1962 - Modification de la loi sur l'essence
Dans la foulée de l'Ontario, le gouvernement du Québec décide de percevoir une taxe qui porte le prix du gallon d'essence de 13 à 18,5 cents.

Juin 1962 - Augmentation du trafic sur la voie maritime du Saint-Laurent
En 1962, les statistiques révèlent que le trafic fluvial sur le Saint-Laurent a augmenté de 16 % par rapport à l'année 1961.

1 juin 1962 - Abolition des postes de péage sur le pont Jacques-Cartier
Selon les prévisions, cette mesure permettrait aux principales compagnies d'autobus de faire des économies de 160 000 $ par année. Les entreprises de camionnage bénéficieraient aussi de cette mesure qui leur ferait économiser 10 000 $.

12 juin 1962 - Création de la Société générale de financement
La mise sur pied de cet organisme fut suggérée en 1960 par la Fédération des Sociétés Saint-Jean Baptiste du Québec. Son objectif est de donner un coup de pouce à l'économie québécoise par la mise en valeur des ressources naturelles et la création de nouvelles entreprises.

8 août 1962 - Déclaration du ministre des Terres et Forêts sur la coupe de bois. Le ministre québécois des Terres et Forêts, le libéral Bona Arsenault, déclare que le bois coupé après le premier juin de chaque année ne sera plus considéré comme surplus.

Septembre 1962 - Augmentation globale du coût de la vie au Canada
Une des raisons à la base de cet accroissement serait la dévaluation de la monnaie canadienne qui ne vaudrait plus que 92,5 cents par rapport au dollar américain.

8 novembre 1962 - Tenue des premières conférences régionales sur l'expansion industrielle. La première série de conférences régionales sur l'expansion industrielle s'ouvre à Montréal. Parmi les personnalités qui y assistent, on retrouve André Rousseau, le ministre québécois de l'Industrie et du Commerce, et George Hees, le ministre fédéral du Commerce.

20 décembre 1962 - Annonce d'une éventuelle révision de la Loi des mines
Le ministre québécois des Richesses naturelles, René Lévesque , annonce que la Loi des mines sera refondue au cours de la prochaine session.

28 décembre 1962 - Nationalisation de onze compagnies d'électricité par la Commission hydroélectrique du Québec. Un mois après la réélection de son gouvernement, le premier ministre du Québec, Jean Lesage , annonce que la Commission hydroélectrique du Québec (Hydro-Québec) déboursera 604 millions de dollars pour nationaliser onze compagnies d'électricité.

31 janvier 1963 - Acquisition de la Société de fiducie du Québec par le Mouvement Desjardins. Le Mouvement Desjardins se porte acquéreur de la Société de fiducie du Québec. Cette transaction lui permet de diversifier la gamme de services offerts à ses membres.

Février 1963 - Tenue d'une réunion qui mènera à la création du Conseil du patronat du Québec. Des représentants du patronat, du mouvement syndical et du milieu universitaire se réunissent afin d'étudier la possibilité de créer une fédération des associations patronales.

Avril 1963 - Versement de 86 000$ en bourses pour former des spécialistes en agriculture. Ces bourses sont offertes par le Conseil des recherches agricoles. Créé en 1947, cet organisme vient de faire l'objet d'une réorganisation.

23 avril 1963 - Acceptation de l'offre de l'Hydro-Québec par les actionnaires des compagnies d'électricité. Le premier ministre Jean Lesage annonce que 90 % des actionnaires de sept compagnies d'électricité nationalisées ont accepté l'offre formulée le 22 février pour l'achat de leur actions. [détails]

1 mai 1963 - Refonte de la Loi des marchés agricoles du Québec
Parmi les changements apportés par la Loi 13, soulignons la disparition de l'Office des marchés agricoles du Québec au profit d'un nouvel organisme : la Régie des marchés agricoles du Québec.

3 juillet 1963 - Annonce d'une baisse des tarifs d'électricité par le gouvernement du Québec. À la suite de la nationalisation des compagnies d'électricité, le ministre des Richesses naturelles, René Lévesque , annonce une baisse des taux d'électricité dans la plupart des régions du Québec.

Août 1963 - Annonce de l'exploitation du minerai de cuivre à Murdochville
Une compagnie annonce qu'elle investira huit millions sur une période de cinq ans pour extraire 19 millions de tonnes de minerai de cuivre à Murdochville. L'exploitation débutera d'ici la fin 1967.

16 octobre 1963 - Début des opérations minières dans la région de Matagami. Les trois compagnies qui oeuvrent dans la région de Matagami sont sous le contrôle du géant minier Noranda Mines Limited, dont environ 90 % des actionnaires sont canadiens.

31 octobre 1963 - Présentation officielle d'un rapport de rentabilité sur l'industrie sidérurgique au Québec. Préparé par un groupe d'ingénieurs-conseils, ce rapport en cinq volumes est présenté officiellement au premier ministre du Québec, Jean Lesage .

1964 - Dévoilement de statistiques sur l'essor de l'automobile au Québec
Selon des données rendues publiques, au Québec, 64 % des ménages possèdent au moins une automobile, comparativement à 36 % en 1953.

Février 1964 - Annonce d'un programme d'expansion et de modernisation de la Canadian Celanese Co. Cette compagnie compte en profiter pour améliorer ses installations de Drummondville, Coaticook et Saint-Jean.

Mars 1964 - Acquisition par l'Asbestos Corporation Limited du groupe Johnson. L'Asbestos Corporation Limited (ACL), une entreprise oeuvrant dans le secteur minier, absorbe les deux compagnies du groupe Johnson installées dans les Cantons de l'Est.

Avril 1964 - Annonce d'un investissement de 12 millions à Saint-Jean par la Dominion Textile. Cette entreprise fondée en 1905 prévoit ouvrir une usine complètement modernisée en 1965. Elle compte y engager de 300 à 350 ouvriers.

Mai 1964 - Annonce d'un investissement de 50 millions par General Motors
Le géant de l'industrie automobile américaine General Motors (GM) annonce qu'il installera une usine de montage à Sainte-Thérèse de Blainville. Ses dirigeants prévoient l'embauche de 2 500 employés et une production de 100 000 voitures, des modèles Pontiac et Chevrolet, par année. La production devrait commencer à l'automne 1965.

Mai 1964 - Dévoilement de statistiques sur la situation des industries au Québec. Depuis 1960, les statistiques révèlent que le développement industriel québécois connaît une expansion fulgurante.

Juin 1964 - Annonce de l'ouverture de ports de mer dans plusieurs villes de la Gaspésie. Le ministre des Travaux publics annonce la construction de ports en eaux profondes ouverts à l'année à Matane, Chandler et Gros Cacouna, près de Rivière-du-Loup.

Juillet 1964 - Annonce de l'établissement de 25 nouvelles entreprises à Ville Saint-Laurent. Ce plan de développement s'élève à 12 millions de dollars, dont 3 millions pour des contrats qui sont déjà signés.

Juillet 1964 - Annonce de la construction d'un laboratoire de physique nucléaire à l'Université de Montréal. Ce laboratoire sera intégré au département de physique de la Faculté des sciences. Le coût de sa construction s'élévera à 4,5 millions de dollars.

Août 1964 - Inauguration d'une nouvelle usine d'Électrolux à Pointe-Claire
Cet investissement de 2 millions de dollars permettra l'embauche de 250 personnes lorsque l'entreprise fonctionnera à pleine capacité. La production quotidienne s'élèvera à 600 appareils, surtout des aspirateurs et des polissoirs à planchers.

Septembre 1964 - Annonce de la construction d'une papeterie à Portage-du-Fort. Cet investissement, qui s'élève à 35 millions de dollars, nécessitera l'embauche de 350 ouvriers par la Consolidated Paper Corporation Ltd .

Novembre 1964 - Offre de primes de 800 000 $ à des colons par le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation. Cette prime sera offerte à 4 301 colons pour le défrichement, l'essouchement et le labour des terres. L'objectif de cette mesure gouvernementale est de promouvoir un établissement agricole viable et rentable.

20 novembre 1964 - Annonce de l'installation d'une usine automobile au Québec. Le président et directeur général de la Société générale de financement (SGF), Gérard Filion, annonce l'implantation de l'usine Renault-Peugeot à Saint-Bruno-de-Montarville.

1965 - Construction d'une usine de pâte à papier Kraft à Lebel-sur-Quévillion
La compagnie Domtar construit une usine de pâte à papier Kraft sur les bords du lac Quévillion. Au cours des années qui suivront, elle implantera tout un complexe de sciage avec l'ajout d'une scierie, d'un séchoir, et d'une usine de rabotage.

Mars 1965 - Annonce par le ministère de la Voirie provinciale d'un investissement de un milliard pour les routes du Québec. Cette mesure s'échelonnera sur une période de 10 ans, soit de 1960 à 1970. Elle permettra l'amélioration et la création de routes.

31 mars 1965 - Création de la sidérurgie du Québec
Donnant suite aux promeses formulées l'année précédente, le premier ministre du Québec, Jean Lesage , annonce que Bécancour sera l'emplacement de la future sidérurgie du Québec.

Avril 1965 - Fondation des Papiers Cascades à Kingsey Falls
Les frères Laurent, Alain et Bernard Lemaire fondent l'entreprise Papiers Cascades à Kingsey Falls, dans les Cantons de l'Est. Peu à peu, l'entreprise prendra de l'expansion et ouvrira des filiales au Canada, aux États-Unis et en Europe.

Avril 1965 - Annonce par la Dominion Textile d'un vaste programme d'expansion et de rénovation de ses installations
En tout, 37 millions seront investis sur deux ans, dont 23 au Québec. Dominion Textile, une entreprise québécoise spécialisée dans la transformation et la fabrication de produits textiles, est un des principaux employeurs de la province.

11 mai 1965 - Annonce de la construction d'une centrale nucléaire
La conclusion d'une entente entre Québec et Ottawa permet au premier ministre du Québec, Jean Lesage , d'annoncer la construction d'une centrale nucléaire.

17 mai 1965 - Ouverture de l'abattoir Turcotte et Turmel à Vallée-Jonction en Beauce. L'abattoir Turcotte et Turmel situé à Vallée-Jonction, en Beauce, emploie à ses débuts 10 personnes qui abattent 80 porcs par jour. En 1987, cet abattoir offrira du travail à plus de 230 employés et son volume de porcs passera à 3 500 par jour.

Juillet 1965 - Début de la production à l'usine de minerai de fer de Pointe-Noire. L'usine de bouletage de minerai de fer construite à Pointe-Noire, non loin de Sept-Îles, commence sa production.

26 août 1965 - Acquisition des industries Volcano et Forano par Marine Industries. La Société générale de financement (SGF) se départit des industries Volcano et Forano qui deviennent propriété de Marine Industries.

Septembre 1965 - Annonce d'une hausse du salaire minimum dans la province de Québec. Le gouvernement libéral dirigé par Jean Lesage annonce que le taux horaire sera porté à 0,85 cents à Montréal tandis que, dans le reste de la province, il passera à 0,80 cents.

Novembre 1965 - Investissement de 42 millions par la société Price Brothers dans ses usines du Lac Saint-Jean et du Saguenay. Cet investissement permettra la construction d'une scierie et d'installations de rabotage à Shipshaw, l'acquisition d'une machine à papier journal à grande vitesse, ainsi que l'installation d'un turbogénérateur à l'usine de Kénogami et d'un séchoir à pâte à l'usine de carton de Jonquière.

1 décembre 1965 - Dévoilement d'un rapport sur l'industrie du gaz naturel
Le premier ministre du Québec, Jean Lesage , rend public le rapport du juge Jacques Vadeboncoeur, président de la Régie de l'électricité et du gaz naturel.

1966 - Construction d'une usine de papier kraft de la Consolidated Bathurst, à Portage-du-Fort. La Consolidated Bathurst construit une usine de papier kraft dans la région de Pontiac, en Outaouais. Cette décision marque le début d'une période de croissance pour le secteur des pâtes et papier dans la région.

Avril 1966 - Construction de l'usine Firestone à Joliette
En tout, 450 personnes travaillent à la construction de cette usine de pneus dont les coûts sont estimés à 15 millions de dollars.

Mai 1966 - Annonce de l'établissement d'une raffinerie de pétrole à Varennes. Cet investissement de la Murphy Oil s'élève à 100 millions. Cette installation nécessitera un aménagement de quais destinés à l'expédition et à l'arrivage de produits volatils.

Octobre 1966 - Annonce de l'établissement de la plus grande fonderie au Canada à Louiseville. La compagnie Bemet Holdings Corporation investira 12 millions de dollars dans cette usine. Elle y produira des tuyaux métalliques à partir de l'automne 1967.

3 octobre 1966 - Création du département de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration au gouvernement fédéral. La création de ce ministère démontre la volonté du gouvernement d'arrimer les besoins de l'immigration à ceux de l'économie canadienne.

14 octobre 1966 - Inauguration du métro de Montréal
Quatre ans après le début des travaux, le métro de Montréal est inauguré en grande pompe. La Commission des transports de Montréal sera chargée de l'administration de ce moyen de transport dont la construction a généré plusieurs milliers d'emplois directs et indirects.

Février 1967 - Dévoilement de statistiques concernant les activités du port de Montréal. Ces statistiques révèlent que, globalement, le trafic maritime tend à augmenter à Montréal, notamment durant la période hivernale.

Mars 1967 - Dévoilement de statistiques sur l'exil des cerveaux au Canada
Selon les données recueillies, le nombre de travailleurs canadiens d'expérience qui émigrent aux États-Unis est assez élevé. Seulement au cours de l'année 1966, 858 ingénieurs, 105 chimistes et 131 hommes de sciences auraient pris la route des États-Unis.

11 mars 1967 - Inauguration du pont tunnel Louis-Hippolyte Lafontaine
Le pont tunnel Louis-Hippolyte Lafontaine est officiellement ouvert à la circulation. Traversant le fleuve Saint-Laurent sous l'eau, il permet de relier Montréal à la Rive-Sud. D'une longueur de 19 350 pieds, le coût de sa construction s'élève à 75 millions de dollars.

Juin 1967 - Investissement de 80 millions de dollars par Shell Canada Limited à Montréal-Est. Cet investissement permettra l'agrandissement de la raffinerie en opération. Grâce à cette mesure, la production augmentera de 62 000 à 110 000 barils de pétrole par jour, pour un total de 55 millions de dollars.

Septembre 1967 - Annonce de mises à pied massives par la compagnie Algoma Steel Corporation. L'Algoma Steel Corporation annonce qu'elle met à pied 900 personnes et suspend indéfiniment ses travaux d'expansion.

Septembre 1967 - Annonce du projet du centenaire de la compagnie Dominion Textile. Il s'agit d'un programme de bourses qui permettra à douze jeunes de toucher une somme de 1 000 à 1 200 $ pour faire des études sur une période de 4 à 5 ans. La Dominion Textile est une entreprise québécoise

qui donne de l'ouvrage à des milliers de travailleurs de la province. [détails]

Novembre 1967 - Inauguration d'une nouvelle usine de l'Atlas Steel Company à Tracy. Cette entreprise est une division de la Rio Algom Mines Limited dont les investissements à Tracy s'élèvent à 55 millions de dollars. Elle produira 40 000 tonnes d'acier inoxydable par année.

Janvier 1968 - Annonce d'une expansion à l'usine Goodyear de Valleyfield
Environ 11 millions et demi de dolars seront investis dans cette expansion qui aura lieu dans la section des pneus de voiture de tourisme. Elle permettra l'emploi de 250 personnes additionnelles.

Mars 1968 - Début d'un programme de promotion commerciale créé par le ministère de l'Industrie et du Commerce. Le gouvernement québécois enverra des missions commerciales durant la période estivale en Europe, aux États-Unis et dans le reste du Canada pour faire connaître les produits de la province.

Avril 1968 - Inauguration de la Place Bonaventure
Le premier ministre du Québec, Daniel Johnson, est le principal invité d'honneur à cette cérémonie d'inauguration. Plusieurs autres dignitaires, représentants industriels et commerciaux, y participent également.

Juin 1968 - Investissement de quatre millions de dollars à Saint-Jérôme par la compagnie International Telephone and Telegraph
Cet investissement de l'International Telephone and Telegraph (ITT) permettra l'embauche de 150 à 250 personnes

Juin 1968 - Annonce d'un investissement de 11 millions par deux grandes compagnies pharmaceutiques à Kirkland. Charles E. Frost et Merk Sharp and Dome of Canada, deux grandes compagnies pharmaceutiques canadiennes, construiront un vaste complexe industriel qui intégrera des laboratoires de recherche.

Juillet 1968 - Annonce de la construction à Varennes d'une distillerie d'alcool éthylique synthétique. Construite au coût de 10 millions, cette usine, la première du genre au Canada, aura une capacité de production de 15 millions de gallons d'alcool éthylique et anhydre par an.

5 juillet 1968 - Adoption du projet de loi 47 modifiant la Loi des marchés agricoles. L'adoption du projet de loi 47 sur les marchés agricoles est sujet de division entre le mouvement syndical agricole et le mouvement coopératif agricole. Cette dissension amène le vice-premier ministre du Québec, Jean-Jacques, Bertrand, à lancer en fin d'après-midi : "Unis, les cultivateurs réussiront, divisés, vous faillirez".

Août 1968 - Dévoilement de statistiques sur le développement industriel au Canada. Depuis 1958, 14 195 industries ont été implantées au Canada, dont 5 315 en Ontario et 4 288 au Québec.

27 décembre 1968 - Acquisition de l'usine Dosco par Sidbec
La Sidérurgie du Québec (Sidbec) achète à la compagnie Dominion Steel and Coal Corporation (Dosco) son aciérie de Contrecoeur, ainsi que ses installations de Montréal, Verdun et Etobicoke, en Ontario.

1969 - Fermeture de l'usine Penman's à Coaticook
Cette fermeture survient dans le contexte de la crise qui touche l'industrie textile au Québec au cours des années 70 et 80. Elle témoigne de la volonté de la Dominion Textile (DT) de restructurer ses engagements dans la région, ce qui aura des répercussions dramatiques au niveau de l'emploi. [détails]

Janvier 1969 - Dévoilement de statistiques sur l'industrie pétrolière au Québec en 1968. Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Jean-Paul Beaudry, révèle que 75 millions de dollars ont été investis dans l'industrie pétrolière québécoise en 1968.

23 janvier 1969 - Inscription du titre Bombardier à la Bourse de Montréal
Cette inscription de l'entreprise Bombardier Ltée. s'accompagne d'une offre publique de deux millions d'actions.

24 mars 1969 - Dévoilement de statistiques sur l'industrie du textile au Québec. Les statistiques rendues publiques révèlent que le textile constitue la deuxième industrie en importance dans la province. [détails]

1970 - Annonce d'un emprunt du gouvernement québécois auprès du Japon
Le gouvernement du Québec annonce qu'il empruntera 10 milliards de yens (33 millions de dollars) auprès d'institutions nippones pour financer le développement hydroélectrique de la province.

1970 - Construction d'une usine de haute technologie par la Northern Telecom à Aylmer. La compagnie Northern Telecom construit une usine de produits métalliques et électroniques à Aylmer, dans la région de l'Outaouais. La compagnie embauchera plus de 1 000 employés avant que sa situation ne se détériore, autour de 1985.

Septembre 1970 - Investissement de 300 millions par la compagnie minière Québec-Cartier. Cet investissement a pour but d'exploiter le gisement de fer situé au mont Wright. Les travaux commenceront en janvier 1971.

9 septembre 1970 - Annonce de l'adoption du nom Provigo par un géant de l'alimentation québécoise. En mai 1969, trois firmes spécialisées dans le domaine de l'alimentation fusionnent. Il s'agit de Couvrette & Provost Ltée., Denault Ltée. et Lamontagne Ltée. En septembre 1970, on annonce que la nouvelle entreprise sera dorénavant connue sous le nom de Provigo.

30 octobre 1970 - Annonce d'une baisse des taux d'intérêt sur les prêts
Neuf banques canadiennes annoncent qu'elles abaissent leurs taux d'intérêt sur les prêts. Les nouveaux taux seront en vigueur à partir du 1er novembre.

5 novembre 1970 - Annonce d'une subvention dans l'industrie de la chaussure. À la suite de l'annonce d'une subvention de 195 000 $ du gouvernement québécois, la H.H. Brown Shoe (Canada) investit 780 000 $ afin d'agrandir son usine de chaussures à Richmond, dans les Cantons de l'Est. Le nombre d'employés passera de 500 à 700.

13 novembre 1970 - Annonce du versement d'une subvention à la United Aircraft. Le premier ministre du Québec, Robert Bourassa , fait savoir que son gouvernement accordera une subvention de cinq millions de dollars à la United Aircraft.

20 décembre 1970 - Annonce de subventions fédérales pour la construction d'usines en région Le ministre de l'Expansion économique régionale, Jean Marchand , annonce l'octroi de trois subventions pour la construction d'usines au Québec. Trois entreprises obtiennent ces subventions qui devraient permettre la création de 118 emplois

4 janvier 1971 - Octroi de contrats pour les autoroutes du Québec
Le gouvernement libéral dirigé par Robert Bourassa accorde deux contrats pour des travaux routiers totalisant 47 millions de dollars.

14 janvier 1971 - Annonce de la construction d'une affinerie à Bécancour
Le premier ministre du Québec, Robert Bourassa , fait savoir que la Falconbridge Nickel Mines construira une affinerie de nickel et de cuivre dans le parc industriel de Bécancour.

25 janvier 1971 - Dépôt du projet de loi sur la Corporation de développement du Canada. Le projet de loi fédéral relatif à la création de la Corporation de développement du Canada est déposé à la Chambre des communes en première lecture.

3 février 1971 - Acquisitions par la compagnie Bombardier
La compagnie Bombardier se porte acquéreur des Industries Bouchard, sises à La Pocatière, ainsi que de MS Distribution et de Saint-Hyacinthe Sport, distributeurs pour Moto-Ski au Québec et dans les provinces maritimes.

15 février 1971 - Annonce de subventions fédérales dans le domaine des scieries. Le ministre fédéral de l'Expansion économique régionale (MEER), Jean Marchand , annonce le versement de subventions de près de 1 million de dollars à deux usines du Québec.

Mars 1971 - Annonce de la création de la Société de développement industriel. Le ministre de l'Industrie et du Commerce du Québec, Gérard D. Lévesque, donne en conférence de presse des précisions concernant le projet de loi créant la Société de développement industriel (SDI).

1 mars 1971 - Construction d'une usine d'aliments congelés à Saint-Romuald
La compagnie Les Aliments Maxi construit une usine de fabrication d'aliments congelés au coût de 2 359 000 $ à Saint-Romuald.

5 mars 1971 - Annonce de subventions fédérales dans l'industrie minière
L'annonce d'une subvention de cinq millions de dollars par le gouvernement fédéral se greffe à la décision de la Noranda Mines

15 avril 1971 - Annonce d'une subvention par le ministère de l'Expansion économique régionale. Le ministre fédéral de l'Expansion économique régionale, Jean Marchand , annonce l'octroi d'une subvention de 556 000 $ aux Industries Valcartier. Elle permettra la création de 200 emplois.

30 avril 1971 - Annonce des travaux de développement à la baie James
Lors d'un ralliement de militants libéraux qui se déroule au Colisée de Québec, le premier ministre Robert Bourassa annonce que les travaux pour le développement hydroélectrique de la baie James, au coût de 6 à 7 milliards de dollars, seront confiés à une corporation d'État.

20 mai 1971 - Apparition du yogourt Yoplait sur le marché québécois
À la suite d'un accord entre la société Sodima de France et la Coopérative agricole de Granby, celle-ci devient dépositaire d'une franchise lui permettant d'offrir sur le marché québécois un nouveau produit : le yogourt Yoplait.

Août 1971 - Octroi de 300 millions de dollars à la Communauté urbaine de Montréal pour l'épuration des eaux
Cette subvention permettra la construction de deux usines. Les travaux s'échelonneront sur une période de 10 ans.

Octobre 1971 - Création de Sergaz
La fusion de plusieurs compagnies mène à la création de Sergaz, une entreprise gestionnaire de 18 stations-service qui assure aussi l'approvisionnement en gros d'autres détaillants de la région montréalaise.

6 octobre 1971 - Début des travaux à l'aéroport de Québec
Des travaux d'envergure sont entrepris à l'aéroport de Québec. On prévoit qu'ils occasionneront des dépenses de près de 5 millions de dollars d'ici deux ans.

1972 - Fondation de la Kingsey Falls Paper Inc. Dans le but de diversifier leur production, les frères Lemaire, propriétaires de la compagnie Cascades, s'associent avec la Canadian Johns-Manville pour fonder la Kingsey Falls Paper Inc.

8 janvier 1972 - Signature d'une entente fédérale-provinciale
Une entente fédérale-provinciale prévoit la construction d'une autoroute de 45 milles dans la région de Hull. Elle coûtera 130 millions de dollars. [détails]

12 janvier 1972 - Annonce d'une nouvelle production chez General Motors
La compagnie General Motors (GM) annonce qu'à partir de l'automne 1972 elle consacrera la production de son usine de Sainte-Thérèse à la fabrication d'une petite voiture : la Vega.

20 janvier 1972 - Construction d'une nouvelle usine par Westinghouse Canada. La Westinghouse Canada annonce la construction d'une nouvelle usine à Trois-Rivières. Elle coûtera 4,5 millions de dollars et permettra la création de 150 emplois.

1 février 1972 - Annonce de la fermeture d'une usine de papier dans le Témiscamingue. La Canadian International Paper (CIP) de Montréal annonce la fermeture de son usine du Témiscamingue pour le mois de mai. Cette usine a été bâtie en 1919 et achetée en 1925 par la CIP.

20 février 1972 - Construction d'une nouvelle usine par la compagnie Alcan
La compagnie Alcan entreprend la contruction d'une nouvelle usine à Arvida. Ses coûts sont évalués à 4,5 millions de dollars.

23 février 1972 - Obtention d'un contrat d'envergure par Marine Industries
La compagnie Marine Industries obtient un contrat de 14,8 millions de dollars pour la fabrication de groupes générateurs destinés à la centrale de Churchill Falls.

28 février 1972 - Réouverture de l'usine automobile Renault à Saint-Bruno
Une forte demande pour les modèles Renault 12 motive la Société de montage automobile (SOMA) de Saint-Bruno à réouvrir ses portes plus tôt que prévu.

28 avril 1972 - Dévoilement de statistiques sur la situation de l'agriculture au Québec. Selon le recensement de 1971, le nombre de fermes au Québec est en baisse. Entre 1966 et 1971 il serait passé de 80 294 à 61 257.

16 juin 1972 - Inauguration du complexe hydroélectrique de Churchill Falls
Plusieurs personnalités, dont le premier ministre du Canada, Pierre Elliott Trudeau, ainsi que ses homologues terre-neuviens, Frank Moores, et québécois, Robert Bourassa, assistent à l'inauguration de cette centrale, la plus importante dans le monde occidental.

21 juin 1972 - Inauguration d'une usine de circuits électroniques construite à Bromont. À l'origine, cette usine, qui est propriété de la International Business Machine (IBM), a une superficie d'environ 18 600 mètres carrés. Elle produit des substrats de céramique qui sont exportés en Europe et aux États-Unis. Ces substrats entrent dans la production de circuits électroniques.

Juillet 1972 - Octroi de subventions par le Conseil national de recherche du Canada aux universités. Ce programme de subventions estimé à trois millions de dollars vise à encourager les chercheurs a accroître leurs connaissances technologiques dans les domaines de l'environnement, du contrôle biologique des moustiques, de la géologie, du génie, de l'environnement et de l'agriculture.

15 août 1972 - Annonce de la découverte d'un important gisement de sel aux Îles-de-la-Madeleine. La Société québécoise d'exploitation minière (Soquem) découvre un gisement de sel aux Îles-de-la-Madeleine. Son exploitation par les Mines Seleine débutera en 1978 après d'importants travaux d'aménagements sous-marins.

28 août 1972 - Annonce d'investissements par Dominion Textile au Québec
La Dominion Textile annonce qu'elle investira 11 millions de dollars afin de moderniser l'équipement de ses usines québécoises.

2 octobre 1972 - Annonce de la construction de deux acieries à Contrecoeur
The Steel Compagny of Canada (Stelco) annonce la construction d'une aciérie de 14,5 millions de dollars à Contrecoeur. Dix jours plus tard, la compagnie Québec Steel Products annonce qu'elle érigera une aciérie de 27 millions de dollars dans le parc industriel Jacques-Cartier à Longueuil.

26 octobre 1972 - Construction d'une deuxième centrale nucléaire à Gentilly
Hydro-Québec reçoit un prêt de 150 millions de dollars de l'Agence de l'énergie atomique du Canada pour la construction d'une deuxième centrale nucléaire à Gentilly.

1973 - Ouverture d'une usine de bouletage à Sept-Îles
La compagnie Iron Ore Co. du Canada commence les opérations à son usine de bouletage du fer à Sept-Îles. La capacité annuelle de l'usine est évaluée à six millions de tonnes.

1973 - Création de la firme Ducros, Meilleur, Roy et associés
Le rôle premier de cette nouvelle entreprise est de conseiller en informatique les dirigeants d'entreprises et les directeurs de centres informatiques.

1973 - Création de la scierie Normick Perron à La Sarre
La création de Normick Perron origine de la fusion de deux petites entreprises familiales du Témiscamingue : H.Perron & fils et J.H. Normick. Pendant sa période d'expansion, le groupe Normick Perron procédera à l'acquisition de plusieurs scieries dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue et en Ontario.

1973 - Construction d'une usine de pâte chimique Tembec à Témiscaming
Le projet Tembec est le résultat de la concertation entre les ex-employés de la Canadian International Paper (CIP), les anciens cadres de la compagnie et les gouvernements provincial et fédéral.

Janvier 1973 - Octroi de 1,7 millions aux bibliothèques québécoises
Cette décision est annoncée par le ministre des Affaires culturelles, Claire Kirkland-Casgrain.

5 janvier 1973 - Création du groupe Québec Lait inc.
Les laiteries Leclerc, Grenache et A. Poupart créent Québec Lait inc. Ce regroupement fait de cette entreprise la plus importante dans le secteur laitier au Québec.

27 juillet 1973 - Annonce de la construction d'une autoroute reliant Montréal à l'aéroport international de Mirabel. Les travaux de construction de cette voie rapide, dont les coûts sont estimés à 130 millions de dollars, commenceront le

mois prochain.

10 août 1973 - Annonce de l'achat du journal "Montréal-Matin" par "La Presse". Le journal "La Presse" achète le "Montréal-Matin" pour environ cinq millions de dollars. Le "Montréal-Matin" devient ainsi le cinquième quotidien québécois de langue française à tomber sous le contrôle de Power Corporation.

10 octobre 1973 - Ouverture du Carrefour de l'Estrie
Un nouveau centre d'achats d'envergure, le Carrefour de l'Estrie, ouvre ses portes à Sherbrooke. Avec une centaine de magasins, dont certains qui appartiennent à des grandes chaînes comme Eaton, Simpson-Sears et Pascal, ce complexe commercial d'un million et demi de pieds carrés est le plus grand du genre dans toute la région estrienne.

27 décembre 1973 - Annonce de la fermeture d'une mine de cuivre à Rouyn-Noranda. Noranda Mines annonce la fermeture prochaine de sa mine de cuivre de Horne, à Rouyn-Noranda. Cette décision sera rendue officielle en 1976.

8 janvier 1974 - Entente fédérale-provinciale dans le domaine de l'industrie pétrolière. Il s'agit d'une entente sur l'élaboration d'un oléoduc transcanadien.

9 janvier 1974 - Déclenchement d'une grève à la United Aircraft
La grève qui débute oppose la division de Longueuil de la United Aircraft, une multinationale américaine, à ses 2 000 employés affiliés à la section 510 des Travailleurs unis de l'automobile. Ce conflit mouvementé sera l'un des plus durs de l'histoire du syndicalisme québécois.

13 janvier 1974 - Début des travaux de construction d'une scierie sur la Côte-Nord. Cette scierie qui sera construite à Sacré-Coeur au coût de 5,8 millions de dollars, entrera en service dès l'automne. Elle embauchera 169 ouvriers pour l'usine et 150 pour la forêt.

Février 1974 - Investissement de 50 millions par une multinationale allemande à Bécancour. La garantie de l'approvisionnement en électricité par Hydro-Québec a favorisé cette décision. Cette entreprise européenne se spécialise dans la production de ferro-alliage et de ferro-silicone.

Mars 1974 - Octroi d'une subvention fédérale de 30 millions de dollars à la sidérurgie québécoise. Sidbec affectera cette somme à un programme d'investissement de l'ordre de 180 millions.

Juin 1974 - Octroi de subventions par le ministère fédéral de l'Énergie
En tout, 861 528 $ ont été distribués entre 38 institutions canadiennes qui poursuivent des recherches dans le domaine des ressources énergétiques et minérales.

Mars 1975 - Établissement d'une politique portuaire au Québec
Le premier ministre du Québec, Robert Bourassa, déclare que le développement portuaire est un élément majeur dans la vie économique québécoise.

18 mars 1975 - Déclenchement d'une grève majeure dans l'industrie minière
Près de 3 500 travailleurs de l'amiante des villes de Thetford Mines, Black Lake et East-Broughton entrent en grève. Ils veulent ainsi protester contre l'insuffisance des offres salariales qui leur sont faites en cette période de forte inflation.

Octobre 1975 - Tenue d'un colloque à Francfort organisé par le Conseil de l'industrie et du commerce du Québec
C'est à cette occasion que le premier ministre du Québec, Robert Bourassa, et le ministre de l'Industrie et du Commerce, Guy Saint-Pierre, annoncent les grandes lignes de la politique québécoise concernant les investissements étrangers.

4 octobre 1975 - Inauguration de l'aéroport de Mirabel
Le premier ministre du Canada, Pierre Elliott Trudeau , le premier ministre du Québec, Robert Bourassa , et le maire de Montréal, Jean Drapeau , inaugurent l'aéroport de Mirabel. Le lendemain, celui-ci est ouvert au public.

Décembre 1975 - Annonce par le ministre d'État aux Transports d'une aide financière de 70 millions pour le transport urbain. Selon le ministre libéral Paul Berthiaume, cette somme sera disponible au prochain exercice financier. Avec elle, le gouvernement espère contrer le déficit des organismes de transport urbain dans les villes à forte densité de population.

3 décembre 1975 - Adoption de la Loi sur les mesures de contrôle des prix et des salaires. Le gouvernement libéral dirigé par Pierre Elliott Trudeau fait adopter par la Chambre des communes le projet de loi C-73 sur les mesures de contrôle des prix et des salaires.

1976 - Prolongement de la route 138 de Tadoussac vers Havre-Saint-Pierre
Le gouvernement du Québec entreprend le prolongement de la route 138 pour relier Tadoussac et Havre-Saint-Pierre, deux pôles importants de la Côte-Nord.

28 janvier 1976 - Inauguration de la centrale Manic-3
Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, Jean Cournoyer, inaugure la centrale hydroélectrique de Manic-3.

1977 - Création des Entreprises cellulaires Waterville
Après la fermeture de l'usine B.F. Goodrich, en activité dans la région depuis 1954, des entrepreneurs locaux s'unissent et créent les Entreprises cellulaires Waterville, une compagnie qui connaîtra un développement remarquable dans le domaine des produits plastiques.

27 février 1977 - Acquisition de l'Impériale par la compagnie d'assurances La Laurentienne. L'Impériale, une compagnie d'assurance-vie dont le siège social est à Toronto, passe aux mains de la Laurentienne.

28 février 1977 - Annonce de la création de Via Rail Canada
Le ministre fédéral des Transports, Otto Lang, annonce la création de Via Rail Canada. Son rôle consistera à assurer un service voyageur efficace à des

coûts avantageux.

Mai 1977 - Création de dix Sociétés régionales de développement de l'entreprise du Québec. Dix Sociétés régionales de développement de l'entreprise du Québec (SODEQ) couvriront l'ensemble du territoire québécois.

Juin 1977 - Restructuration du ministère fédéral de l'Expansion économique régionale. Pour Marcel Lessard, ministre fédéral de l'Expansion économique régionale (MEER), "Le but de cette réorganisation est de mieux nous habiliter à stimuler le genre de développement économique requis, de toute urgence, dans toutes les régions du Québec."

Septembre 1977 - Implantation d'une usine Catelli à Saint-Hyacinthe
Cette usine, dont le coût est évalué à 5,3 millions de dollars, commencera sa production en juillet 1978.

1978 - Fondation de l'entreprise Somapro . Yvon Gauthier et Gilles Lapierre fondent la firme Somapro Ltée. Cette entreprise montréalaise offre des services de consultation en informatique et en management au profit d'entreprises privées et d'organismes publics et parapublics.

1978 - Construction d'une nouvelle usine de sciage sur la rivière aux Outardes. Une entente intervient entre la compagnie QUNO et la société d'État Rexfor pour la construction d'une nouvelle usine de bois de sciage sur la Côte-Nord. Ses coûts d'immobilisation seront partagés entre les deux investisseurs.

Juillet 1978 - Annonce d'un investissement fédéral pour la construction d'un centre de recherche scientifique sur la Rive-Sud de Montréal
Ce centre de recherche et d'utilisation des matériaux sera affilié au Conseil national de la recherche scientifique (CNRS).

8 juillet 1978 - Annonce par Cadbury de la fermeture de son usine de Montréal. La compagnie de chocolat britannique Cadbury annonce qu'elle fermera son usine de Montréal et concentrera ses activités à Whitby, en Ontario.

Août 1978 - Entente entre le gouvernement du Québec et la compagnie Falconbridge Copper. L'exploitation minière du nord-ouest québécois est au coeur de cette entente. Des dépenses de l'ordre de 68 000 $ sont prévues pour le développement minier de la région de Chapais.

4 août 1978 - Annonce de l'acquisition du Canadien de Montréal par les Brasseries Molson. Les Brasseries Molson font l'acquisition du Canadien de Montréal et prennent le contrôle du Forum pour la somme de 20 millions de dollars.

3 septembre 1978 - Inauguration de nouvelles stations de métro à Montréal
Plusieurs dignitaires, dont le maire Jean Drapeau et le ministre des Transports, Lucien Lessard, assistent à l'inauguration de huit nouvelles stations du métro de Montréal.

22 septembre 1978 - Inauguration de la centrale Outardes 2
La mise en service de la centrale Outardes 2 complète l'aménagement des rivières Manicougan et aux Outardes. Le premier ministre René Lévesque et quelques dignitaires participent à son inauguration qui se déroule le 22 septembre.

Janvier 1979 - Investissement de 150 millions par Alcan Aluminium Ltée à Grande Baie. Cette somme permettra la mise en marche de la troisième phase de la construction de l'usine d'électrolyse. Elle aura nécessité un investissement total de 485 millions.

Janvier 1979 - Création du consortium pétrochimique Pétromont
La Société générale de financement (SGF), l'Union Carbide et Gulf Canada partageront les coûts de 34 millions. Ces permiers investissements serviront à l'achat des installations de fabrication d'éthylène des deux compagnies.

22 février 1979 - Changements majeurs à la Loi de l'aide au développement industriel du Québec
De nouveaux champs d'activités peuvent dorénavant obtenir l'aide financière de la Société de développement industriel du Québec (SDI).

27 mars 1979 - Création du Régime d'épargne-actions
À l'occasion du discours sur le budget 1979-1980, le ministre des Finances du Québec, Jacques Parizeau , annonce la création du Régime d'épargne-actions (RÉA).

21 mai 1979 - Dévoilement de statistiques concernant la situation de l'emploi dans le secteur agro-alimentaire. Selon les données cumulées, l'agro-alimentaire occuperait le premier rang parmi les 31 secteurs industriels du Québec concernant la création d'emploi.

Juin 1979 - Octroi de subventions par le ministère fédéral de l'Expansion économique régionale pour 59 neufs projets
Une somme de 10 millions sera offerte par le ministère de l'expansion économique régionale (MEER) pour permettre la réalisation de ces projets qui contribueront à la création de 1 200 emplois dans différentes régions du Québec.

29 juin 1979 - Annonce de la création de la Banque nationale
La Banque provinciale (BP) et la Banque canadienne nationale (BCN), deux institutions financières québécoises fondées au XIXe siècle, fusionnent pour former la Banque nationale.

Août 1979 - Création par le gouvernement du Québec d'un programme d'aide à l'industrie. Ce programme s'établit dans le cadre de l'Opération solidarité économique (OSE). Il est accessibles aux producteurs agricoles ainsi qu'aux petites et moyennes entreprises (PME).

27 octobre 1979 - Inauguration de la centrale LG-2 à la Baie James
Le premier ministre du Québec, René Lévesque , préside les fêtes marquant

la mise en service de la première des seize turbines de la centrale LG-2.

Janvier 1980 - Création de l'Entraide PME inc. par la Fédération des caisses d'entraide économique. Une des raisons évoquées pour la création de cet organisme est le fait qu'au Québec, 70 % des PME (petites et moyennes entreprises) ne survivent pas plus de cinq ans.

Janvier 1980 - Agrandissement de l'usine General Motors à Sainte-Thérèse
En 1980, cette usine emploie 4 350 personnes et produit 31 % des voitures vendues au Canada. De ce nombre, 76 % sont exportées.

Février 1980 - Investissement de 80 millions par la Consolidated Bathurst à l'usine de Wayagamack. De ce montant, 62,3 millions seront affectés à la mise en oeuvre d'une nouvelle machine qui produit du papier mince à usages spéciaux, destiné au marché des annuaires téléphoniques ou des catalogues.

4 février 1980 - Dévoilement de statistiques concernant les Pêcheurs-Unis du Québec. Ce regroupement fondé en 1939 a son siège social à Montréal. Il regroupe onze associations coopératives comprenant 800 pêcheurs des Îles-de-la-Madelaine, de la Gaspésie, de la Côte-Nord, du Nouveau-Québec et de l'île d'Orléans.

Avril 1980 - Investissement de 190 millions par la Donohue-Normick à Amos
Cet investissement permettra la construction d'un complexe intégré (sciage-papier journal). La réalisation de ce projet devrait entraîner la création de 250 emplois.

Mai 1980 - Annonce d'un investissement de 80 millions pour la modernisation de l'industrie du textile. Cette aide financière, annoncée par le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, Yves Duhaime, sera disponible pour la préparation des plans d'étude et de modernisation.

Septembre 1980 - Inauguration officielle de la mine Doyon par la Société québécoise d'exploration minière. Cette mine située entre les municipalités de Rouyn et Candillac est considérée comme le plus gros gisement d'or du Québec. L'exploration doit débuter dans quelques mois. Pour le moment, plus de 100 personnes participent aux travaux.

Octobre 1980 - Dévoilement de statistiques sur l'industrie du film au Québec
Durant l'année 1980, 10 films seulement ont été tournés à Montréal, dont "French Kiss, Gas, Happy Birth Day to me", "Les Plouffe", etc.

3 janvier 1981 - Dévoilement de statistiques le trafic maritime sur le fleuve Saint-Laurent. L'activité des ports tend à augmenter sauf les ports minéraliers de la Côte-Nord. En 1980, 4 162 navires ont emprunté la voie maritime du fleuve Saint-Laurent pour se rendre à l'océan ou sur les Grands Lacs. Il s'agit d'une augmentation de 200 bateaux par rapport à l'année passée. [détails]

Février 1981 - Investissement de 83 millions par la compagnie pétrolière Gulf Canada à Montréal-Est. La compagnie construira une usine de reformage à sa raffinerie située à Montréal-Est. Le but de cette opération est d'augmenter la capacité de produire de l'essence à haut indice d'octane et des charges d'alimentation. La construction permettra l'emploi de 200 personnes.

Février 1981 - Investissement de 70 millions par une compagnie allemande dans la vallée de la Matapédia. Ces investisseurs veulent implanter un complexe de produits forestiers intégrés qui comprend trois usines dont une qui se consacrera à la production de panneaux, une autre à la fabrication de mélamine puis une à la construction de meubles a assembler.

3 février 1981 - Acquisition de Pétrofina par Pétro-Canada
La société d'État Pétro-Canada fait l'acquisition de Pétrofina pour environ 1.5 milliards de dollars. Pour le ministre fédéral de l'Énergie, Mines et Ressources, Marc Lalonde , cette entente "constitue un pas significatif dans la réalisation des objectifs contenus dans le programme énergétique national du gouvernement fédéral."

Mars 1981 - Modernisation de la Compagnie internationale de papier
Dans le cadre de cette démarche, la Compagnie internationale de papier (CIP) investira 126,8 millions de dollars afin de moderniser l'usine de papier journal de Gatineau et l'usine de rotogravure de Trois-Rivières

Mai 1981 - Investissement de 60 millions par IBM Canada inc. à Bromont
International Business Machines (IBM) met en oeuvre un nouveau projet de haute technologie centré sur la production de circuits électroniques. L'usine de Bromont à ouvert ses portes en 1972 et emploie actuellement plus de 1 200 personnes

Juin 1981 - Menace de fermeture de 17 scieries en Abitibi-Témiscamingue
Cette situation est causée par le refus des scieries de négocier avec la nouvelle Association des propriétaires de machinerie forestière (APMF) dont les membres ont interrompu leurs travaux, il y a cela plus d'un mois.

18 mai 1982 - Obtention d'un contrat d'un milliard de dollars par Bombardier
La compagnie Bombardier décroche un contrat d'un milliard de dollars pour la fabrication de wagons pour le métro de la ville de New York. L'entente est conclue entre le gouvernement fédéral et la Metropolitan Transit Authority.

Octobre 1982 - Investissement de 4,2 millions à Drummondville par la compagnie Textile Dionne inc. Cette entreprise implantera une filature qui permettra l'embauche de 36 personnes. Fondée en 1941, la Textile Dionne inc. opère deux autres usines, l'une à Montmagny et l'autre à Saint-Georges de Beauce.

2 novembre 1982 - Annonce par l'Iron Ore de la fermeture de ses installations de Scherfferville. La compagnie Iron Ore du Canada annonce l'arrêt définitif de ses activités minières à Schefferville. Environ 285 travailleurs perdront leur emploi.

1983 - Création de l'Institut de la fourrure du Canada
Fondé en 1983, l'Institut de la fourrure du Canada est un organisme national à

but non lucratif qui compte des membres de divers secteurs, notamment des associations de trappeurs, des groupes autochtones, des éleveurs d'animaux à fourrure ainsi que des agences de conservation et de protection des animaux.

Janvier 1983 - Inauguration du centre de recherche de la compagnie Pratt and Whitney. Cet établissement a nécessité un investissement de 20 millions. Installé à Longueuil, il permettra l'embauche de 200 spécialistes pour la recherche en ingénierie, design, aérodynamique et structure.

Janvier 1983 - Investissement de 90 millions à Bromont par la compagnie International Business Machines. De ce montant, International Business Machines (IBM) investira 43 millions dans l'équipement qui sera nécessaire à la fabrication de substrat de céramique métallisée.

Août 1983 - Investissement de 11,5 millions par Tie Communication Canada à Sherbrooke. Cette fililale d'une compagnie américaine construira une usine de circuits imprimés qui permettra l'emploi de 400 personnes.

Octobre 1984 - Annonce de la fermeture de la ville de Gagnon
Aux prises avec des pertes importantes, la Sidbec-Normines annonce la fin des activités au gisement de Fire Lake et la fermeture éventuelle de la ville de Gagnon. Cette décision survient au coeur d'une période extrêmement difficile pour l'industrie du fer au Québec.

Octobre 1984 - Investissement de 154 millions à Tracy par QIT Fer et Titane
Environ 100 millions de dollars seront consacrés à la construction d'une nouvelle aciérie alors que 54 millions seront investis dans la modernisation des installations actuelles.

Novembre 1984 - Investissement de 30 millions aux laboratoires Ayerst à Ville Saint-Laurent. Avec cette somme, cette compagnie de produits pharmaceutiques prévoit agrandir, moderniser et renover ses installations actuelles. [

5 mai 1985 - Rejet d'une offre de contrat par les employés de la Dominion Textile. Au coeur d'une période difficile, la Dominion Textile soumet à ses employés une proposition de contrat qui comporte certains reculs par rapport aux conditions existantes. Elle déclare un lock-out dans trois de ses usines (Saint-Jean, Valleyfield et Saint-Timothée) mais n'obtient pas les résultats escomptés puisque, le 5 mai 1985, 82 % de ses employés se prononcent contre l'acceptation de ses offres.

12 août 1985 - Acquisition de Gulf Canada par Pétro-Canada
Quatre ans après avoir fait l'acquisition de Pétrofina, Pétro-Canada se porte acquéreur de quatre raffineries et de 1 800 stations-service de Gulf Canada situées en Ontario et dans l'Ouest du pays.

Octobre 1985 - Investissement de 120 millions par la Canadian International Paper inc. Au cours des deux prochaines années, la Canadian International Paper (CIP) procédera à la modernisation des usines de Gatineau et de Trois-Rivières.

Mars 1986 - Création de trois nouveaux programmes d'aide financière consacrés au développement technologique. À la suite d'une entente fédérale-provinciale auxiliaire sur le développement scientifique et technologique signée entre le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie, Frank Oberle, et le ministre provincial du Commerce extérieur et du Développement technologique, Pierre Macdonald, une somme de 90 millions sera consacrée à la recherche dans le domaine des technologies jusqu'en 1990.

4 juillet 1986 - Offre d'achat de Télé-métropole par le groupe québécois Vidéotron. Le groupe Vidéotron, le plus important câblodistributeur du Québec, se porte acquéreur de la station de télévision Télé-Métropole.

18 août 1986 - Annonce de l'acquisition de Canadair par Bombardier Ltée
La compagnie Bombardier annonce qu'elle fera l'acquisition de Canadair, le principal avionneur canadien, pour 120 millions de dollars. La transaction sera complétée en décembre.

Novembre 1986 - Investissement de 25 millions par la compagnie Kruger à LaSalle. Cette compagnie a vu le jour en 1905, mais ce n'est qu'en 1950 qu'elle a installé une division à LaSalle. À la fin du XXe siècle, Kruger compte environ 5 500 employés.

19 décembre 1986 - Acquisition de la Banque d'Épargne par le groupe La Laurentienne. Le groupe La Laurentienne annonce qu'il se porte acquéreur de la Banque d'Épargne afin de diversifier ses services financiers. Le 14 juillet 1987, cette banque deviendra la Banque La Laurentienne du Canada.

1987 - Fermeture de l'Iron Ore à Schefferville
La fermeture de la dernière mine en opération à Schefferville résulte de la crise qui frappe le secteur minier depuis le début des années 80. Six cent travailleurs perdent leur emploi à cette occasion, ce qui constitue une catastrophe économique pour la région.

Janvier 1987 - Annonce de projets touristiques à l'étude par le ministère du Tourisme. Pour satisfaire toutes les demandes, le ministère devrait investir près de 500 millions de dollars. Les deux régions qui présentent le plus de projets sont les Laurentides, avec 148 millions de dollars, et l'Estrie, avec 112 millions.

18 février 1987 - Acquisition par Quebecor de la papeterie Donahue
Le premier ministre du Québec, Robert Bourassa , annonce que la papeterie Donahue a été vendue à une société dont Quebecor est le partenaire majoritaire.

Mars 1987 - Investissement aux Laboratoires Omega de Montréal
Cet investissement de deux millions de dollars va permettre de développer et d'améliorer le traitement et le diagnostic des allergies.

Mars 1987 - Annonce par 65 compagnies pharmaceutiques de consacrer jusqu'en 1995 une somme 3 milliards de dollars à la recherche et au développement. En juin 1987, ces pharmacies membres de l'Association cana-

dienne de l'industrie du médicament (ACIM) vont reviser leur offre à la baisse. Elle passera de 3 à 1,4 milliards de dollars sur une période de dix ans.

Août 1987 - Dévoilement de statistiques sur les retombées économiques liées à la venue d'immigrants investisseurs. Depuis 1983, cette catégorie d'immigrant aurait injecté près d'un milliard dans l'économie québécoise. Du nombre, 40 % de ces investisseurs proviennent de l'Extrême-Orient, notamment Hong-Kong, Taiwan et Singapour. Le 60 % qui reste est majoritairement composé de Libanais et d'Européens de diverses origines.

28 septembre 1987 - Création de la Banque Laurentienne
L'acquisition par le groupe La Laurentienne de la Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal, mène à la création de la nouvelle Banque Laurentienne.

19 octobre 1987 - Écroulement du marché boursier
La bourse s'écroule à Wall Street et perd plus de 500 points. Cette chute a des répercussions sur la Bourse de Montréal qui subit l'une des baisses les plus importantes des dernières années.

Janvier 1988 - Fusion de la Banque Laurentienne avec la compagnie du Trust Eaton. La Banque Laurentienne fait l'acquisition du Trust Eaton pour la somme de 27 millions de dollars, ce qui élève son actif à 750 millions.

2 janvier 1988 - Signature d'un Traité de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis. Les gouvernements canadien et américain entérinent la signature d'un Traité de libre-échange. Cette entente, qui marque un virage majeur dans les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis, sera à l'origine d'un débat passionné qui va diviser l'opinion publique canadienne.

6 janvier 1988 - Entente de principe entre Québec et l'État de New York relativement à le vente d'électricité. Le premier ministre du Québec, Robert Bourassa , annonce une entente de principe entre Hydro-Québec et l'État de New York pour l'exportation d'électricité.

Février 1988 - Investissement de 20 millions de dollars par le Fonds de solidarité de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec dans 11 entreprises québécoises. Créé en juin 1983, le Fonds de solidarité de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) est devenu la société de capital à risque la plus importante du Québec.

Juillet 1988 - Investissement de 400 millions par les entreprises pharmaceutiques du Québec d'ici 1993. Cette décision est prise à la suite de l'adoption de la Loi C-22 sur les brevets. Les fabricants canadiens avaient promis d'investir 10 % de leur chiffre d'affaires si cette loi était adoptée à la Chambre des Communes. Il s'agirait d'une injection de 1,4 milliards dans la recherche et le développement qui pemettrait la création de 3 000 emplois.

23 novembre 1988 - Annonce de la fermeture de l'usine Gillette de Saint-Laurent. La compagnie Gillette annonce qu'elle fermera son usine de Saint-Laurent. Environ 530 des 700 emplois fournis par cette manufacture seront perdus.

18 janvier 1989 - Fusion de deux grandes brasseries
Une entente de fusion est annoncée entre les brasseries Molson et O'Keefe. La nouvelle entreprise née de cette transaction contrôlera plus de 50 % du marché de la bière au pays.

Juin 1989 - Annonce du Fonds de développement technologique de 300 millions de dollars. Le premier ministre du Québec, Robert Bourassa, anonce que cette somme de 300 millions sera uniquement consacrée à des projets mobilisateurs. Le Québec injecte environ 1,24 milliards en recherche et développement.

Septembre 1989 - Investissement de 19,4 millions de la Noranda à son Centre de technologie à l'ouest de Montréal. Les travaux, qui seront effectués à Pointe-Claire, débuteront au printemps 1990. Ils visent à agrandir et consolider les différentes installations de la compagnie en un seul édifice.

Janvier 1990 - Demande d'aide pour une usine de désencrage à Bromptonville. La compagnie papetière Kruger Inc -anciennement la Richmond Pulp and Paper- , projette de construire une usine de désencrage à ses installations de Bromptonville afin de répondre à la croissance de la demande pour le papier recyclé comme matière première.

Janvier 1990 - Vente d'Inglis à une compagnie américaine
Inglis, une compagnie canadienne fabriquant des appareils électroménagers, vendra sous peu ses parts à la compagnie américaine Whirpool. Celle-ci détient déjà 71,6 % des actions d'Inglis, mais souhaite renforcer son contrôle administratif en possédant 100 % des parts de la compagnie canadienne.

Février 1990 - Obtention d'un contrat de 146 millions de dollars de l'Agence spatiale canadienne par Spar Aerospatial.
La compagnie Spar Aerospatial de Sainte-Anne de Bellevue va contribuer à la phase 1 du programme de télédétection de Radarsat. [détails]

Février 1990 - Annonce de la construction d'une nouvelle usine par Gadoua
La construction d'une troisième usine par la boulangerie Gadoua de Napierville est évaluée à 4,5 millions de dollars. Cette entreprise se spécialise dans la fabrication de pains pour hot-dogs et hamburgers. La construction et l'aménagement de cette usine débuteront en mars 1990 pour se terminer en décembre de la même année.

5 février 1990 - Fermeture des comptoirs Direct Film
La cessation des opérations des comptoirs Direct Film affecte directement 300 permanents et 400 employés à temps partiel de cette entreprise.

Mars 1990 - Projet de construction d'un parc industriel dans le sud-ouest de Montréal. Parrainé par l'entreprise privée Berma et Lalco et la Société de développement industriel de Montréal (SODIM), ce projet s'élève à 345 millions

de dollars, dont 90 millions qui seront injectés cette année.

Mai 1990 - Injection de 6 millions par le gouvernement provincial dans le tourisme au Québec. Cette somme gonfle d'à peu près 50 % le montant consacré à la promotion touristique au Québec. Celui-ci s'élève maintenant à 20 millions de dollars

30 août 1990 - Annonce de l'harmonisation de la Taxe de vente du Québec avec la Taxe fédérale sur les produits et les services
Le ministre des Finances du Québec, Gérard D. Lévesque , annonce son intention d'harmoniser la Taxe de vente provinciale avec la nouvelle Taxe sur les produits et services (TPS) fédérale qui entrera en vigueur le 1er janvier 1991.

Décembre 1990 - Participation du Canada aux négociations de libre-échange entre le Mexique et les Etats-Unis. L'attitude du Canada dans les négociations est plutôt défensive, elle vise à protéger ses acquis dans le marché états-uniens. Le continent nord-américain représente, à lui seul, un marché de 350 millions d'habitants.

Décembre 1990 - Annonce de mises à pied massives à l'usine Kenworth de Sainte-Thérèse. À cause du contexte de récession économique, la compagnie Kenworth annonce qu'elle mettra à pied 150 personnes additionnelles dès janvier prochain.

Juillet 1991 - Annonce de la modernisation de la chaîne d'assemblage de General Motors à Boisbriand. Cet investissement de 100 millions de dollars permettra d'introduire les nouveaux modèles Camaro et Firebird. Il contribuera également à hausser la capacité de production de l'usine qui passera de 180 000 à 200 000 véhicules annuellement.

12 août 1991 - Fusion créant le groupe de génie-conseil SNC-Lavalin
La firme SNC, fondée en 1947, fusionne avec Lavalin, dont l'existence remonte aux années 60, pour former une des plus importantes firmes d'ingénierie au monde. La transaction est évaluée à 90 millions de dollars.

30 août 1991 - Annonce de la fermeture de l'usine Cascades de Port-Cartier
La compagnie Cascades annonce la fermeture de son usine de pâte de Port-Cartier. Environ 200 travailleurs perdront leur emploi. [

15 septembre 1991 - Annonce de la fermeture des ateliers Angus à Montréal
L'annonce de la fermeture des ateliers Angus pour le 3 janvier 1992 signifie que plus de 950 travailleurs risquent de perdre leur emploi. Dans cette usine qui existe depuis 87 ans, on procède à la réparation de wagons et de locomotives pour le CP Rail.

1992 - Fermeture des usines forestières de la rivière Betsiamites sur la Côte-Nord. Le déclin de l'industrie du bois au Québec entraîne la fermeture de plusieurs usines forestières de la Côte-Nord, celles-là mêmes qui ont fait naître plusieurs municipalités de la région.

Janvier 1992 - Implantation d'un Club Price à Pointe-Saint-Charles
Au coût de 17 millions, l'ouverture de ce Club Price est prévue pour l'automne prochain. Au Canada, il existe douze commerces de ce genre. Cinq sont implantés au Québec, dont quatre à Montréal.

9 janvier 1992 - Annonce de la fermeture d'une usine de papier à Trois-Rivières. La compagnie Produits forestiers Canadien Pacifique annonce la fermeture de son usine de papier à Trois-Rivières pour le mois de juin.

Avril 1992 - Octroi de 600 millions par Ottawa aux aéroports de Montréal
Cette somme sera distribuée sur une période de 20 ans, en tranche de 30 millions par année, à la Société des aéroports de Montréal (ADM).

22 mai 1992 - Vente de la chaîne de marchés d'alimentation Steinberg
Le président du conseil en chef de la direction de Provigo, Bertin Nadeau, dévoile les modalités de l'acquisition de 102 magasins de la chaîne de marchés d'alimentation Steinberg.

4 juillet 1992 - Recommandations du Comité scientifique sur les pêches dans l'Atlantique.Après avoir recommandé l'arrêt de la pêche à la morue dans le Nord-Est de Terre-Neuve, le Comité scientifique sur les pêches dans l'Atlantique préconise pour 1993 une réduction de 13 % des captures dans le golfe Saint-Laurent.

12 août 1992 - Entente en vue de la signature d'un accord de libre-échange nord-américain. Le Canada s'entend avec le Mexique et les États-Unis pour créer une zone de libre-échange nord-américaine. Cette entente, qui doit d'abord être ratifiée par les gouvernements des trois pays, doit entrer en vigueur le 1er janvier 1994.

24 septembre 1992 - Inauguration de l'aluminerie Alouette à Sept-Îles
L'usine Alouette est construite à Sept-Îles au coût de 1,3 milliards $. Son financement a été rendu possible grâce à un consortium formé de compagnies japonaises et européennes ainsi que de la Société générale de financement du Québec (SGF).

7 novembre 1992 - Fusion de deux groupes d'ingénieurs conseils de Québec
Il s'agit du Groupe Solivar, une firme spécialisée en mécanique du bâtiment, en génie civil, en environnement et en économie d'énergie, ainsi que du Groupe Shooner, qui oeuvre dans le domaine de l'environnement. Cette fusion porte le nombre d'employés à 180

Mai 1993 - Annonce d'une aide de 30 millions aux entreprises nationales par les gouvernements fédéral et provincial
Cette aide financière sera versée sur une période de dix ans dans le but de faire profiter les entreprises de l'Accord de libre-échange des Amériques (ALENA).

Novembre 1993 - Publication de données statistiques sur les entreprises canadiennes par la Banque fédérale de développement. La récession du début

des années 1990 a donné un dur coup aux entreprises canadiennes. Selon la Banque fédérale de développement, entre 1990 et 1991 148 000 entreprises ont vu le jour au Canada, mais 158 000 ont fermé leurs portes pendant la même période.

Décembre 1993 - Injection de 35 millions par le gouvernement du Québec dans la société pétrochimique Pétromont. Cette aide offerte par la Société de développement industriel (SDI) prend la forme d'une garantie de prêt. Ce qui éléve l'aide totale consentie autant par le gouvernement fédéral que provincial à 165 millions.

21 janvier 1994 - Annonce d'un investissement de plusieurs millions de dollars par Domtar pour réduire ses émissions polluantes
Ces investissements ont pour but de rendre les activités de l'industrie conformes aux nouvelles normes environnementales des gouvernements.

18 mars 1994 - Annonce de la fermeture de l'usine Hyundai de Bromont
Le constructeur d'automobiles coréen Hyundai annonce qu'il ferme temporairement son usine de Bromont. Construite en 1986 au coût de 450 millions de dollars, celle-ci générait 800 emplois directs.

Juillet 1994 - Annonce d'importants investissements par Bridgstone/Firestone de Joliette. La compagnie Bridgestone/Firestone de Joliette souhaite investir près de 240 millions de dollars afin d'améliorer ses installations. Cette somme d'argent lui permettrait notamment d'augmenter sa capacité de production.

1 décembre 1994 - Achat de la compagnie Sherwood par le Groupe Drolet
La compagnie sherbrookoise Sherwood, spécialisée dans la fabrication de bâtons de hockey, est vendue au Groupe Drolet. L'entreprise était la propriété de Figgie International depuis 1969. Le coût de la transaction est évalué à 15 millions de dollars. Desjardins a investi près de 3 millions de dollars dans l'affaire.

Avril 1995 - Annonce d'un investissement de 112 millions de dollars par l'Abitibi-Price. L'usine de l'Abitibi-Price d'Alma au Lac Saint-Jean profitera d'un investissement de 112 millions de dollars. La société prévoit aussi investir 130 millions de dollars à Iroquois Falls, en Ontario. Cette somme servira entre autres à l'achat de nouvelles machines.

Avril 1995 - Investissement de 90 millions de dollars à l'étranger par Hydro-Québec International. La filiale internationale d'Hydro-Québec (HQI) prévoit investir près de 90 millions de dollars d'ici cinq ans dans des projets énergétiques à l'étranger. Ces investissements directs sont prévus aux quatre coins de la planète, incluant les pays aux économies les plus développées.

19 février 1996 - Entrée en circulation de la pièce de deux dollars au Canada
À partir d'aujourd'hui, les billets de deux dollars seront remplacés graduellement par des pièces distinctives de la même valeur avec un centre de couleur bronze et un contour de nickel.

7 juin 1996 - Accord fédéral-provincial pour le prolongement du réseau du gazoduc canadien. Le premier ministre du Canada, Jean Chrétien , et son homologue québécois, Lucien Bouchard , concluent une entente sur le prolongement du réseau de gaz naturel vers les provinces maritimes.

22 août 1996 - Annonce d'un appui financier par les deux paliers de gouvernement à Chemprox Chimie. Les gouvernements canadien et québécois annoncent qu'ils feront un prêt de 2,5 millions de dollars chacun à Chemprox Chimie, une entreprise de Bécancour. Le vice-premier ministre Bernard Landry et le secrétaire d'État responsable du Bureau fédéral de développement régional (Québec), Martin Cauchon, étaient sur place afin d'annoncer leur appui à l'entreprise.

Novembre 1996 - Publication de statistiques sur les faillites étudiantes
Pour 1995, les gouvernements provincial et fédéral ont dû absorder une perte de 100 millions de dollars à cause des faillites étudiantes au Canada. Au Québec seulement, la facture s'élève à 29,1 millions de dollars.

14 février 1997 - Fusion d'Abitibi-Price et de la corporation Stone-Consolidated. Cette fusion donne naissance à la société Abitibi-Consolidated, le plus important producteur de papier journal au monde. Quelques jours seulement après l'annonce de la fusion, le marché boursier ajoutera 0,70 $ au prix de l'action des deux sociétés.

Mars 1997 - Annonce d'une faillite par Fenêtres Charron de Sainte-Thérèse-de-Blainville. Cette entreprise en activité depuis un demi-siècle ferme ses portes après avoir déposé un bilan négatif en février dernier. Le manufacturier de fenêtres en bois, en aluminium et en chlorure de polyvinyle, laisse un passif de 1,1 million de dollars.

22 août 1997 - Acquisition de Télévision Quatre-Saisons par le consortium Quebecor. Après avoir reçu l'approbation du Conseil de radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), le consortium Quebecor fait l'acquisition de Télévision Quatre-Saisons (TQS).]

25 septembre 1997 - Annonce d'investissements par la société Intrawest au Mont-Tremblant. Après s'être assurée de la participation des gouvernements, la société Intrawest de Vancouver annonce qu'elle investira environ 500 millions de dollars sur cinq ans dans la région de la municipalité du Mont-Tremblant.

9 octobre 1997 - Annonce d'une fusion dans l'emballage et le carton entre Domtar et Cascades. Les entreprises Domtar et Cascades conviennent de créer une société à parts égales et de diriger leurs activités dans le carton. Cette société sera le plus important producteur canadien de papier couverture, de papier cannelure et de caisses de carton ondulé, et la dixième en importance au Canada.

28 octobre 1997 - Annonce d'un investissement de 55 millions de dollars à la Reynolds de Cap-de-la-Madeleine. La Société générale de financement du Québec (SGF) et Reynolds Metals Company annoncent un investissement de

55 millions de dollars à l'usine Reynolds de Cap-de-la-Madeleine, rebaptisée Reycan. Les deux propriétaires détiennent un nombre égal de parts dans cette entreprise.

Novembre 1997 - Annonce d'un investissement de 200 millions de dollars au Mont-Sainte-Anne. La société américaine Club-Resort et la famille Désourdy annoncent qu'un investissement de 200 millions de dollars est prévu au Mont-Saint-Anne, près de Saint-Anne-de-Beaupré. Cet investissement sera échelonné sur dix ans.

9 décembre 1997 Daishowa, une entreprise spécialisée dans les produits forestiers, prévoit investir près de 90 millions de dollars à son usine de Québec et 15 millions de dollars à sa scierie de Saint-Émile, au nord de Québec. Le plus important de ces investissements est l'achat d'une bouilloire à biomasse de 30 millions de dollars.

31 décembre 1997 - Fermeture de Chlorophylle à Chicoutimi
La direction de Haute-technologie Chlorophylle, une entreprise spécialisée dans la confection de vêtements de sport, décide de fermer ses portes. Les 55 couturières travaillant pour l'entreprise étaient depuis quelque temps déjà en conflit de travail avec les dirigeants. Les employés ont appris la fermeture par la voix d'un huissier au mois d'octobre.

Mars 1998 - Annonce d'investissements et de création d'emplois à Drummondville. La compagnie américaine Osram Sylvania, spécialisée dans la fabrication d'ampoules, annonce un investissement de 48 millions de dollars à son usine de Drummondville. Il permettra la création de 300 emplois.

Mars 1998 - Dévoilement des résultats obtenus à la suite de la création du plan Paillé. Depuis sa création, en 1994, le Programme d'investissement en démarrage d'entreprises du gouvernement du Québec aurait enregistré des pertes de l'ordre de 143 millions de dollars. D'après la Société de développement industriel (SDI), 3 970 des 10 548 entreprises qui ont bénéficié d'un financement pour leur démarrage ont déclaré faillite. Le taux d'échec du plan Paillé est donc de 37,6 % en 1998.

23 mars 1998 - Acquisition d'usines par la Donohue
La compagnie Donahue, une filiale du groupe Quebecor, met la main sur deux usines de papier journal et trois centres de récupération situés au Texas, pour une somme évaluée à 635 millions de dollars.

Juin 1998 - Annonce d'un investissement de 275 millions de dollars par la compagnie Alliance. L'usine de produits forestiers Alliance de Donnacona annonce un investissement majeur. Cette compagnie injectera 275 millions de dollars pour la construction d'une nouvelle machine à papier dont la capacité de production sera de 152 000 tonnes de papier surcalandré.

Juin 1998 - Uniboard annonce qu'elle veut faire des investissements de près de 100 millions de dollars dans les 12 à 18 prochains mois. Ces investissements auront principalement pour but d'agrandir les installations déjà existantes et de permettre l'acquisition d'autres usines à moyen terme si l'occasion se présente.

9 juin 1998 - Adoption de la loi créant Investissement-Québec
Ce projet de loi avait été déposé à l'Assemblée nationale par le ministre de l'Économie et des Finances, Bernard Landry . Il permet la création d'une nouvelle société d'État du nom d'Investissement-Québec dont le mandat consiste à augmenter la quantité des investissements réalisés au Québec.

16 juin 1998 - Acquisition de E.B. Eddy par Domtar
La papetière québécoise Domtar prend possession d'E.B. Eddy, une filiale de George Weston. Cette transaction se chiffre à environ 800 millions de dollars.

27 juillet 1998 - Réouverture de la pêche à la morue à Gaspé
Les pêcheurs de morue de la Gaspésie peuvent retrourner à leurs activités de pêche commerciale pour la première fois depuis cinq ans. Un moratoire avait été imposé en 1993, mais à la suite de nombreuses pressions de l'industrie, le ministre responsable, David Anderson, a décidé de réouvrir la pêche commerciale de la morue.

Septembre 1998 - Fusion chez Heenan Blaikie et Aubut Chabot
Les bureaux d'avocats Heenan Blaikie de Montréal et Aubut Chabot de Québec décident d'unir leurs forces. Cette fusion portera à plus de 250 le nombre d'avocats chez Heenan Blaikie. Le cabinet de Québec apporte 20 avocats, dont cinq associés. Ce bureau, qui sera dirigé par Marcel Aubut, prendra le nom de Heenan Blaikie Aubut.

Octobre 1998 - Annonce de la création de 500 emplois par Thona, à Magog
L'entreprise Thona annonce une expansion qui créera 500 emplois à Magog. Thona est un fabriquant de pièces de caoutchouc servant principalement à l'industrie automobile. Cette entreprise compte déjà 350 employés.

Octobre 1998 - Annonce d'un investissement de 25 millions de dollars à Saint-Hyacinthe. Barry Callebaut Canada décide d'investir près de 25 millions de dollars dans son usine de Saint-Hyacinthe d'ici décembre 1999. Le leader dans la production de chocolat en Amérique du Nord veut accroître sa part de marché aux États-Unis.

Octobre 1998 - Annonce d'un investissement de 110 millions de dollars par Mark IV dans l'Est de Montréal. La société Mark IV investira environ 110 millions à Montréal. Cette compagnie américaine compte utiliser l'ancien édifice de la Rubbermaid, près du tunnel Louis-Hyppolite-Lafontaine. Mark IV se spécialise dans la fabrication de pièces d'automobiles.

1 octobre 1998 - Obtention d'un important contrat par Bombardier
La compagnie Bombardier annonce qu'elle a conclu le plus important contrat de son histoire : la construction de 50 jets régionaux au coût de 1,5 milliard de dollars.

20 octobre 1998 - Annonce de coupures de poste par le Canadien National
En réaction à une détérioration de sa situation financière, le Canadien National (CN) coupe 3 000 postes à la grandeur du Canada, soit environ 12 % de ses effectifs. À Montréal seulement, environ 500 personnes seront affectées par cette décision.

30 octobre 1998 - Achat de la chaîne Provigo par Loblaw
La Caisse de dépôt et de placement du Québec accepte la transaction qui permet au géant ontarien Loblaw d'acheter la chaîne de supermarchés québécoise Provigo pour une somme de 1,6 milliard de dollars.

Novembre 1998 - Annonce d'un investissement de 65 millions de dollars par Sucre Lantic. Cette entreprise établie dans l'Est de Montréal souhaite investir 65 millions de dollars afin de moderniser sa raffinerie. De cette somme, 17,5 millions de dollars proviennent du gouvernement du Québec.

16 novembre 1998 - Fermeture des magasins Aventure électronique
La fermeture des 143 magasins Aventure électronique entraîne la disparition de 1 271 emplois répartis dans 85 magasins au Québec et 58 en Ontario.

9 décembre 1998 - Acquisition de Sun Media par le groupe Quebecor
Cette transaction, qui se chiffre à environ un milliard de dollars, permet à Quebecor d'acquérir le deuxième plus important éditeur de journaux au Canada en terme de tirage.

19 février 1999 - Annonce d'un investissement de Beaulieu Canada à Acton Vale. L'entreprise Beaulieu Canada souhaite investir 30 millions de dollars dans la reconstruction de l'usine de tapis de salle de bain détruite par le feu en juin 1998, à Acton Vale.

13 mars 1999 - Réorganisation des Bourses canadiennes
Un grand remaniement des Bourses canadiennes s'amorce à travers le Canada. Toronto garde le marché des actions des grandes sociétés alors que Montréal reçoit l'exclusivité de tous les produits dérivés.

26 mars 1999 - Investissement chez Goodyear de Valleyfield
Le fabricant de pneus Goodyear investira près de 87 millions de dollars dans son usine de Valleyfield au cours des prochaines années. Le but premier de cet investissement est l'agrandissement de l'usine. On prévoit la construction d'une nouvelle aile de 16 000 mètres carrés en plus de l'achat d'équipement.

29 mars 1999 - Annonce de la construction d'un studio de cinéma à Saint-Hubert. Le projet Ciné Cité Montréal est annoncé officiellement. Il prévoit la construction de nouveaux studios de cinéma qui seront érigés sur le site de l'ancienne base militaire de Saint-Hubert. Le coût de ce projet est évalué à 25,5 millions de dollars.

Avril 1999 - Annonce d'un investissement de 150 millions de dollars par la société Papier Masson. Papier Masson investira 150 millions de dollars à son usine de Masson-Angers en Outaouais. Papier Masson recevra une aide de 9,6 millions de dollars du gouvernement québecois dans le cadre du programme FAIRE (Fonds pour l'accroissement des investissements et la relance de l'emploi).

26 avril 1999 - Annonce d'un investissement de 60 millions de dollars par Imperial Tobacco. L'usine de l'Imperial Tobacco située dans le quartier Saint-Henri, à Montréal, prévoit investir 60 millions de dollars au cours des prochains mois.

Mai 1999 - Investissement de 100 millions de dollars de Power Corporation
Power Corporation investit 100 millions de dollars afin d'améliorer la qualité de l'impression de son quotidien montréalais "La Presse". Cet investissement défraiera, entre autres, l'achat de nouvelles presses offset qui seront installées dans un nouveau bâtiment.

11 mai 1999 - Annonce d'un investissement majeur dans les technologies de pointe à l'usine IBM de Bromont.La multinationale IBM (International Business Machines) annonce un investissement de 55 millions de dollars à son usine de Bromont, en Montérégie.

8 juin 1999 - Annonce d'un investissement d'Uniboard Canada dans son usine de la vallée de la Matapédia. Uniboard prévoit investir 105 millions de dollars dans les prochains mois à son usine de Sayabec, dans la vallée de la Matapédia. Cette compagnie spécialisée dans la fabrication de panneaux de particules prévoit, avec cet investissement, l'achat de nouveaux équipements et l'agrandissement de son usine.

28 juin 1999 - Vente du Dominion Square pour 60 millions de dollars
L'édifice Dominion Square est vendu pour la somme de 60 millions de dollars à Whitehall Street Fund, un fonds d'investissement immobilier géré par le géant américain Goldman Sachs, et à Henry Winterstern, un investisseur montréalais.

14 juillet 1999 - Vente de la station de ski du mont Sainte-Anne
La station de ski alpin du mont Sainte-Anne est vendue au multimillionnaire albertain Charles Locke.

Août 1999 - Achat de Culinar par Saputo
Saputo a acquis Culinar, le fabricant des petits gâteaux Vachon et des biscuits Viau, pour la somme de 283 millions de dollars. La somme versée à Investissement Desjardins et à la Société générale de financement était (SGF) supérieure à l'offre de l'entreprise américaine Interstate Bakeries.
20 août 1999 - Fermeture des magasins Eaton au Québec. Pour éponger un déficit de plus en plus important, la compagnie Eaton ferme ses neuf magasins du Québec et se met sous la protection de la loi de la faillite.

18 décembre 1999 - Annonce de fusion chez deux transporteurs ferroviaires d'Amérique du Nord. Le Canadien National (CN) se fusionne à la Burlington Northern Santa Fe. Il devient ainsi le plus important transporteur ferroviaire d'Amérique du Nord.

28 janvier 2000 - Acquisition de Télémédia Communication par les publications Transcontinental. Le Groupe Transcontinental (GTC) acquiert les Éditions Télémédia Communications, un regroupement de onze magazines qui comprend "Coup de Pouce", "Madame" et "Elle Québec". La transaction s'élève à 150 millions de dollars.

7 février 2000 - Achat de Vidéotron par le groupe Rogers
Le géant torontois Rogers Communications annonce qu'il fait l'acquisition de Vidéotron pour la somme de 5,6 milliards de dollars. La Caisse de dépôt et de placement, deuxième actionnaire avec 17% des actions chez Vidéotron après la famille Chagnon, refusera cependant d'accorder la vente.

11 février 2000 - Annonce de l'achat de Donohue par Abitibi-Consolitated
Donohue, une filiale de Québécor, est achetée par la compagnie de pâtes et papier Abitibi-Consolitated. Donohue est le troisième plus grand producteur de papier journal en Amérique du Nord.

12 mai 2000 - Injection de 14,5 millions $ pour la relance de la Gaspésie
Le ministre d'État à l'Économie et aux Finances, Bernard Landry , annonce que le gouvernement du Québec injectera 14,5 millions $ dans l'économie gaspésienne. Cet argent servira à créer près de 800 emplois reliés à quatre projets majeurs.

20 juin 2000 - Annonce de crédits provinciaux pour la construction d'un métro à Laval. Le ministre des Transports Guy Chevrette annonce l'octroi de 385 millions de dollars pour le prolongement du métro de Montréal vers Laval. L'achèvement du projet est prévu pour 2004.

20 juin 2000 - Fusion entre l'empire montréalais Seagram et le groupe français Vivendi. La vente de Seagram est évaluée à 30 milliards de dollars. Les anciens actionnaires de Seagram, la famille Bronfman, demeureront propriétaires de 24 % de la nouvelle compagnie.

23 juillet 2000 - Annonce d'importants investissements par la compagnie Bombardier Aéronautique. Le président de Bombardier Aéronautique, Michael Graff, profite de la tenue du Salon aéronautique de Farnborough, en Angleterre, pour annoncer le développement d'un nouveau jet régional: le CRJ900.

Août 2000 - Annonce de la construction d'une usine de Bombardier Aéronautique à Mirabel. Cette nouvelle usine dont Bombardier Aéronautique annonce la construction se spécialisera dans l'assemblage d'avions.

1 août 2000 - Acquisition des installations du Mont-Orford par le groupe Intermonts. Le groupe Intermonts, acheteur des installations du Mont-Orford, dans la région des Cantons de l'Est, est composé de plus d'une douzaine d'investisseurs québécois. Ce groupe est dirigé par le propriétaire de la station de ski Owl's Head, Fred Korman.

21 août 2000 - Annonce de l'achat de Clearnet par Telus
Un achat important a lieu dans le monde de la télécommunication alors que Telus, un spécialiste de la téléphonie sans fil dont le siège social se trouve en Colombie-Britannique, achète Clearnet Communication de Toronto. Le coût de la transaction s'élève à plus de 6,6 milliards de dollars.

Octobre 2000 - Annonce de la vente du centre de ski Mont-Saint-Bruno
Le propriétaire du centre de ski du mont Saint-Bruno, Serge Couture, annonce qu'il s'apprête à procéder aux transferts de propriété du centre sous forme de fiducie. Après 12 ans à la tête de l'entreprise, il passe le flambeau à ses fils qui prendront la relève.

Octobre 2000 - Annonce d'un investissement par la compagnie Kruger à Joliette. L'entreprise montréalaise Kruger annonce un investissement de près de 100 millions de dollars à son usine des Papier Scott à Crabtree, près de Joliette.

17 octobre 2000 - Fusion entre Alcan et Algroup. L'aluminerie canadienne Alcan et l'Algroup, une société orignaire de Suisse, décident d'unir leurs forces. Le coût de cette fusion s'élève à 5,7 milliards de dollars américains. Elle donnera naissance à un leader mondial dans la production de l'aluminium et de l'emballage. La nouvelle société espère faire des économies annuelles d'environ 150 millions de dollars.

Décembre 2000 - Annonce d'investissements de 44 millions de dollars à Mirabel. L'entreprise californienne Technicolor investira 44 millions de dollars dans la construction d'un centre de duplicata de films pour la distribution dans les grandes salles.

7 janvier 2001 - Dévoilement de statistiques sur le taux de chômage au Québec. Les statistiques compilées par l'organisme fédéral Statistique Canada révèlent que le taux de chômage au Québec s'établit à 8 %. Il s'agit du taux le moins élevé depuis 1976.

Mars 2001 - Crise dans le monde du camionnage
L'industrie du camionnage vit une période de crise depuis plusieurs mois. La hausse du coût du carburant et le ralentissement économique aux États-Unis sont les principales causes de ce ralentissement. Les concessionnaires de camions lourds vivent des temps difficiles et les camionneurs aussi.

Mars 2001 - Annonce de la construction de trois studios de cinéma à Montréal
Trois autres studios de cinéma seraient établis très prochainement à la Cité-du-Havre, à Montréal. Le promoteur Mel Hoppenheim et Michel Trudel investiront 7 millions de dollars dans la construction de studios de 14 000 pieds carrés chacun, et ce, malgré la grève qui sévit dans le monde du cinéma américain.

27 mars 2001 - Annonce d'un bénéfice record pour la société d'État Hydro-Québec. Hydro-Québec annonce que, pour la première fois de son histoire, son bénéfice d'exploitation sera supérieur à 1 milliard de dollars. Cette somme excède de 19 % le profit de 906 millions de dollars réalisé l'année précédente.

4 mai 2001 - Annonce par Blackwatch qui se place sous la protection de la loi de la faillite. Communications Blackwatch et Distribution Blackwatch, qui oeuvrent principalement dans le domaine de la production cinématographique, se placent sous la protection de la faillite. Depuis 1995, Communications Blackwatch produit des films et des téléséries pour les marchés canadien et américain. Le budget de cette entreprise varie entre un et cinq millions de dollars.

5 juin 2001 - Annonce d'un investissement à l'usine Kruger de Bromptonville
Kruger veut investir près de 78 millions de dollars dans la modernisation de son usine de Bromptonville. Investissement Québec injecte pour sa part une somme de 7,5 millions de dollars, remboursable, dans le projet. Grâce à cet investissement, 470 emplois sont maintenus.

Décembre 2001 - Annonce de la tranformation de l'usine Hyundai de Bromont en studio de cinéma. L'entreprise Studio Bromont se porte acquéreur de l'ancienne usine Hyundai de Bromont afin d'en faire un studio de cinéma. Ce bâtiment de 1,25 million de pieds carrés deviendra éventuellement le plus grand studio de cinéma au monde.

6 avril 2002 - Dévoilement de statistiques sur la création d'emplois au Canada, Malgré les appréhensions suscitées par les événements du 11 septembre 2002 (l'attentat terroriste sur le World Trade Centre), l'économie canadienne affiche des signes de santé évidents, notamment au niveau de la création d'emplois.

18 avril 2002 - Dévoilement de statistiques sur la prospection minière dans le territoire de la baie James. Des découvertes minières effectuées dans la région de la baie James amènent une augmentation spectaculaire du nombre de demandes de concessions auprès des autorités.





Qualifiée de " mémorial ", la façade de l'hôtel du Parlement offre une place à chacun des 26 éléments sculpturaux en bronze consacrés à l'histoire, dont deux sont identifiés aux Amérindiens, 18 au Régime français (Les personnages représentés sont : Pierre Boucher de Boucherville, Jean Talon, Pierre Le Moyne d'Iberville, Louis Jolliet, Jacques Marquette, Pierre Gaultier de Varennes, sieur de La Vérendrye, Charles-Michel de Salaberry, François-Gaston de Lévis, le père Jean-Jacques Olier, Paul de Chomedey de Maisonneuve, Louis-Joseph de Montcalm, le père Nicolas Viel, le père Jean de Brébeuf, Louis de Buade, comte de Frontenac, Mgr de Laval, Samuel de Champlain, Marie de l'Incarnation et Marguerite Bourgeoys), quatre au Régime britannique (Les personnages représentés sont : Guy Carleton, baron de Dorchester (gouverneur), Robert Baldwin (premier ministre), James Bruce, lord Elgin (gouverneur) et James Wolfe (général vainqueur de la bataille des Plaines, en 1759) et, enfin, deux à des valeurs chères à la nation : ces éléments ont pour thème l'un " La poésie et l'histoire ", l'autre " La religion et la patrie "..